

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976.

15 MARS 1976

BUDGET

du Ministère des Affaires Etrangères,
du Commerce extérieur
et de la Coopération au Développement
pour l'année budgétaire 1976.

PROJET DE LOI

ajustant le budget
du Ministère des Affaires étrangères,
du Commerce extérieur
et de la Coopération au Développement
de l'année budgétaire 1975.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT (1)
PAR M. NOTHOMB.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Dequae.

A. — Membres : MM. Bertrand, De Keersmaeker, Dequae, Desmaretts, Nothomb, Parisis, Swaelen, Vandamme. — MM. Geldolf, Glinne, Harmegnies, M^{me} Pétry épouse Scheys, MM. Radoux, Van Eynde, Van Lent. — MM. Colla, Kempinaire, Rolin Jacquemyns, Van Offelen. — MM. Gendebien, Outers. — MM. Baert, Raskin.

B. — Suppléants : MM. Claeys, d'Alcantara, De Vlies, Robert Devos. — MM. André Cools, Debousse, Dejardin, Laridon. — MM. Bommel, Mundeleer. — M^{me} Spaak épouse Danis. — M. Schiltz.

Voir :

4-VIII (1975-1976) :

- N° 1 : Budget.
- Nos 2 et 3 : Amendements.
- N° 4 : Rapport (crédits afférents au Commerce extérieur).
- N° 5 : Amendement.
- N° 6 : Rapport (crédits afférents à la Coopération au Développement).
- N° 7 : Amendements.

5-VIII (1975-1976) :

- N° 1 : Projet de loi.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976.

15 MAART 1976

BEGROTING

van het Ministerie van Buitenlandse Zaken,
Buitenlandse Handel
en Ontwikkelingssamenwerking
voor het begrotingsjaar 1976.

WETSONTWERP

houdende aanpassing van de begroting
van het Ministerie van Buitenlandse Zaken,
Buitenlandse Handel
en Ontwikkelingssamenwerking
van het begrotingsjaar 1975.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE ZAKEN
EN DE ONTWIKKELINGSSAMENWERKING (1)
UITGEBRACHT DOOR DE HEER NOTHOMB.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Dequae.

A. — Leden : de heren Bertrand, De Keersmaeker, Dequae, Desmaretts, Nothomb, Parisis, Swaelen, Vandamme. — de heren Geldolf, Glinne, Harmegnies, M^{vr}. Pétry echtg. Scheys, de heren Radoux, Van Eynde, Van Lent. — de heren Colla, Kempinaire, Rolin Jacquemyns, Van Offelen. — de heren Gendebien, Outers. — de heren Baert, Raskin.

B. — Plaatsvervangers : de heren Claeys, d'Alcantara, De Vlies, Robert Devos. — de heren André Cools, Debousse, Dejardin, Laridon. — de heren Bommel, Mundeleer. — M^{vr}. Spaak echtg. Danis. — de heer Schiltz.

Zie :

4-VIII (1975-1976) :

- Nr 1 : Begroting.
- Nrs 2 en 3 : Amendementen.
- Nr 4 : Verslag (kredieten betreffende de Buitenlandse Handel).
- Nr 5 : Amendement.
- Nr 6 : Verslag (kredieten betreffende de Ontwikkelingssamenwerking).
- Nr 7 : Amendementen.

5-VIII (1975-1976) :

- Nr 1 : Wetsontwerp.

SOMMAIRE.

	Page
I. — Introduction	2
II. — Les Nations Unies et le nouvel ordre économique mondial	4
1. Les Nations Unies	5
2. La Conférence sur la Coopération économique internationale (Paris)	7
3. C. N. U. C. E. D. — IV	9
4. Au niveau européen	11
a) La Convention de Lomé	11
b) Le dialogue euro-arabe	12
5. Les problèmes énergétiques	12
6. Le système monétaire international	14
7. L'Organisation internationale du Travail	15
III. — Les rapports Est-Ouest — Détente et sécurité	16
1. La détente et la Conférence d'Helsinki	16
2. La sécurité	18
3. La défense européenne et ses implications	20
IV. — L'Europe	22
A. Le rapport de M. Tindemans sur l'Union européenne	23
B. L'Union économique et monétaire	25
C. L'intégration politique	28
D. Les autres institutions	35
E. Conséquences d'un élargissement éventuel de la Communauté	36
V. — Relations internationales régionales	36
A. Relations belgo-luxembourgeoises	37
B. Relations belgo-néerlandaises	39
C. Benelux	41
D. Relations belgo-françaises	44
E. Relations Belgique - R. F. A.	46
F. Gestion de la Mer du Nord et de la Manche	47
G. Coopération culturelle internationale et autonomies culturelles	47
VI. — Problèmes internes	50
VII. — Questions diverses	57
VIII. — Discussion des articles et votes	59

MESDAMES, MESSIEURS,

I. — INTRODUCTION.

Des changements profonds amorcés en 1975

La place des dix millions de Belges dans le monde, leurs relations avec leurs voisins proches et lointains, leur intégration plus ou moins complète dans les ensembles de pays dont la Belgique fait partie, ont connu une évolution qualitative assez remarquable en 1975, bien que les effets immédiats ou le caractère spectaculaire n'apparaissent pas tellement mais qui sont le signe d'évolutions fondamentales.

Un nouveau mode de dialogue se noue avec les pays en voie de développement et de nouvelles perspectives sont

INHOUD.

	Bladz.
I. — Inleiding	2
II. — De Verenigde Naties en de nieuwe economische wereldorde	4
1. De Verenigde Naties	5
2. De Conferentie over de internationale economische samenwerking (Parijs)	7
3. U. N. C. T. A. D. — IV	9
4. Op het Europees vlak	11
a) De overeenkomst van Lomé	11
b) De Europees-Arabische dialoog	12
5. De energievraagstukken	12
6. Het internationale monetaire stelsel	14
7. De Internationale Arbeidsorganisatie	15
III. — De betrekkingen tussen Oost en West — Ontspanning en veiligheid	16
1. De ontspanning en de Conferentie van Helsinki	16
2. De veiligheid	18
3. De Europese defensie en de implicaties ervan	20
IV. — Europa	22
A. Het verslag Tindemans over de Europese Unie	23
B. De economische en monetaire unie	25
C. De politieke integratie	28
D. De andere instellingen	35
E. Gevolgen van een eventuele uitbreiding van de Gemeenschap	36
V. — Gewestelijke internationale betrekkingen	36
A. Belgisch-Luxemburgse betrekkingen	37
B. Belgisch-Nederlandse betrekkingen	39
C. Benelux	41
D. Belgisch-Franse betrekkingen	44
E. Betrekkingen België - D. B. R.	46
F. Beheer Noordzee en Kanaal	47
G. Internationale culturele samenwerking en culturele autonomie in België	47
VI. — Interne problemen	50
VII. — Diverse kwesties	57
VIII. — Bespreking van de artikelen en stemmingen	59

DAMES EN HEREN,

I. — INLEIDING.

In 1975 begonnen diepgaande veranderingen.

De plaats van de tien miljoen Belgen in de wereld, hun betrekkingen met hun naaste en verre burens, hun min of meer volledige integratie in de groepen van landen waarvan België deel uitmaakt, hebben in 1975 een vrij merkwaardige kwalitatieve evolutie gekend, waarvan de onmiddellijke gevolgen niet zo direct opvallen, maar die wijzen op een grondige omkeer.

Met de ontwikkelingslanden komt een nieuwe vorm van samenspraak tot stand en de wereldhandel krijgt

amorcées en matière de bases monétaires du commerce mondial après l'ébauche de la conférence nord-sud et la conférence de Kingston.

On observe de nouveaux types de rapports entre l'Est et l'Ouest après le sommet d'Helsinki, un certain « climat » de détente et un début d'évolution dans les partis communistes occidentaux, sans oublier l'attention renouvelée de l'opinion publique de nos pays à la situation intérieure et extérieure de l'U. R. S. S. et une amorce de démocratisation dans la dernière dictature qui ait existé en Europe.

Une crise économique mondiale qui frappe tous les Etats membres, mais à des degrés divers, expose la communauté au risque du démembrement; d'autre part, elle altère l'image de la communauté chez les travailleurs et surtout chez les jeunes qui représentent près de la moitié des 5,3 millions de chômeurs de la C. E. E. et qui s'interrogent sur la volonté de l'Europe de rencontrer de façon efficace et dans des conditions réelles de solidarité, les problèmes de l'inflation et du chômage.

En dépit de ces difficultés, nous assistons à un déblocage virtuel de l'Europe après l'heureuse issue du référendum britannique, la régularisation des conseils européens et l'annonce de l'élection directe du Parlement européen, le fonctionnement pragmatique mais efficace du serpent monétaire européen, rejoint par la France, et dont font aussi partie désormais tous les voisins de la Belgique et ses principaux partenaires commerciaux.

Le déblocage politique correspondant et, dès lors, indispensable est fourni par le rapport Tindemans qui a amené le débat européen du niveau des principes affirmés à celui des choix politiques concrets.

L'élargissement prochain de la Communauté à la Grèce doit être l'occasion de renforcer les institutions et non le prétexte d'une dilution de la réalité communautaire.

Une discussion nouvelle non pas sur la collaboration Benelux, mais sur ses finalités, sa méthode et ses priorités par rapport à d'autres actions, reflète l'accroissement des problèmes culturels et frontaliers dont l'importance est plus grande dans un petit pays comme le nôtre, tant vers le Nord que vers le Sud et vers l'Est.

La politique étrangère dans chacun de ses aspects est de moins en moins séparée de la politique intérieure et générale et les agents de cette politique extérieure sont de plus en plus divers. En effet, non seulement différents départements techniques du gouvernement belge ont des responsabilités importantes et décisives dans nos relations avec le reste du monde, mais les trois autonomies culturelles de la Belgique doivent également pouvoir exercer vis-à-vis de l'extérieur leur vocation dans les limites de la politique nationale dont ils sont une des incarnations.

De même, la suppression progressive des frontières à l'intérieur du Marché commun doit conduire à raisonner sur le plan régional de part et d'autre des frontières. La Belgique doit avoir dans les différents problèmes d'aménagement du territoire une politique qui doit à la fois pouvoir rencontrer les spécificités régionales et être l'expression d'une politique nationale coordonnée.

Dans cette perspective, l'organisation interne du département des Affaires étrangères et son exacte perception des diversités, non seulement de la politique extérieure mais aussi des réalités nationales, revêt une importance certaine.

La commission a consacré cinq séances à l'examen du budget. Le Ministre a informé la commission des positions du Gouvernement par une série de fiches qui n'ont pas fait l'objet d'un exposé et a répondu aux différentes questions qui lui ont été posées par les membres.

een nieuwe monetaire basis na het begin van de Noord-Zuid conferentie en de conferentie van Kingston.

Met de topconferentie te Helsinki ontstond een nieuw type van betrekkingen tussen Oost en West en een zekere « sfeer » van ontspanning, begon een kentering in de westelijke communistische partijen, kreeg de bevolking van onze landen opnieuw belangstelling voor de binnen- en buitenlandse toestand van de U. S. S. R. en kwam het tot een begin van democratisering in de laatste dictatuur in Europa.

Een economische wereldcrisis dreigt de Europese Gemeenschap te doen uiteenvallen; anderzijds tast zij het beeld van de Gemeenschap aan bij de werknemers en vooral bij de jongeren die bijna de helft van de 5,3 miljoen werklozen in de E. E. G. vertegenwoordigen en die zich afvragen of Europa de inflatie en de werkloosheid wel degelijk doeltreffend en solidair wil aanpakken.

Al die moeilijkheden ten spijt beleven wij een virtuele ervaring van Europa na de goede afloop van het Britse referendum, de regularisatie van de Europese raden en de aankondiging van de rechtstreekse verkiezing van het Europese parlement, de pragmatische maar doeltreffende werking van de Europese muntslang waarbij Frankrijk zich aansloot en waarvan voortaan ook alle bureaus van België en zijn voornaamste handelspartners deel uitmaken.

De onontbeerlijke politieke ervaring vloeit voort uit het rapport-Tindemans dat het Europese debat van het vlak van de beginselverklaringen naar dat van de concrete politieke opties heeft verplaatst.

De aanstaande verruiming van de Gemeenschap met Griekenland moet aanleiding zijn tot de versterking van de instellingen, en geen voorwendsel tot een ontbinding van de communautaire realiteit.

Een nieuwe discussie, niet over de samenwerking in Beneluxverband, maar over haar doel, methode en prioriteiten tegenover andere acties, wijst op de toenemende culturele en grensproblemen, die van meer belang zijn in een klein land als het onze, zowel met het noorden als met het zuiden en het oosten.

De buitenlandse politiek staat in al haar aspecten steeds minder los van het binnenlandse en het algemene beleid en de werkende krachten ervan zijn van een steeds groter wordende verscheidenheid. Niet alleen hebben verscheidene technische departementen van de Belgische regering een grote en doorslaggevende verantwoordelijkheid in onze betrekkingen met de rest van de wereld, maar de drie cultuurgemeenschappen in België moeten ook ten opzichte van het buitenland aan hun roeping kunnen voldoen binnen de perken van het nationale beleid dat zij mede gestalte geven.

Zo moet ook de geleidelijke afbraak van de grenzen binnen de Gemeenschappelijke Markt op het gewestelijke vlak tot overleg over de grenzen heen leiden. België moet voor de problemen van ruimtelijke ordening een politiek voeren die terzelfder tijd aan de gewestelijke eigenheden beantwoordt en vorm geeft aan een gecoördineerd nationaal beleid.

In dat opzicht is de interne organisatie van het departement van Buitenlandse Zaken met inachtneming van de verscheidenheid, niet alleen van het buitenlandse beleid maar ook van de binnenlandse werkelijkheid, beslist van belang.

De commissie heeft vijf vergaderingen aan het onderzoek van de begroting gewijd. De Minister bracht de commissie van de standpunten van de Regering op de hoogte door een aantal steekkaarten waarbij geen toelichting werd verstrekt, en beantwoordde de vragen die hem door de leden werden gesteld.

La commission a souhaité qu'une vue d'ensemble se dégage d'un large colloque avec le Ministre de la Défense nationale et la commission de la Défense nationale et, d'autre part, d'un entretien avec le Premier Ministre au sujet de son rapport sur l'Union européenne; cette dernière réunion a eu lieu en commun avec la commission des Affaires étrangères du Sénat. On n'a pas voulu attendre la discussion commune des aspects de défense pour amorcer la discussion en séance publique et la rédaction du présent rapport, dont l'exposé contient à la fois le débat en commission et certains éléments fournis par écrit par le Gouvernement et insérés dans un exposé d'ensemble dont le rapporteur assume seul la responsabilité.

La Belgique dans le monde.

La liste des Etats présents sur la scène mondiale s'allonge et notre pays, si l'on considère sa superficie, est classé en ordre d'importance à environ la 130^e place. Au regard du chiffre de sa population, la Belgique se situe aux environs du 60^e rang, mais elle se trouve parmi les 20 premiers lorsqu'il s'agit de produit national brut et parmi les 10 premiers lorsqu'il s'agit de l'indice de richesse par habitant ou de la capacité financière internationale. Elle est parmi les deux premiers en ce qui concerne l'importance du commerce extérieur par tête d'habitant.

Sous certains aspects, son rôle peut apparaître limité s'il est pris isolément et fort dépendant de l'évolution de l'ensemble.

En réalité par sa participation à de grandes concertations d'Etats et à diverses organisations des Etats les plus riches du monde, d'une part, à l'alliance atlantique et à la communauté européenne surtout, d'autre part, elle peut être un partenaire plus important et faire valoir ses intérêts de concert avec ceux des pays avec lesquels elle est associée, d'une manière très efficace.

II. — LES NATIONS UNIES ET LE NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE MONDIAL.

Sur la scène internationale, de profondes mutations sont en cours.

Les 25 années écoulées ont été marquées par la prédominance des deux super-grands.

Cependant on constate que, sur la scène internationale, si la prédominance de ces deux Etats existe toujours, le rapport des forces subit une modification fondamentale particulièrement sensible aux Nations Unies où la comparaison et l'importance des différents groupes d'Etats a fortement évolué.

Le danger existe de voir l'organisation des Nations Unies servir de plus en plus de moyen dans les différends qui opposent ces groupes, alors que tout doit être mis en œuvre pour que malgré ses faiblesses, elle demeure l'instance où les conflits peuvent recevoir une solution diplomatique.

Les Nations Unies ont été le forum où s'est manifestée la préoccupation de la plupart des Etats d'aboutir à un autre type de relations entre pays riches et pays pauvres, entre pays industrialisés et pays en voie de développement, en vue d'organiser les structures d'une nouvelle société internationale.

Les années « 60 » furent caractérisées par le phénomène de la décolonisation politique et de l'établissement de liens politiques nouveaux entre les anciennes colonies et les anciennes métropoles. Ce fut un tournant dans les relations entre ces pays.

De commissie wenste tot een algemeen overzicht te komen door een uitvoerig gesprek met de Minister van Landsverdediging en de commissie voor de Landsverdediging, en anderzijds door een onderhoud met de Eerste Minister over zijn verslag over de Europese eenmaking; deze laatste bijeenkomst had samen met de Senaatscommissie voor de Buitenlandse Zaken plaats. De gezamenlijke bespreking van de aspecten van de landsverdediging werd niet afgewacht om de behandeling in openbare vergadering aan te vatten en te beginnen met het opstellen van het onderhavige verslag dat zowel de bespreking in de commissie omvat als sommige elementen die door de Regering schriftelijk werden verstrekt en opgenomen zijn in een algemene toelichting waarvoor alleen de verslaggever de verantwoordelijkheid draagt.

België in de wereld.

De lijst van de landen op het wereldtoneel wordt steeds langer en ons land komt daar, volgens zijn oppervlakte, op zowat de 130^e plaats. Volgens zijn bevolkingscijfer bekleedt België er ongeveer de 60^e plaats, maar het is bij de eerste 20 voor het bruto nationaal inkomen, en bij de eerste 10 voor de gemiddelde rijkdom per inwoner of het internationaal financieel vermogen. Het is bij de eerste twee voor de omvang van de buitenlandse handel per inwoner.

Uit bepaalde oogpunten kan de rol van België, afzonderlijk genomen, beperkt en in sterke mate van de evolutie van het geheel afhankelijk lijken.

Door zijn deelneming aan grote conferenties en aan verscheidene organisaties van de rijkste landen van de wereld enerzijds, en aan het Atlantisch Bondgenootschap en vooral aan de Europese Gemeenschap anderzijds, kan ons land echter in werkelijkheid een belangrijker partner zijn en op zeer doeltreffende wijze zijn belangen doen gelden in overleg met de landen waarmee het verbonden is.

II. — DE VERENIGDE NATIES EN DE NIEUWE ECONOMISCHE WERELDORDE.

Er zijn op het wereldtoneel diepgaande veranderingen aan de gang.

De vorige 25 jaar werden gekenmerkt door het overwicht van de twee supermogendheden.

Hoewel dat overwicht nog steeds bestaat, ondergaat de verhouding der krachten een grondige wijziging die vooral merkbaar is in de Verenigde Naties waar het onderlinge belang van de verschillende groepen van landen sterk gewijzigd is.

Het gevaar bestaat dat de Verenigde Naties meer en meer als middel worden gebruikt in de geschillen tussen die groepen, dan wanneer alles moet worden gedaan opdat de organisatie spijt haar zwakheden het lichaam zal blijven waar de geschillen een diplomatieke oplossing kunnen krijgen.

In de Volkenorganisatie gaven de meeste landen uiting aan hun zorg om tot een ander soort van betrekkingen tussen rijke en arme landen, tussen geïndustrialiseerde en ontwikkelingslanden te komen en om een nieuwe internationale samenleving op te bouwen.

De jaren « 60 » waren gekenmerkt door de politieke dekolonisatie en de totstandkoming van nieuwe politieke banden tussen voormalige koloniën en hun gewezen moederlanden. Het was een keerpunt in de betrekkingen tussen de landen.

Le défi des années « 70 » se situe dans le domaine économique. Après avoir acquis l'indépendance politique, les pays du Tiers Monde ont peu à peu affirmé leur volonté d'indépendance et de développement économiques. Celle-ci s'est traduite de façon expresse dans la « Déclaration » et le « Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international » adoptés le 1^{er} mai 1974 par l'Assemblée générale des Nations Unies, sous l'impulsion du groupe de « 77 » pays du Tiers Monde.

Cette déclaration et ce programme définissent la philosophie politique et les objectifs concrets que le Tiers Monde entend faire triompher dans les années à venir.

Sur le plan politique, ils réaffirment des principes sur lesquels doivent reposer les relations entre les Etats : l'égalité souveraine, l'autodétermination, la non-ingérence dans les affaires intérieures, le droit de choisir son système économique et social, le droit de lutter pour recouvrer le contrôle de ses ressources, le droit à la décolonisation et à une assistance dans la lutte anticoloniale, l'aide au développement sans condition politique ou militaire.

Sur le plan économique, les pays en voie de développement entendent que le nouvel ordre économique international se fonde sur un certain nombre de « principes » :

— la pleine participation des pays en voie de développement au règlement des problèmes mondiaux, en particulier à la réforme du système monétaire international et aux négociations commerciales multilatérales;

— un traitement préférentiel sans réciprocité dans tous les domaines où c'est possible, et tout particulièrement pour les conditions des transferts financiers et des transferts de technologie;

— la souveraineté intégrale sur les ressources naturelles, y inclus le droit de fixer souverainement l'indemnisation éventuelle en cas de nationalisation et le droit de réglementer les activités des sociétés multinationales;

— l'amélioration des recettes d'exportation et des termes de l'échange des pays en voie de développement producteurs, en ce compris un lien entre les prix des exportations de ces pays et les prix de leurs importations provenant des pays industrialisés, ainsi qu'un encouragement des associations de producteurs.

— le droit pour les pays et peuples occupés ou dominés d'obtenir une indemnisation totale pour les préjudices subis dans leurs ressources;

— le renforcement de la coopération économique, commerciale, financière et technique entre les pays en voie de développement, et ce, essentiellement sur une base préférentielle et avec un appui financier et technique des pays industrialisés.

Le débat qui s'amorce est en fait analogue à celui qui eut lieu au début de ce siècle lorsqu'au sein de nos pays il s'agissait de corriger des inégalités criantes. Les mêmes questions se posent aujourd'hui entre pays. Quelle sera la réponse des pays industrialisés à cette nouvelle interpellation ?

I. Nations Unies.

La commission a d'abord interrogé le Ministre au sujet de l'attitude de la Belgique devant l'évolution structurelle des Nations Unies. On y trouve actuellement une majorité assez stable exprimant les points de vue de « 77 » pays en voie de développement; la majorité traditionnelle des pays industrialisés est devenue minoritaire. Selon un membre, les Etats industriels continuent à s'y battre comme dans le passé, sans

De grote uitdaging van de jaren « 70 » ligt op het economische vlak. Na de politieke onafhankelijkheid te hebben verworven, gingen de landen van de Derde Wereld geleidelijk aanspraak maken op economische onafhankelijkheid en ontwikkeling. Die eis werd uitdrukkelijk opgenomen in de « Verklaring » en het « Actie-programma inzake de instelling van een nieuwe economische wereldorde », die op 1 mei 1974 op aansporing van de groep der « 77 » landen van de Derde Wereld door de Algemene UNO-Vergadering werd goedgekeurd.

In die verklaring en dat programma worden de politieke wereldbescherming en de concrete doelstellingen bepaald die de Derde Wereld de komende jaren willen doordrukken.

Op het politieke vlak worden daarin de beginselen vastgelegd waarop de betrekkingen tussen de landen moeten berusten : soevereine gelijkheid, zelfbeschikking, niet-inmenging in binnenlandse aangelegenheden, het recht om zelf zijn economisch en maatschappelijk bestel te kiezen, het recht om te strijden voor het meesterschap over de eigen bodemrijksdommen, het recht op dekolonisatie en op bijstand in de antikoloniale strijd, ontwikkelingshulp zonder politieke of militaire voorwaarden.

Op het economische vlak eisen de ontwikkelingslanden dat de nieuwe economische wereldorde op een aantal beginselen zal steunen :

— volle deelneming van de ontwikkelingslanden aan de regeling van de wereldvraagstukken, in het bijzonder aan de hervorming van het internationale valutastelsel en aan de multilaterale handelsoverhandelingen;

— voorkeurbehandeling zonder wederkerigheid op alle gebieden waar dat mogelijk is en heel in het bijzonder voor de voorwaarden voor financiële transfers en de overdracht van technologie;

— algehele soevereiniteit over de natuurlijke rijkdommen, met inbegrip van het recht om soeverein de eventuele schadeloosstelling te bepalen ingeval van nationalisatie en het recht om de bedrijvigheid van multinationale ondernemingen te reglementeren;

— verbetering van de uitvoerinkomsten en van de ruilvoet voor de handel van de producerende ontwikkelingslanden, met inbegrip van een verband tussen de prijzen van de uitvoerproducten van die landen en de prijzen voor hun invoer uit de geïndustrialiseerde landen, en aanmoediging van de associatie van producenten;

— het recht voor bezette of verdrukte landen en volken op volledige schadeloosstelling voor de in hun rijkdommen geleden schade;

— versteviging van de economische, commerciële, financiële en technische samenwerking onder de ontwikkelingslanden, en zulks hoofdzakelijk op een preferentiële basis en met de financiële en technische steun van de geïndustrialiseerde landen.

De aangevatte dialoog vertoont in feite veel overeenkomst met de onderhandelingen van het begin van deze eeuw toen het er voor onze landen op aankwam schreeuwende ongelijkheden weg te werken. Dezelfde problemen rijzen thans onder landen. Hoe zullen de geïndustrialiseerde landen daarop reageren ?

I. De Verenigde Naties.

De commissie stelde de Minister eerst vragen over de houding van België tegenover de structurele evolutie van de Verenigde Naties. Een vrij stabiele meerderheid vertolkt er thans de standpunten van de « 77 » ontwikkelingslanden; de traditionele meerderheid van de geïndustrialiseerde landen is een minderheid geworden. Volgens een lid blijven de geïndustrialiseerde landen er zich weren zoals vroeger,

tenir compte de la profonde transformation politique qui s'est opérée.

Globalement, cette attitude nous laisse dans une position défensive. Les pays en voie de développement imposent aux autres leurs thèmes de discussion.

Il serait souhaitable, estime ce membre, de mettre davantage l'accent sur les thèmes des droits de l'homme. Pareille politique qui placerait certains de ces pays en mauvaise posture, n'est-elle pas possible? Les pays industriels ne pourraient-ils pas « jouer les relations publiques » aux Nations Unies?

Selon un autre membre, les structures actuelles des Nations Unies sont à la base de l'impasse dans laquelle se trouvent les pays européens. L'Europe politique devrait pouvoir y faire entendre une seule voix. La restructuration des Nations Unies s'impose, si on veut éviter de se trouver en présence de situations encore plus compliquées.

Un troisième membre estime que les réformes de structure des Nations Unies se posent depuis qu'un certain nombre de pays, autrefois minoritaires, sont devenus majoritaires et y « font la loi ».

Il faudra essayer de nous adapter à cette nouvelle situation.

Quelles mesures compte-t-on prendre pour que les attitudes prises par la Belgique aux Nations Unies soient une émanation de l'opinion de notre pays?

La révision du système « l'Etat, 1 voix » pose des problèmes délicats. Il s'agit d'un débat fondamental; chaque voix n'est pas la même en puissance.

La procédure écrite pour l'examen du budget n'est pas idéale: le Ministre devrait y ajouter quelque chose en profondeur.

La commission devrait pouvoir confronter les résolutions de la Belgique et constater si une certaine logique est respectée entre elles.

Le Ministre devrait aider la commission en commentant les documents qui lui ont été remis.

Le Ministre a répondu qu'il est évident que l'Assemblée générale de 1975 avec ses 145 pays membres n'est plus comparable à celle de 1945 (34 pays membres).

Le nombre des pays membres a augmenté, mais également la qualité.

Quelle est notre attitude?

Il a fallu s'adapter « de facto » à cette nouvelle situation; cette adaptation s'est d'ailleurs faite sans trop de heurts.

Il est à cet égard intéressant de signaler l'évolution qui a lieu entre la sixième et la septième session spéciale des Nations Unies. La 6^e session était caractérisée par des affrontements entre pays en voie de développement et pays riches; au cours de la 7^e session, un dialogue s'est instauré entre ces deux catégories de pays.

Les 77 pays en voie de développement ont fait preuve de maturité; ils prennent plus d'initiatives, ce qui est tout à fait normal car ils se trouvent confrontés avec de nouveaux problèmes d'ordre politique et structurel.

Les pays occidentaux devraient mettre davantage l'accent sur les problèmes des droits de l'homme. C'est ce qu'a fait le ministre belge lors de la 30^e assemblée générale, quand il a traité de la situation au Chili.

Le problème des modifications structurelles a également été abordé lors de la 30^e assemblée générale.

L'organe le plus important des Nations Unies, à savoir le Conseil de sécurité, ne peut plus être composé comme il l'était en 1945.

Une certaine prudence s'impose toutefois et chaque changement doit être bien préparé.

Ne faudrait-il pas, par exemple, revoir le système « 1 Etat, 1 voix », et existe-t-il une formule de rechange valable?

Il faudra éviter de créer une antinomie entre l'Assemblée et le Conseil de sécurité (veto).

zonder rekening te houden met de diepgaande politieke verandering die er zich heeft voorgedaan.

Over het algemeen dringt die houding ons in een defensieve positie. De ontwikkelingslanden leggen de andere hun onderwerpen van bespreking op.

Het zou volgens een lid wenselijk zijn meer de nadruk te leggen op punten betreffende de rechten van de mens. Is een dergelijke politiek, waardoor sommige van die landen er slecht zouden voorstaan, niet mogelijk? Kunnen de geïndustrialiseerde landen hun « public relations » niet behartigen in de Volkenorganisatie?

Een ander lid meent dat de huidige structuren van de Verenigde Naties ten grondslag liggen aan de moeilijkheden waarin de Europese landen zich bevinden. Het politieke Europa zou er één enkele stem moeten kunnen doen horen. De herstructurering van de Volkenorganisatie is geboden als men wil vermijden dat alles nog ingewikkelder wordt.

Voor een derde lid zijn structuurhervormingen in de Verenigde Naties aan de orde sedert een aantal landen, die vroeger een minderheid vormden, een meerderheid zijn geworden en er « de wet voorschrijven ».

Wij moeten trachten ons aan de nieuwe toestand aan te passen.

Welke maatregelen worden overwogen opdat de door België in de Volkenorganisatie ingenomen standpunten de mening van ons land weergeven?

De herziening van het systeem « één land, één stem » is een kies probleem. Het is een fundamentele kwestie; alle stemmen hebben niet hetzelfde gewicht.

De schriftelijke werkwijze is niet ideaal voor het onderzoek van de begroting: de Minister zou er meer diepte aan moeten geven.

De commissie zou de resoluties van België moeten kunnen vergelijken en vaststellen of er een zekere onderlinge logica aanwezig is.

De Minister zou de commissie moeten helpen door de documenten die hem werden voorgelegd, toe te lichten.

De Minister antwoordt dat de Algemene Vergadering van 1975 met haar 145 aangesloten landen uiteraard niet meer te vergelijken is met die van 1945 (met 34 lidstaten).

Het aantal aangesloten landen nam toe, maar ook de kwaliteit.

Wat is onze houding?

Wij moeten ons « de facto » aan de nieuwe toestand aanpassen. De aanpassing geschiedde trouwens zonder al te veel moeilijkheden.

Het is in dat verband interessant te wijzen op de evolutie die zich tussen de zesde en de zevende bijzondere zitting van de Volkenorganisatie heeft voorgedaan. De 6^{de} zitting was gekenmerkt door botsingen tussen de ontwikkelingslanden en de rijke landen; tijdens de 7^{de} zitting kwam het tussen beide categorieën van landen tot een dialoog.

De « 77 » ontwikkelingslanden geven blijk van rijpheid; zij nemen meer initiatieven, wat volkomen normaal is, want zij hebben met nieuwe moeilijkheden van politieke en structurele aard af te rekenen.

De Westelijke landen zouden meer aandacht moeten schenken aan de problemen inzake de rechten van de mens. Dat heeft de Belgische minister gedaan toen hij op de 3^{de} Algemene Vergadering de toestand in Chili besprak.

Ook de kwestie van de structuurwijzigingen werd op de 3^{de} Algemene Vergadering ter sprake gebracht.

Het voornaamste V.N.-orgaan, nl. de Veiligheidsraad, mag niet meer zijn samengesteld zoals in 1945.

Er is evenwel een zekere omzichtigheid geboden en elke verandering moet goed worden voorbereid.

Moet bij voorbeeld het systeem « 1 land, 1 stem » niet worden herzien, en bestaat er een goede wisselformule?

Het dient vermeden te worden dat tussen de Algemene Vergadering en de Veiligheidsraad een tegenstelling ontstaat (veto).

La Charte des Nations Unies prévoit les procédures qui permettent de réaliser des modifications de structure; ces mécanismes doivent être mis en marche.

Il y a lieu de signaler que les pays de l'Est réagissent négativement aux tentatives de renouvellement, faisant montre dans ce domaine d'un esprit conservateur.

Les pays industrialisés essaient de s'adapter à la nouvelle situation; il est normal que les autres pays soient demandeurs.

Il serait bon que le Parlement belge se penche de plus en plus sur les problèmes qui sont débattus aux Nations Unies, de manière à pouvoir dégager des orientations qui seraient extrêmement utiles pour le Ministre lorsque la délégation belge est appelée à prendre position sur ces problèmes dans l'enceinte des Nations Unies.

Un membre se demande à ce propos s'il ne conviendrait pas de réunir une fois par an les membres de la Chambre et du Sénat qui ont assisté aux travaux des Nations Unies ?

L'attitude aux Nations Unies de la Belgique, de l'Europe et de ses alliés, des Etats-Unis, est-elle homogène ou, au contraire, des différences fréquentes de tendances apparaissent-elles ?

La position des Neuf du Marché commun est-elle bonne ? La France et les Pays-Bas, qui ont une tendance au nationalisme persistent-ils dans cette attitude ?

Le Ministre répond que les membres de la commission sont mis en possession du texte de toutes les résolutions adoptées aux Nations Unies et de leur motivation.

En ce qui concerne la Belgique et les Neuf, un document résumant ce qui a été réalisé à la 30^e assemblée générale et faisant une évaluation de l'action des Neuf est en voie d'élaboration dans le cadre de la coopération politique. Le Ministre portera la teneur de ce document à la connaissance des membres des commissions des Affaires étrangères.

2. La Conférence sur la coopération économique internationale (Paris).

La crise pétrolière a donné une nouvelle impulsion aux débats sur l'ordre économique international et a introduit un cadre nouveau. Il y eut la convocation de la 6^e session spéciale des Nations Unies, due à l'initiative du Président Boumediène, et conduisant à une résolution contenant l'essentiel des revendications des pays en voie de développement. Il y eut la rencontre des pays industrialisés à Washington, dont l'objectif était de tirer les leçons du passé. Il en résulta la création, en novembre 1974 et dans le cadre de l'O.C.D.E., de l'Agence internationale de l'Energie. C'est ainsi que les pays développés ont été amenés à proposer la mise sur pied d'un dialogue entre un nombre limité de pays en vue d'arriver à un meilleur fonctionnement du marché énergétique international. Les pays en voie de développement n'ont pas admis que ce dialogue soit limité au seul domaine énergétique mais voulaient qu'il soit élargi aux sujets qui les intéressaient plus particulièrement : matières premières, questions de développement, problèmes financiers. C'est ce qui a finalement été accepté en décembre dernier à Paris.

La Communauté est présente en tant qu'entité dans ce dialogue et nous souhaitons que la Belgique joue un rôle dynamique dans la préparation des positions de la C. E. E.

Parmi les thèmes les plus importants figurent notamment :

— l'approvisionnement en énergie à des prix équitables pour les consommateurs comme pour les producteurs;

Het V. N.-handvest voorziet in de procedure voor structuurwijzigingen; die procedure moet op gang worden gebracht.

Er zij op gewezen dat de Oostelijke landen op de pogingen tot vernieuwing negatief reageren en op dat stuk blijk geven van een conservatieve geest.

De geïndustrialiseerde landen trachten zich aan de nieuwe toestand aan te passen; het is normaal dat de andere landen eiser zijn.

Het Belgische Parlement zou zich meer met de problemen die in de Verenigde-Naties behandeld worden, moeten bezighouden zodat een koers kan worden aangegeven, wat voor de Minister zeer nuttig zou zijn wanneer de Belgische afvaardiging in de V. N.-Vergadering een standpunt moet innemen.

Een lid vraagt zich in dat verband af of het niet goed zou zijn de leden van Kamer en Senaat die de werkzaamheden van de Volkenorganisatie hebben bijgewoond, eenmaal 's jaars bijeen te roepen.

Nemen België, Europa en zijn bondgenoten, de Verenigde-Staten in de Volkenorganisatie dezelfde houding aan of lopen hun standpunten er vaak uiteen ?

Nemen de Negen van de Gemeenschappelijke Markt een goed standpunt in ? Handhaven Frankrijk en Nederland, die naar nationalisme overhellen, die houding ?

De Minister antwoordt dat de leden van de commissie in het bezit werden gesteld van de tekst van alle in de Verenigde Naties goedgekeurde resoluties en van de motivering ervan.

Wat België en de Negen betreft, wordt in het raam van de politieke samenwerking een document uitgewerkt waarin wordt samengevat wat in de 30^{ste} Algemene Vergadering is verwezenlijkt, met een beoordeling van de actie van de Negen. De Minister zal de leden van de Commissies voor de Buitenlandse Zaken kennis geven van de inhoud van dat document.

2. De Conferentie over de internationale economische samenwerking (Parijs).

De oliecrisis heeft de besprekingen over de economische wereldorde een nieuwe spoorslag gegeven en deze in een ander kader geplaatst. Zo werd op initiatief van President Boumediène de 6^e bijzondere zitting van de Volkenorganisatie bijeengeroepen waar een resolutie werd goedgekeurd die de voornaamste eisen van de ontwikkelingslanden bevat. De geïndustrialiseerde landen kwamen te Washington bijeen om de nodige lessen te trekken uit het verleden. In het raam van de O. E. S. O. vloeyde daaruit in november 1974 de oprichting van het Internationaal Energiebureau voort. Zo kwamen de rijke landen ertoe een gesprek tussen een beperkt aantal landen voor te stellen om tot een betere werking van de internationale energiemarkt te komen. De ontwikkelingslanden aanvaardden niet dat over de energie zou worden gesproken, maar wensten de uitbreiding tot de onderwerpen die hun meer in het bijzonder aanbelangen : grondstoffen, ontwikkelingsproblemen, financiële vraagstukken. Dat werd uiteindelijk in december j.l. te Parijs aanvaard.

De Gemeenschap neemt als één geheel aan die dialoog deel en wij wensen dat België een dynamische rol speelt bij de voorbereiding van de standpunten van de E. E. G.

Onder de voornaamste onderwerpen komen voor :

— de energievoorziening tegen zowel voor de verbruikers als voor de producenten billijke prijzen;

- la stabilisation en termes réels des revenus des matières premières;
- un accroissement de l'aide.

a) *Approvisionnement en énergie.*

La hausse spectaculaire des prix du pétrole a incontestablement bouleversé le marché de l'énergie en général. Elle a, en outre, posé aux économies industrialisées et bien plus encore aux économies en voie de développement, de sérieux problèmes d'adaptation qui sont loin d'être tous résolus. Ces problèmes, les pays producteurs de pétrole eux-mêmes n'ont nul intérêt à les exacerber.

Il y a donc avantage mutuel à rechercher, au sein de la commission de l'énergie de la Conférence, un terrain d'entente sur des questions telles que :

- la sécurité et la régularité des approvisionnements en énergie,
- la mise en place de mécanismes de consultation tendant à éviter les fluctuations excessives et brutales des prix,
- des formules de coopération industrielle et technologique tendant à créer des liens économiques étroits entre producteurs et consommateurs.

b) *Stabilisation des revenus des matières premières.*

On ne peut nier que les fluctuations exagérées des cours des matières premières sont dommageables pour l'économie mondiale et socialement inacceptables. L'action de la communauté internationale à ce sujet devrait s'exercer sur deux fronts :

— d'une part, la conclusion d'accords de stabilisation de prix, produit par produit. Ceci devrait permettre d'éviter des fluctuations excessives de prix et de rechercher des niveaux rémunérateurs pour les producteurs et équitables pour les consommateurs, favorisant un équilibre à long terme entre une production et une consommation en expansion.

— d'autre part, le développement des accords du type de celui de Lomé, par lesquels les recettes d'exportations des pays en voie de développement sont protégées contre des chutes soudaines.

Le Tiers Monde désire voir stabilisées ses recettes non seulement en valeur nominale, mais aussi en termes de pouvoir d'achat.

c) *Aide financière accrue.*

Cette question est particulièrement urgente. En 1974 et 1975, les pays en voie de développement ont pu atténuer le choc de la crise économique et pétrolière grâce notamment à des crédits commerciaux, mais il existe des limites à leur capacité d'endettement.

Dans ce contexte, il serait important que l'ensemble des pays industrialisés adoptent l'objectif d'aide publique de 0,70 % de leur P. N. B.

A cet égard, il convient de remarquer que pour l'ensemble des pays membres du Comité d'Aide au Développement de l'O. C. D. E. (soit une quinzaine de pays occidentaux), le rapport entre l'aide publique au développement et le P. N. B. global est tombé de 0,39 % pendant la période 1966-1969, à 0,33 % pendant la période 1970-1973.

Pour sa part, la Belgique a vu le total de son aide publique passer de 0,46 % de son P. N. B. en 1970 à 0,51 % en 1974.

- de stabilisation in réële verhoudingen van de inkomsten uit grondstoffen;
- opvoering van de hulpverlening.

a) *Energievoorziening.*

De spectaculaire stijging van de olijeprijzen heeft ontegenzeggelijk de energiemarkt in het algemeen ontredde. Zij plaatste bovendien de economie van de geïndustrialiseerde landen, en meer nog die van de ontwikkelingslanden, voor aanpassingsproblemen die lang niet allemaal opgelost zijn. De olieproducerende landen zelf hebben er geen enkel belang bij die moeilijkheden op de spits te drijven.

Alle partijen hebben er dus voordeel bij dat in de energiecommissie van de Conferentie naar overeenstemming wordt gezocht over aangelegenheden als :

- de zekerheid en de regelmaat van de energievoorziening,
- de oprichting van overlegorganen om plotse en overdreven prijschommelingen te vermijden,
- formules voor industriële en technologische samenwerking om nauwe economische banden tussen producenten en verbruikers tot stand te brengen.

b) *Stabilisatie van de inkomsten uit grondstoffen.*

Het is niet te loochenen dat overdreven schommelingen van de grondstoffenprijzen voor de wereldeconomie nadelig en sociaal onaanvaardbaar zijn. De actie van de internationale gemeenschap ter zake zou op twee fronten moeten worden gevoerd :

— enerzijds door het sluiten van overeenkomsten tot stabilisering van de prijzen, voor elk produkt afzonderlijk. Daardoor moet het mogelijk zijn overdreven prijschommelingen te vermijden en te zoeken naar een voor de producenten lonend en voor de verbruikers billijk prijspeil, ter bevordering van een langdurig evenwicht tussen een produktie en een verbruik in expansie.

— anderzijds door het streven naar akkoorden zoals dat van Lomé, waardoor de uitvoerinkomsten van de ontwikkelingslanden tegen plotse koersdalingen worden beschermd.

De Derde Wereld wenst haar inkomsten te stabiliseren, niet alleen wat de nominale waarde betreft, maar ook voor de koopkracht ervan.

c) *Meer financiële hulpverlening.*

Deze kwestie is bijzonder dringend. In 1974 en 1975 konden de ontwikkelingslanden de schok van de economische en oliecrisis o.m. dank zijn handelskredieten opvangen, maar er zijn grenzen aan hun maximaal mogelijke schuldenlast.

Het zou in dat verband belangrijk zijn dat alle geïndustrialiseerde landen voor de overheidshulp 0,70 % van hun B. N. P. als doel stellen.

Hier dient te worden opgemerkt dat voor de landen van het O. E. S. O.-comité voor ontwikkelingshulp samen (dat is een vijftiental westelijke landen) de verhouding tussen de ontwikkelingshulp van de overheid en het globale B. N. P. van 0,39 % tijdens de periode 1966-1969 gedaald is tot 0,33 % voor de periode 1970-1973.

Voor België steeg de totale overheidshulp van 0,46 % van het B. N. P. in 1970 tot 0,51 % in 1974.

Le rôle des banques de développement internationales devra aussi être renforcé. A ce sujet, l'Association internationale de Développement (une filiale de la Banque mondiale) constitue la source la plus importante au monde pour l'aide accordée à des conditions très favorables.

Des négociations sont en cours actuellement pour la cinquième reconstitution (période 1977-1980) des moyens de l'A. I. D.

Pour la période actuelle (1974-1977), ses moyens s'élevaient à 4,5 milliards de dollars. La Banque mondiale a demandé un accroissement très substantiel de ce montant pour la prochaine période de 3 ans.

Le Gouvernement peut-il donner des éclaircissements au sujet de l'évolution de cette négociation et de l'attitude que la Belgique adoptera dans la suite de cette négociation importante ?

Un membre s'est demandé si la conférence Nord-Sud à Paris peut être considérée comme une nouvelle voie de rencontres internationales, plus spécialisées et mieux équilibrées que celles qui ont lieu dans l'enceinte des Nations Unies.

Le Ministre a répondu que le grand avantage de la Conférence Nord-Sud est qu'elle permet de discuter dans un cadre plus restreint des problèmes fondamentaux pour l'économie mondiale. Il est en effet plus facile, dans la discrétion de commissions de quinze membres, de chercher à déterminer les points d'accord et les progrès qui peuvent être accomplis, que dans un forum regroupant tous les membres des Nations Unies.

Il est cependant évident que ces rencontres restreintes ne peuvent se substituer à des négociations ultérieures dans les cadres appropriés, où tous les représentants de la communauté internationale se retrouvent. Il s'agit donc d'utiliser la procédure nouvelle pour donner une impulsion indispensable et les procédures existantes pour permettre d'arriver à des accords contraignants pour chacun.

3. La C. N. U. C. E. D. IV.

Ainsi, le dialogue Nord-Sud à Paris ne doit pas faire négliger la préparation de la C. N. U. C. E. D. IV qui se tiendra à Nairobi en mai prochain.

La tentation de mettre désormais davantage l'accent sur la préparation du premier que sur celle de la seconde serait peu opportune, non seulement parce que les matières sont les mêmes, mais surtout parce que les représentants des « 77 » n'ont aucune intention de présenter des revendications différentes dans les deux enceintes. C'est la même conférence de Manille qui, à la fin de janvier 1976, a préparé tout autant les positions des pays en voie de développement au dialogue Nord-Sud qu'à la C. N. U. C. E. D. IV.

Au surplus, l'idée de dissocier la C. N. U. C. E. D. que l'on préparerait moins, du dialogue Nord-Sud risquerait de faire avorter celui-ci.

Certes, on peut raisonnablement espérer qu'une ou deux années de discussion dans quatre commissions de quinze membres fera réaliser davantage de progrès qui dépendront surtout des pays occidentaux, qu'une seule conférence de quatre semaines, très politisée, entre cent quarante pays. Il reste que cette dernière réunion, à savoir la C. N. U. C. E. D. IV à Nairobi, constituera une nouvelle réunion des Etats généraux du Tiers Monde dont ces pays attendront quelques résultats spectaculaires.

Quant aux pays industrialisés, s'ils semblent conscients de l'impatience des pays en voie de développement, ils sont de leur côté désireux de maintenir un minimum de réciprocité dans les négociations de la C. C. E. I. et, dès lors, ils ne voudront sans doute pas compromettre de façon excessive à Nairobi leurs positions de négociation à Paris.

De rol van de internationale ontwikkelingsbanken moet eveneens worden uitgebreid. De Internationale Ontwikkelingsassociatie (een filiaal van de Wereldbank) is in de wereld de voornaamste bron voor hulpverlening tegen zeer gunstige voorwaarden.

Onderhandelingen zijn aan de gang voor de vijfde overdracht (periode 1977-1980) van de middelen van de Ontwikkelingsassociatie.

Voor de huidige periode (1974-1977) beliepen haar middelen 4,5 miljard dollar. De Wereldbank heeft voor de volgende periode van 3 jaar een zeer gevoelige verhoging van dat bedrag gevraagd.

Kan de Regering toelichtingen verstrekken over het verloop van die belangrijke onderhandelingen en over de houding die België er zal aannemen ?

Een lid vraagt zich af of de Noord-Zuid conferentie te Parijs kan worden beschouwd als een nieuw forum voor internationale ontmoetingen die meer gespecialiseerd en evenwichtiger zijn dan die in de V. N.-vergadering.

De Minister antwoordt daarop dat het grote voordeel van de Noord-Zuid Conferentie hierin bestaat dat daar in een meer beperkt kader fundamentele problemen voor de wereldeconomie kunnen worden behandeld. In de beslotenheid van commissies met vijftien leden kan immers gemakkelijker worden uitgemaakt op welke punten overeenstemming en vooruitgang mogelijk is, dan in een vergadering van alle leden van de Volkenorganisatie.

Het is nochtans duidelijk dat die beperkte ontmoetingen niet in de plaats mogen komen van latere onderhandelingen op de gepaste plaatsen waar alle vertegenwoordigers van de internationale gemeenschap samenkomen. Het gaat er dus om van het nieuwe forum gebruik te maken om een onontbeerlijke impuls te geven, en de eerder bestaande procedures te gebruiken om tot voor allen verbindende akkoorden te komen.

3. U. N. C. T. A. D. IV.

De Noord-Zuid Conferentie te Parijs mag niet tot gevolg hebben dat de voorbereiding van U. N. C. T. A. D. IV, die in mei e.k. te Nairobi wordt gehouden, wordt verwaarloosd.

De verleiding om voortaan meer belang te hechten aan de voorbereiding van de eerstgenoemde dan van de tweede, zou weinig opportuun zijn, niet alleen omdat de onderwerpen dezelfde zijn, maar vooral omdat de vertegenwoordigers van de « 77 » volstrekt niet voornemens zijn op beide conferenties andere eisen voor te leggen. Op dezelfde conferentie te Manilla zijn eind januari 1976 de standpunten van de ontwikkelingslanden zowel voor de Noord-Zuid Conferentie als voor U. N. C. T. A. D. IV uitgewerkt.

Bovendien zou een poging om de U. N. C. T. A. D., die minder degelijk zou voorbereid worden, los te maken van de Noord-Zuid dialoog het gevaar inhouden deze laatste te doen mislukken.

Nochtans mag redelijkerwijze worden verwacht dat in één of twee jaar in vier commissies van vijftien leden meer voortgang zal worden gemaakt — al hangt dat vooral van de Westelijke landen af — dan op één enkele, zeer politiek getinte conferentie van vier weken waaraan 140 landen deelnemen. Niettemin zal deze laatste bijeenkomst, nl. U. N. C. T. A. D. IV te Nairobi, een nieuwe vergadering van de Staten-Generaal van de Derde Wereld zijn waarvan die landen enkele opzienbarende resultaten verwachten.

Hoewel de geïndustrialiseerde landen zich het ongeduld van de ontwikkelingslanden bewust schijnen te zijn, wensen zij hunnerzijds bij de onderhandelingen van de C. I. E. S. een minimum aan wederkerigheid te handhaven en zullen zij bijgevolg te Nairobi hun onderhandelingspositie te Parijs niet al te zeer in het gedrang willen brengen.

Quoi qu'il en soit, dans quels domaines peut-on espérer quelques progrès à Nairobi ? De semblables pronostics sont toujours difficiles. Néanmoins, il convient de signaler que l'on s'accorde à reconnaître qu'à la C. N. U. C. E. D. IV, l'accent sera très probablement mis sur trois ou peut-être quatre problèmes, parmi une bonne dizaine de questions de fond mises à l'ordre du jour :

- les produits de base;
- l'endettement de nombreux pays en voie de développement;
- le transfert de technologie;
- et éventuellement, la réforme institutionnelle dans le domaine du commerce international.

La question des produits de base constitue le principal point de l'ordre du jour.

Depuis plus d'un an, le secrétariat de la C. N. U. C. E. D. a fait des propositions, relativement élaborées, en vue d'établir un programme global intégré pour les produits de base, axé sur un système de stocks régulateurs financés par un fonds commun.

La Communauté européenne a accepté l'approche intégrée comme « base utile de discussion »; elle a reconnu par ailleurs la complémentarité entre des mesures destinées à améliorer les structures et le fonctionnement des marchés des produits de base et des mesures tendant à stabiliser les recettes d'exportation des pays en voie de développement.

L'endettement croissant d'un certain nombre de ces pays est évidemment préoccupant. A la 7^{me} session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies, en septembre 1975, les pays en voie de développement ont demandé la convocation d'une conférence générale sur la dette, si possible dès 1976. Ils réclament en effet une approche plus globale de ce problème, débouchant par exemple sur un moratoire automatique dans certaines circonstances ou sur un refinancement de la dette commerciale de certains pays.

Du côté de la C. E. E. qui ne semble pas devoir s'opposer au principe d'une telle conférence, on envisage notamment l'établissement d'un système d'alerte plus rapide en matière d'endettement, permettant d'agir avant qu'une crise ouverte soit effectivement intervenue.

Le transfert de technologie prend une importance accrue aux yeux des pays en voie de développement réclamant des pays développés des mesures d'aide, notamment en matière d'identification des techniques appropriées, d'accès à ces techniques, d'abaissement du coût des transferts, d'adaptation de ces techniques aux conditions des pays en voie de développement.

Le principal sujet de discussion à la C. N. U. C. E. D. IV dans ce domaine semble devoir être les décisions à prendre au sujet d'un code international de conduite pour le transfert des techniques. Les pays en voie de développement voudraient conférer à ce code de conduite un caractère obligatoire que les pays occidentaux, invoquant notamment le système d'économie de marché, estiment difficilement acceptable.

Enfin, il est possible que les pays en voie de développement insistent à Nairobi sur le problème institutionnel déjà soulevé à la C. N. U. C. E. D. III à Santiago où le Tiers Monde poussait à la création d'une « organisation générale internationale du commerce » qui, semble-t-il, aurait absorbé le G. A. T. T.

Du côté des pays industrialisés, la création d'importantes structures nouvelles paraît d'autant moins opportune que les négociations commerciales multilatérales (souvent appelées « Tokyo-Round ») sont en cours au G. A. T. T. et que la C. C. E. I. (dialogue Nord-Sud) vient à peine de commencer ses travaux à Paris.

Op welke gebieden mag te Nairobi enige vooruitgang worden verwacht ? Dergelijke voorspellingen zijn altijd moeilijk. Toch wordt algemeen verwacht dat op U. N. C. T. A. D. IV zeer waarschijnlijk de nadruk zal worden gelegd op drie of misschien vier van het tiental basisproblemen die op de agenda staan :

- de basisprodukten;
- de schuldenlast van talrijke ontwikkelingslanden;
- de overdracht van technologie;
- en eventueel de hervorming van de instellingen op het gebied van de internationale handel.

De basisprodukten zijn het voornaamste punt op de agenda.

Ruim een jaar geleden heeft het U. N. C. T. A. D.-secretariaat vrij grondig uitgewerkte voorstellen gedaan om voor de basisprodukten een algemeen programma op te maken dat steunt op een systeem van door een gemeenschappelijk fonds gefinancierde regulerende voorraden.

De Europese Gemeenschap aanvaardde de algemene aanpak als « nuttige basis van bespreking »; zij erkende anderzijds dat maatregelen ter verbetering van de structuren en de werking van de basisprodukten-markten en maatregelen die ertoe strekken de uitvoerinkomsten van de ontwikkelingslanden te stabiliseren, elkaar aanvullen.

De stijgende schuldenlast van een aantal van die landen is vanzelfsprekend zorgwekkend. Op de 7^e bijzondere zitting van de Algemene V. N.-Vergadering in september 1975 hebben de ontwikkelingslanden verzocht om de bijeenroeping, zo mogelijk in 1976, van een algemene conferentie over de schuld. Zij eisen namelijk een meer algemene aanpak van dat vraagstuk om bij voorbeeld te komen tot een automatisch moratorium onder bepaalde omstandigheden, of tot een herfinanciering van de handelsschuld van bepaalde landen.

Aan de zijde van de E. E. G., die niet tegen het idee van een dergelijke conferentie gekant schijnt te zijn, wordt o.m. gedacht aan een sneller werkend alarmstelsel inzake schuldenlast, waarbij kan worden ingegrepen vóór een open crisis ontstaat.

De overdracht van technologie wordt van meer belang volgens de ontwikkelingslanden die van de ontwikkelde landen maatregelen eisen voor hulpverlening, o.m. inzake het bepalen van passende technische methoden, de toegang tot die methoden, de verlaging van de kosten voor de overdracht, de aanpassing van die methoden aan de omstandigheden in de ontwikkelingslanden.

Het voornaamste punt van de bespreking op dat gebied op U. N. C. T. A. D. IV schijnt te bestaan in de beslissingen die moeten worden getroffen in verband met een internationale gedragslijn voor de overdracht van technologische kennis. De ontwikkelingslanden zouden die gedragslijn een verbindend karakter willen geven, wat de westelijke landen, o.m. verwijzend naar het stelsel van markteconomie, moeilijk aanvaardbaar achten.

Het is ten slotte mogelijk dat de ontwikkelingslanden te Nairobi aandacht vragen voor het probleem van de instellingen dat reeds ter sprake kwam op U. N. C. T. A. D. IV te Santiago waar de Derde Wereld aanstuurde op de oprichting van een internationale algemene handelsorganisatie die, naar het schijnt, het G. A. T. T. zou hebben opgeslorpt.

De geïndustrialiseerde landen vinden hunnerzijds dat de oprichting van belangrijke nieuwe structuren weinig gelegen komt omdat in het raam van het G. A. T. T. multilaterale handelsoverhandelingen aan de gang zijn (de zgn. « Tokio-Ronde ») en omdat de C. I. E. S. (de Noord-Zuid Conferentie) te Parijs pas met haar werkzaamheden is begonnen.

4. Au niveau européen.

Si le débat à l'O. N. U. et dans les autres enceintes mondiales se situe encore principalement au niveau du langage, c'est dans un cadre régional que l'on peut constater des réalisations concrètes.

a) *La convention C. E. E.-A. C. P. de Lomé.*

La Convention C. E. E. - A. C. P. de Lomé a été signée le 28 février 1975 dans la capitale du Togo par la C. E. E. et 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Dans notre pays, elle a été approuvée par le Sénat le 28 novembre 1975, à l'unanimité, et par la Chambre des représentants le 18 décembre 1975, à l'unanimité moins deux abstentions (communistes).

Les « Neuf » et les deux tiers au moins des Etats A. C. P. ayant déposé les instruments de ratification de la convention dans le courant du mois de février, la convention de Lomé entrera en vigueur le 1^{er} avril 1976.

Outre qu'elle prolonge les conventions précédentes de Yaounde et d'Arusha, cette convention inaugure aussi dans les faits des principes nouveaux dans les relations entre pays d'inégal niveau de développement. Ainsi les deux principes adoptés de la non-réciprocité dans les concessions commerciales accordées par la C. E. E. et de l'octroi de privilèges particuliers aux trente-quatre pays A. C. P. les moins développés, enclavés ou insulaires, fournissent des éléments neufs pour l'élaboration d'un nouveau droit international : un droit orienté vers l'acceptation de contrats dont le fondement n'est plus l'égalité des droits et des devoirs, mais l'élimination des disparités grâce à un traitement plus favorable pour les défavorisés : les « inégaux » de fait sont traités de façon inégale.

La Convention crée aussi une sorte de « sécurité sociale » au niveau international en garantissant, partiellement, les recettes d'exportation des A. C. P. pour certains produits. Ce « revenu minimum garanti » est, même dans le cadre de l'accord sur le sucre, obtenu en accordant, pour un tonnage important, aux A. C. P. exportateurs vers la Communauté, le prix que cette dernière garantit à ses propres producteurs. Elle reconnaît la souveraineté des Etats sur l'orientation de leur économie. Les faits devront cependant montrer si une véritable coopération industrielle, qui nécessite l'apport des opérateurs économiques privés, est possible sur cette base.

Elle montre que la négociation est possible en réponse à la demande du Tiers Monde d'instaurer un nouvel ordre économique, lorsque les partenaires se reconnaissent interdépendants : en échange de ce qu'elle offre, la C. E. E. obtient notamment une certaine garantie d'approvisionnement en matières premières.

Elle constitue une politique étrangère originale, plus complète et plus audacieuse que celle pratiquée par les Etats membres.

Elle contient des éléments pour une stratégie centrée sur le développement intérieur des A. C. P. (aide prévue aux micro-projets, en milieu rural, aux P. M. E., à la coopération régionale), mais il faudra veiller à ce que les divers avantages accordés servent réellement la promotion de la population la plus déshéritée des pays concernés et non les seuls intermédiaires commerciaux.

4. Op het Europese vlak.

Waar in de Verenigde Naties en andere wereldorganisaties nog hoofdzakelijk wordt gepraat, komt het op het meer gewestelijke vlak tot concrete verwezenlijkingen.

a) *De E. E. G.-A. C. P. overeenkomst van Lomé.*

De E. E. G.-A. C. P. overeenkomst van Lomé werd op 28 februari 1975 in de hoofdstad van Togo getekend door de E. E. G. en 46 landen in Afrika, het Caraïbische gebied en de Stille Oceaan.

In ons land werd zij door de Senaat eenparig goedgekeurd op 28 november 1975; de Kamer van Volksvertegenwoordigers hechtte er op 18 december 1975, op twee (communistiche) onthoudingen na, eenparig haar goedkeuring aan.

Daar de « Negen » en ten minste twee derde van de A. C. P.-landen in de loop van de maand februari de bekrachtigingsoorkonden van de conventie hebben ingediend, treedt de overeenkomst van Lomé op 1 april 1976 in werking.

De conventie verlengt niet alleen de vorige overeenkomsten van Yaounde en Arusha, zij brengt ook een vernieuwing in de betrekkingen tussen landen met verschillend ontwikkelingspeil. Zo zijn de twee goedgekeurde beginselen betreffende de niet-wederkerigheid in de door de E. E. G. toegestane handelsconcessies en het verlenen van bijzondere voorrechten aan de 34 minst ontwikkelde, door andere Staten ingesloten of insulaire A. C. P.-landen, nieuwe elementen voor de uitwerking van een nieuw internationaal recht : een recht dat gericht is op het aanvaarden van contracten die niet meer steunen op de gelijkheid van rechten en plichten, maar op de uitschakeling van de ongelijkheid door een gunstiger behandeling voor de minder begunstigen : voor de « ongelijken » de facto geldt een ongelijke behandeling.

De overeenkomst voorziet ook in een soort van « maatschappelijke zekerheid » op het internationale vlak, waarbij voor bepaalde produkten de uitvoerinkomsten van de A. C. P.-landen gedeeltelijk gewaarborgd worden. Dat « gewaarborgd bestaansminimum » wordt in het raam van het suikerakkoord zelfs bekomen door aan de A. C. P.-landen die naar de Gemeenschap uitvoeren, voor een aanzienlijke hoeveelheid de prijs te geven die de E. E. G. voor haar eigen producenten waarborgt. De conventie erkent de soevereiniteit van de landen over de oriëntatie van hun economie. De feiten zullen evenwel moeten uitwijzen of echte industriële samenwerking, die de inbreng van de particuliere economische kringen onderstelt, op die basis mogelijk is.

De conventie bewijst dat onderhandelingen met de derde wereld over een nieuwe economische orde mogelijk zijn wanneer de partners hun onderlinge afhankelijkheid erkennen : de E. E. G. krijgt, in ruil voor wat zij biedt, o.m. een zekere waarborg voor haar grondstoffenvoorziening.

De conventie is de vrucht van een oorspronkelijk buitenlands beleid, dat vollediger en gedurfter is dan dat van de lidstaten.

Zij bevat elementen voor een strategie die gericht is op de binnenlandse ontwikkeling van de A. C. P.-landen (steun voor micro-projecten, het platteland, de K. M. O.'s, de gewestelijke samenwerking) maar er zal moeten voor gewacht worden dat de verleende voordelen werkelijk de verheffing van de armste bevolking in de betrokken landen dienen, en dat zij niets slechts aan de commerciële tussenpersonen ten goede komen.

b) *Le dialogue euro-arabe.*

Les accords conclus ou à conclure avec les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) et du Machrek (R. A. E., Liban, Syrie, Jordanie) doivent aussi aboutir à poser des jalons d'une politique méditerranéenne.

Au mois de janvier dernier ont été conclus entre la C. E. E. et les trois pays du Maghreb des accords portant non seulement sur les échanges commerciaux, mais comportant également une coopération économique et financière et un volet relatif à la main-d'œuvre maghrébine employée dans les Etats membres.

Le schéma de l'offre communautaire fut amendé comme suite aux demandes complémentaires des pays du Maghreb portant essentiellement sur le secteur agricole, où l'accent est particulièrement mis sur le problème du vin d'Algérie, sur le régime à appliquer aux produits pétroliers raffinés, pour lesquels c'est également du côté de l'Algérie que se manifestent les principales revendications et sur les questions relatives à la main-d'œuvre.

En janvier 1975, la commission a proposé au Conseil l'ouverture de négociations avec les pays du Machrek (R. A. E., Liban, Syrie et Jordanie), en vue de la conclusion d'accords globaux dans le cadre de la politique méditerranéenne de la C. E. E.

Ces accords comporteraient :

- dans le domaine des échanges commerciaux, le libre accès au marché communautaire pour les produits industriels;
- dans le secteur agricole, des concessions pour une liste de produits;
- un volet de coopération économique et financière;
- des dispositions relatives à la main-d'œuvre;
- un protocole financier.

L'aide financière envisagée vis-à-vis de ces pays serait de l'ordre de 490 millions d'unités de compte.

La mise au point des directives de négociations a été poursuivie activement en 1975, mais le Conseil n'a pas encore été en mesure de les adopter.

5. Les problèmes énergétiques.

En ce qui concerne les problèmes de l'énergie, la commission s'est interrogée sur l'évolution en ce qui concerne l'Agence internationale de l'Énergie. La France va-t-elle se rallier à ce projet, ou une organisation alternative pourrait-elle recueillir son adhésion en fonction d'autres principes de base ?

La ratification en est-elle assurée dans les différents pays signataires ?

Quels ont été les efforts de la Communauté pour unifier leurs attitudes vis-à-vis du problème de l'énergie ?

Quel a été le rôle du commissaire belge auprès des communautés dans l'ensemble de cette politique ? Pourquoi a-t-elle échoué ?

Le Ministre a répondu que, lors du Conseil européen de Rome, il s'est dégagé un consensus particulièrement significatif qui pourrait permettre de débloquer enfin la politique énergétique. La commission a été chargée de faire de nouvelles propositions qui ont été examinées par le Conseil au mois de janvier. Elles tendent à dégager une politique d'ensemble sur le plan communautaire, touchant à la fois les problèmes d'organisation du marché au niveau de la Communauté et les problèmes des relations externes de celle-ci.

b) *De Europees-Arabische dialoog.*

De met de Maghreblanden (Algerije, Marokko, Tunesië) en de Machreklanden (E. A. R., Libanon, Syrië, Jordanië) gesloten of nog te sluiten akkoorden moeten ook leiden tot het uitstippelen van een Middellandse-Zeepolitiek.

In januari jl. werden tussen de E. E. G. en de drie Maghreblanden akkoorden gesloten die niet alleen betrekking hebben op het handelsverkeer, maar die ook op de economische en financiële samenwerking slaan en een luik bevatten over de in de Euromarklanden tewerkgestelde arbeidskrachten uit de Maghreblanden.

Het schema van het aanbod van de Gemeenschap werd gewijzigd ten gevolge van de bijkomende verzoeken van de Maghreblanden die hoofdzakelijk betrekking hebben op de landbouwsector waar de nadruk vooral op de Algerijnse wijn wordt gelegd, op het regime voor geraffineerde aardolieprodukten waarvoor de voornaamste eisen eveneens van Algerijnse zijde kwamen, en op aangelegenheden betreffende de arbeidskrachten.

In januari 1975 stelde de commissie de Raad voor met de Machreklanden (E. A. R., Libanon, Syrië en Jordanië) onderhandelingen aan te vatten om in het raam van het Middellandse-Zeebeleid van de E. E. G. tot algemene akkoorden te komen.

Die overeenkomsten zouden omvatten :

- op het gebied van de handel, vrije toegang tot de Euromarkt voor nijverheidsprodukten;
- in de landbouwsector, toegevingen voor een lijst van produkten;
- een gedeelte voor economische en financiële samenwerking;
- bepalingen betreffende de arbeidskrachten;
- een financieel protocol.

Voor de financiële hulp aan die landen is gedacht aan 490 miljoen rekeneenheden.

Aan de richtlijnen voor de onderhandelingen werd in 1975 doorgewerkt, maar de Raad heeft ze nog niet kunnen goedkeuren.

5. De energievraagstukken.

Voor de energieproblemen vraagt de commissie zich af hoe het verder zal verlopen met het Internationaal Energiebureau. Zal Frankrijk erbij aansluiten, of zal een alternatieve organisatie de toetreding van dat land kunnen bekomen op grond van andere grondbeginselen ?

Staat de bekrachtiging vast in de landen die de overeenkomst tekenden ?

Wat heeft de Gemeenschap gedaan om hun standpunten inzake het energievraagstuk in overeenstemming te brengen ?

Welke rol heeft de Belgische commissaris bij de Gemeenschappen in deze aangelegenheid gespeeld ? Waarom is dat opzet mislukt ?

De Minister antwoordde dat op de vergadering van de Europese Raad te Rome een bijzonder betekenisvolle overeenstemming werd bereikt waardoor het energiebeleid eindelijk op gang zou kunnen komen. De commissie kreeg opdracht nieuwe voorstellen te doen, die in januari door de Raad werden onderzocht. Zij strekken ertoe op het vlak van de Gemeenschap een algemeen beleid uit te stippelen, dat terzelfdertijd betrekking heeft op de organisatie van de markt in de Gemeenschap en op haar betrekkingen met derde landen.

L'accord donné par la Grande-Bretagne, d'une part, de voir la Communauté suivre dans ses relations extérieures une politique commune et de la France, d'autre part, de reconnaître la nécessité de définir sur le plan communautaire un plan de solidarité en cas de crise et des mécanismes appropriés pour garantir les investissements en sources alternatives d'énergie, ont été des éléments nouveaux particulièrement importants. Ces accords permettront d'étudier avec une crédibilité politique retrouvée les suggestions que, depuis plus d'un an, la commission a présentées aux gouvernements et qui, en absence d'accord, n'ont pu aboutir. Ce n'est certainement pas par absence d'activité de la commission qu'une politique communautaire de l'énergie n'a pu être définie. Les axes de cette politique communautaire sont parfaitement compatibles avec les travaux qui ont été entrepris dans le cadre de l'Agence internationale de l'Énergie. La Communauté entend définir une politique commune. Le rôle de l'Agence est de coordonner les politiques des différents participants. La politique de la Communauté ira plus loin et sera plus ambitieuse. La politique de l'Agence est nécessaire, poursuit le Ministre, car les concertations entre pays industrialisés sont utiles, les problèmes de l'énergie ne pouvant trouver de réponse au seul niveau de la Communauté.

Sur le plan de la ratification, tous les Etats de la Communauté, membres de l'Agence, ont déposé leurs instruments de ratification, à l'exception de la Belgique et des Pays-Bas; ce dernier pays aura terminé sa procédure dans le courant des quatre premiers mois de 1976. En ce qui concerne les autres pays membres de l'Agence : la Turquie, l'Espagne, la Nouvelle-Zélande, qui n'ont pas encore déposé leurs instruments de ratification, envisagent de le faire dans le même délai. Les autres Etats ont souscrit les obligations juridiques nécessaires.

Par ailleurs, il y a lieu de remarquer les objections faites à l'A. I. E., selon lesquelles celle-ci crée une structure de confrontation vis-à-vis des pays producteurs de pétrole et renforce le rôle des compagnies pétrolières multinationales sur lesquelles les pouvoirs publics européens exercent un contrôle très restreint.

Sur le plan international, l'aspect confrontation a disparu. Les pays industrialisés ont fait la preuve qu'une coopération entre eux n'exclut nullement, mais peut, au contraire, favoriser le dialogue avec les pays producteurs et en développement. L'Agence internationale de l'Énergie a d'ailleurs obtenu, sans difficulté, de même que l'O. P. E. P., le statut d'observateur au sein de la commission de la Conférence Nord-Sud qui traitera des questions énergétiques.

Par ailleurs, le dialogue avec les compagnies internationales s'organise progressivement. Il est d'ores et déjà acquis que des informations pourront être obtenues, au travers de l'Agence, notamment au sujet des prix moyens pratiqués à l'importation dans les différentes zones couvertes par l'Agence.

Une base de comparaison sera ainsi disponible pour apprécier les prix pratiqués par les compagnies dans leur approvisionnement de notre pays.

Enfin, l'Agence n'est nullement apparue comme un obstacle à la mise en œuvre d'une politique énergétique commune au sein de la C. E. E. Depuis le Conseil européen de Rome en décembre 1975, un pont est jeté entre la coopération au sein de l'Agence et la nécessaire intégration des Neuf.

La pression externe découlant du dialogue Nord-Sud, d'une part, et les travaux de l'Agence, d'autre part, ont même largement contribué à permettre les décisions de principe du Conseil européen, ouvrant ainsi une perspective réelle d'élaboration d'une politique énergétique commune.

Bijzonder belangrijke nieuwe elementen waren de instemming van Groot-Brittannië met een gemeenschappelijk beleid van de Gemeenschap voor haar externe betrekkingen, en de erkenning door Frankrijk van de noodzaak om op het vlak van de Gemeenschap een plan van solidariteit in geval van crisis uit te werken en passende maatregelen te treffen om de investeringen in andere energiebronnen te waarborgen. Daardoor kunnen met nieuwe politieke geloofwaardigheid de voorstellen worden onderzocht die de commissie ruim een jaar geleden aan de regeringen heeft voorgelegd, maar die bij gebrek aan overeenstemming niet konden worden verwezenlijkt. Het is beslist niet aan een gebrek aan bedrijvigheid van de commissie te wijten dat geen gemeenschappelijk energiebeleid kon worden bepaald. In grote trekken strookt dat gemeenschapsbeleid volkomen met de werkzaamheden die plaatshebben in het raam van het Internationaal Energiebureau. De Gemeenschap wil een gemeenschappelijk beleid bepalen. Het Bureau heeft tot taak de politiek van de verschillende deelnemers te coördineren. Het beleid van de Gemeenschap zal verder reiken en ruimer zijn. De politiek van het Bureau is noodzakelijk, zo verklaart de Minister, want het overleg onder de geïndustrialiseerde landen is nuttig, aangezien de Gemeenschap alleen de energieproblemen niet aankan.

Wat de bekrachtiging betreft, hebben alle bij het Energiebureau aangesloten landen van de Gemeenschap hun bekrachtigingsoorkonden ingediend, behalve België en Nederland. Dit laatste land zal in de loop van de eerste vier maanden van 1976 met de procedure klaar zijn. Van de andere leden van het Bureau zijn Turkije, Spanje en Nieuw-Zeeland, die hun bekrachtigingsoorkonden nog niet indienden, voornemens dat binnen dezelfde termijn te doen. De overige landen hebben de nodige juridische verplichtingen getekend.

Anderzijds dient te worden gewezen op de tegen het Internationaal Energiebureau aangevoerde bezwaren, volgens welke dat bureau een tegen de olieproducerende landen gerichte structuur in het leven roept, die de rol versterkt van de multinationale oliemaatschappijen, waarop de Europese regeringen zeer weinig vat hebben.

Op het internationale vlak zijn de harde tegenstellingen verdwenen. De geïndustrialiseerde landen hebben het bewijs geleverd dat hun onderlinge samenwerking de dialoog met de producerende en ontwikkelingslanden volstrekt niet uitsluit, maar deze integendeel kan bevorderen. Het Internationaal Energiebureau heeft trouwens, evenals de O. P. E. C., zonder moeite het statuut van waarnemer bekomen in de commissie van de Noord-zuid conferentie die de energievraagstukken zal behandelen.

Anderzijds neemt de dialoog met de internationale maatschappijen geleidelijk vaste vormen aan. Vast staat reeds dat via het Energiebureau inlichtingen zullen kunnen worden verkregen, o.m. over de gemiddelde prijzen die bij de invoer in de verschillende, door het Bureau gedekte zones worden toegepast.

Zo zal een basis van vergelijking beschikbaar zijn voor de beoordeling van de prijzen die bij de bevoorrading van ons land door de maatschappijen worden toegepast.

Ten slotte is gebleken dat het energiebureau volstrekt geen hinderpaal is voor de tenuitvoerlegging van een gemeenschappelijk energiebeleid in de E. E. G. Sedert de vergadering van de Europese Raad te Rome in december 1975 is een brug geslagen tussen de samenwerking in het Energiebureau en de noodzakelijke integratie van de Negen.

De uit de Noord-Zuid dialoog voortvloeiende druk van buiten uit en de werkzaamheden van het Energiebureau hebben zelfs in ruime mate bijgedragen tot de principiële beslissingen van de Europese Raad, waardoor een reële kans is geschapen voor de uitwerking van een gemeenschappelijk energiebeleid.

Votre rapporteur estime également utile, ainsi que le suggère le rapport Tindemans, que l'Europe mette en place un instrument communautaire pour l'organisation du marché énergétique afin d'être à même de pouvoir négocier éventuellement des accords d'approvisionnement. La Convention de Lomé montre la voie de ces accords garantissant pour les uns une sécurité d'approvisionnement, et pour les autres une coopération au développement; seuls, les pouvoirs publics peuvent conclure ces accords.

6. Le système monétaire international.

Depuis la seconde guerre mondiale, nous vivions sous le régime des accords de Bretton Woods. Ce système était caractérisé par un régime de parités fixes, c'est-à-dire de rapports stables entre les monnaies. Dans le cadre du système de Bretton Woods, le dollar jouait un rôle central. Ceci était en partie le reflet de la position économique dominante des Etats-Unis au lendemain de la guerre.

Ce système a, dans l'ensemble, bien servi l'économie mondiale pendant 25 ans, puisque durant cette période le commerce international et les économies se sont développées à un rythme sans précédent, du moins pour les pays industrialisés.

Toutefois, le rôle central accordé au dollar dans ce régime de parité fixe allait bientôt conduire à la dislocation de ce système. Les déficits croissants et persistants de la balance des paiements des Etats-Unis allaient graduellement miner l'édifice de Bretton Woods.

Les déséquilibres de balances de paiements accompagnés par les divergences devenues plus profondes entre les évolutions économiques, ont rendu le maintien des parités fixes impossibles au niveau mondial. C'est ce qui a été reconnu à Kingston, à la Jamaïque, il y a quelques semaines.

La plus grande flexibilité admise dans les régimes des changes devra s'accompagner aussi d'un plus grand pouvoir de contrôle du F. M. I. sur les évolutions des taux de change.

De plus, il a été décidé à Kingston de rechercher une meilleure concertation des politiques économiques et monétaires entre les zones monétaires, afin de diminuer les fluctuations entre les grandes monnaies et notamment celles du serpent et le dollar. Par le passé, ces fluctuations ont été excessives.

L'avenir démontrera dans quelle mesure ces objectifs seront réalisés dans les faits.

Enfin, l'accord conclu à la Jamaïque permet de décider le retour à un système de parités fixes si une très grande majorité (85 %) juge que les circonstances justifient un tel retour.

Sur un point du nouveau système monétaire, il semble toutefois qu'on ait fait jusqu'ici peu de progrès. Il s'agit de la diminution du rôle des monnaies de réserve et plus particulièrement du dollar. On affirme que les droits de tirage spéciaux doivent devenir le nouveau centre du système, mais jusqu'ici il semble que, sur le plan international, peu de choses ont été accomplies pour réaliser cet objectif. Comment dès lors contrôler la liquidité internationale ?

A la Jamaïque, par contre, des progrès concrets ont été réalisés dans un autre domaine : les intérêts légitimes des pays en voie de développement. Les facultés de tirage des pays pauvres sur le F. M. I. ont été augmentées sous divers mécanismes (faculté de tirage général, financement compensatoire des chutes de recettes d'exportation, Fonds fiduciaire pour les pays les plus pauvres). Cela était devenu indispensable en raison des déficits exceptionnels de balance de paiements des pays pauvres auxquels il faut s'attendre en 1976.

Uw verslaggever acht het ook nuttig dat Europa, zoals het in het rapport Tindemans wordt voorgesteld, een gemeenschapsorgaan voor de organisatie van de energiemarkt opricht om in staat te zijn eventueel over bevoorradingsakkoorden te onderhandelen. De conventie van Lomé kan als voorbeeld dienen voor die akkoorden, die voor de enen een vaste bevoorrading waarborgt en voor de anderen samenwerking inzake ontwikkeling. Dergelijke overeenkomsten kunnen alleen door de regeringen worden aangegaan.

6. Het internationale monetair stelsel.

Sedert de tweede wereldoorlog leefden wij onder het stelsel van de akkoorden van Bretton Woods, dat gekenmerkt werd door een systeem van vaste pariteiten, dit wil zeggen van stabiele verhoudingen tussen de munten. In het stelsel van Bretton Woods speelde de dollar een centrale rol. Dat vloeide ten dele voort uit de overheersende economische positie van de Verenigde Staten na de oorlog.

Dat stelsel heeft over het algemeen gedurende 25 jaar de wereldeconomie goed gediend, aangezien de internationale handel en het bedrijfsleven tijdens die periode, althans in de geïndustrialiseerde landen, een nooit gekende vlucht namen.

De centrale rol van de dollar in dat stelsel van vaste pariteiten zou nochtans tot de ontwrichting van het systeem leiden. Het toenemende en aanhoudende tekort op de betalingsbalans van de Verenigde Staten ging het systeem van Bretton-Woods geleidelijk ondermijnen.

Doordat het evenwicht op de betalingsbalansen verstoord was en door de verder uiteenlopende evolutie van de economische ontwikkelingen werd het onmogelijk op het wereldvlak vaste pariteiten te handhaven. Dat werd enkele weken geleden te Kingston, op Jamaïca, erkend.

De grootste soepelheid in de wisselsystemen zal ook gepaard moeten gaan met een grotere bevoegdheid van het Internationaal Valutafonds om de evoluties van de wisselkoersen te controleren.

Te Kingston werd bovendien besloten te streven naar een betere harmonisatie van de economische en monetaire politiek tussen de monetaire zones om de schommelingen tussen de grote munten, met name die van de slang en de dollar, te beperken. Die schommelingen waren vroeger overdreven.

De toekomst zal aantonen in hoever die bedoelingen in werkelijkheid konden worden omgezet.

Ten slotte maakt het op Jamaïca gesloten akkoord het mogelijk terug te keren naar een stelsel van vaste pariteiten als een zeer grote meerderheid (85 %) oordeelt dat de omstandigheden die terugkeer wettigen.

Op één punt van het nieuwe monetaire stelsel schijnt echter tot dusver weinig voortgang te zijn gemaakt. Het betreft de beperking van de rol van de reservevaluta, en meer in het bijzonder van de dollar. Gezegd wordt dat de bijzondere trekkingsrechten de nieuwe spil van het systeem moeten worden, maar tot dusver schijnt op het internationale vlak weinig te zijn gedaan om dat doel te verwezenlijken. Hoe kan dan controle worden geoefend op de internationale liquiditeit ?

Op Jamaïca is daarentegen concrete vooruitgang gemaakt op een ander gebied : de gewettigde belangen van de ontwikkelingslanden. De trekkingsmogelijkheden van de arme landen op het Internationaal Valutafonds werden uitgebreid in verschillende vormen (mogelijkheid tot algemene trekking, compensatoire financiering van de plotse daling van de uitvoerinkomsten, fiduciair fonds voor de armste landen). Dat was noodzakelijk wegens de in 1976 te verwachten uitzonderlijke tekorten op de betalingsbalans van de arme landen.

7. L'organisation internationale du travail.

Un membre de la commission a interrogé le Ministre sur l'intention prêtée aux Etats-Unis de se retirer de l'O. I. T. et les répercussions de semblable décision sur les activités de l'O. I. T.

Dans sa réponse, le Ministre explique que les Etats-Unis ont déposé le 6 novembre 1975 auprès de M. Francis Blanchard, directeur général du B. I. T. une lettre constituant préavis de l'intention des Etats-Unis de se retirer de l'Organisation internationale du Travail. Cette lettre était transmise en vertu des dispositions de l'article 1, § 5, de la Constitution de l'Organisation, prévoyant qu'un Etat membre peut se retirer à condition qu'un préavis de l'intention ait été donné deux ans à l'avance au directeur général et sous réserve que l'Etat membre ait, à ce moment, rempli toutes les obligations financières qui lui incombent en sa qualité de membre.

Selon les autorités américaines, le préavis est justifié principalement par des raisons inhérentes au fonctionnement de l'organisation (érosion du tripartisme, attitude sélective à l'égard des droits de l'homme, inobservation de la procédure légale, politisation croissante au détriment de la bonne exécution du travail législatif normal). Il convient de noter aussi que, d'après les termes de la communication, le préavis d'intention ne signifie pas que les Etats-Unis ont, au stade actuel, décidé de se retirer de l'organisation et en réalité, ils ne désirent ni n'envisagent de le faire.

Enfin, dans le dernier paragraphe de la lettre, il est indiqué que le président des Etats-Unis constituera un comité à l'échelon ministériel, chargé de suivre l'évolution de la situation au sein du B. I. T.

Quelle est la situation résultant du préavis ?

Le préavis permettra aux Etats-Unis de continuer encore pendant deux ans à participer aux travaux de l'organisation (Conseil d'administration, conférence, groupe de travail sur la structure) et à verser leur contribution financière à l'organisation (25 % du budget).

Du point de vue du fonctionnement de l'O. I. T. un préavis de retrait est préférable à une suspension de la participation américaine qui impliquerait le blocage immédiat de la cotisation des Etats-Unis.

Le préavis n'implique pas nécessairement le retrait effectif après le délai de deux ans. Après les élections américaines, les Etats-Unis pourraient revoir la situation et, le cas échéant, retirer leur préavis s'ils estimaient que la situation s'est améliorée.

Si, d'ici deux ans, aucun élément nouveau susceptible d'infléchir la position américaine n'intervient, il est probable, que les Etats-Unis quitteront définitivement l'organisation aux termes de cette échéance.

L'O. I. T. a exercé jusqu'à ce jour une activité très utile sur le plan social et est parvenue à des résultats appréciables malgré certains compromis inévitables étant donné l'échelle mondiale où elle opère. En conséquence, il est important que les pays de la Communauté, qui assument de grandes responsabilités dans le cadre de l'organisation, mènent dans les circonstances actuelles, des consultations suivies avec l'administration américaine en vue de trouver des solutions durables aux problèmes fondamentaux qui se posent à l'organisation. C'est ainsi que le comité politique a décidé que ces consultations auront notamment lieu à Genève au niveau des représentants permanents et qu'un rapport lui sera soumis.

7. De Internationale Arbeidsorganisatie.

Een lid stelde de Minister een vraag over het voornemen van de Verenigde Staten om zich uit de I. A. O. terug te trekken en over de weerslag van een dergelijke beslissing op de werking van de I. A. O.

De Minister antwoordde daarop dat de Verenigde Staten op 6 november 1975 bij de directeur-generaal van het I. A. O. Francis Blanchard, een brief ter tafel legden die een aanzegging inhield van het voornemen van de Verenigde Staten om zich uit de I. A. O. terug te trekken. Die brief werd toegezonden op grond van artikel 1, § 5, van de statuten van de organisatie, waarin is bepaald dat een lidstaat zich kan terugtrekken op voorwaarde dat het voornemen twee jaar te voren ter kennis van de directeur-generaal is gebracht en dat het aangesloten land op dat ogenblik al zijn financiële verplichtingen als lid heeft vervuld.

Volgens de Amerikaanse overheid is de aanzegging hoofdzakelijk ingegeven door redenen die nauw verband houden met de werking van de organisatie (afbrokkeling van de driedigheids, selectieve houding ten opzichte van de rechten van de mens, niet-naleving van de wettelijke procedure, toenemende verpolitiserings ten nadele van de goede uitvoering van de normale wetgevende arbeid). Voorts dient te worden opgemerkt dat de aanzegging volgens de bewoordingen van de brief, niet betekent dat de Verenigde Staten in het huidige stadium hebben besloten zich uit de organisatie terug te trekken. In werkelijkheid wensen noch overwegen zij dat te doen.

In het laatste lid van de brief wordt ten slotte gezegd dat de president van de Verenigde Staten een ministerscomité opdracht zal geven de ontwikkeling van de toestand in het I. A. B. te volgen.

Hoe is de toestand ingevolge die aanzegging ?

De aanzegging laat de Verenigde-Staten toe nog twee jaar deel te nemen aan de werkzaamheden van de organisatie (raad van beheer, conferentie, werkgroep over de structuur) en hun financiële bijdrage voor de organisatie (25 % van de begroting) te betalen.

Voor de werking van de I. A. O. is een aanzegging van terugtrekking te verkiezen boven een stopzetting van de Amerikaanse deelneming die de onmiddellijke blokkering van de bijdrage van de Verenigde-Staten met zich zou meebrengen.

De aanzegging betekent niet noodzakelijk de werkelijke terugtrekking na de termijn van twee jaar. Na de Amerikaanse verkiezingen kunnen de Verenigde Staten hun houding herzien en eventueel hun aanzegging intrekken als de toestand volgens hen verbeterd is.

Als zich binnen twee jaar geen nieuw element voordoet dat het Amerikaanse standpunt kan ombuigen, dan zullen de Verenigde-Staten waarschijnlijk na het verstrijken van de termijn de organisatie definitief verlaten.

De I. A. O. heeft tot dusver op sociaal gebied zeer nuttig werk geleverd en waardevolle resultaten bereikt, spijt bepaalde compromissen, die onvermijdelijk waren gezien het wereldvlak waarop zij werkt. Het is bijgevolg van belang dat de landen van de Gemeenschap, die in de organisatie een grote verantwoordelijkheid dragen, met de Amerikaanse regering in contact blijven om duurzame oplossingen te vinden voor de fundamentele problemen die voor de organisatie rijzen. Zo heeft het politieke comité beslist dat o.m. te Genève overleg zal worden gepleegd op het vlak van de vaste vertegenwoordigers, die daarover verslag zullen uitbrengen.

III. — LES RAPPORTS EST-OUEST. DETENTE ET SECURITE.

La situation de la Belgique dans le monde dépend fondamentalement de l'évolution des relations internationales. Elle dépend plus directement encore de l'équilibre des relations Est-Ouest. Cet état de choses pose un certain nombre de problèmes très concrets sur le plan de la défense et de l'équilibre des rapports de forces.

La commission n'a pas pu débattre longuement de ces problèmes dont la dimension militaire est évidente. Ils méritent une approche politico-militaire qui dépasse le seul contexte des aspects internes de la défense et ayant trait à son organisation, tels qu'ils ont été excellemment traités par la commission de la Défense nationale. La commission a donc décidé, sur proposition de ses membres, d'organiser à bref délai une réunion conjointe des commissions de la Défense nationale et des Affaires étrangères pour discuter, en présence des deux ministres, des orientations fondamentales de notre politique extérieure de sécurité. Au moment de la rédaction de ce rapport, cette réunion n'a pas encore eu lieu, mais il a été convenu de ne pas attendre pour amorcer la discussion sur ce thème en séance publique. La politique extérieure de la Belgique doit être à la fois favorable à la détente mais également réaliste et soucieuse de garantir à tout moment notre sécurité. Celle-ci dépend à la fois de conditions politiques et militaires.

1. La détente et la conférence d'Helsinki.

Plusieurs membres sont intervenus pour commenter la conférence d'Helsinki et interroger le Ministre sur les perspectives qu'elle a ouvertes.

Certains d'entre eux, tout en se déclarant favorables à une politique de détente, ont exprimé des doutes.

L'expérience de la conférence d'Helsinki est plutôt décevante. Les concessions des pays occidentaux ont surtout été faites à sens unique puisque la C. S. C. E. a consacré essentiellement le statu-quo territorial en Europe centrale au profit de l'U. R. S. S. Par contre, on constate que les décisions de cette conférence sur ce qu'il est convenu d'appeler la 3^e corbeille ne sont pas respectées ou, en tout cas, ne donnent pas lieu à une réelle application de la part des pays de l'Est.

Un membre se fonde sur les thèses défendues en Union soviétique et constate que les décisions d'Helsinki dans le domaine humanitaire ne pourraient jamais faire l'objet que d'une application limitée, étant donné les différences fondamentales dans les régimes politiques.

D'autres membres ont également fait part de leur sentiment quant à l'évolution du mouvement communiste international qui, dans le contexte de la détente et de l'après Helsinki, semble donner des signes d'éclatement dont les conséquences sont difficiles à analyser tant sur le plan intérieur dans chacun de nos pays que dans le cadre des relations Est-Ouest.

Il a également été question de la place de l'Europe dans le processus de la détente, notamment à propos de la mise en œuvre des résultats d'Helsinki.

En réponse à ces préoccupations, le Ministre a rappelé que la détente pose avant tout un problème de définition et qu'il était important de savoir ce qu'elle est et, plus encore, ce qu'elle n'est pas. C'est en fonction de ce concept de détente qu'il convient de juger des résultats d'Helsinki, de leur portée et de leurs limites.

La détente correspond à un certain équilibre dans les rapports de forces Est-Ouest et plus spécialement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Cet équilibre trouve aujourd'hui son expression dans la parité qui s'est instaurée au

III. — DE BETREKKINGEN TUSSEN OOST EN WEST. ONTSPANNING EN VEILIGHEID.

De toestand van België in de wereld is fundamenteel afhankelijk van de evolutie van de internationale betrekkingen. Nog directer hangt hij af van het evenwicht in de verhoudingen tussen Oost en West. Zo rijst een aantal zeer concrete problemen op het stuk van de landsverdediging en het machtsevenwicht.

De commissie heeft die problemen, waarvan het militaire belang duidelijk is, niet uitvoerig kunnen bespreken. Zij vergen een politiek-militaire benadering die verder reikt dan de organisatorische en interne aspecten van de landsverdediging die zo degelijk voor de Commissie voor de Landsverdediging werden behandeld. Op voorstel van twee leden besliste de commissie dan ook spoedig een gemeenschappelijke vergadering van de Commissies voor de Landsverdediging en voor de Buitenlandse Zaken bijeen te roepen om in aanwezigheid van de twee betrokken ministers de grote trekken van ons buitenlands beleid op het gebied van de veiligheid te bespreken. Op het ogenblik dat dit verslag werd opgesteld, had die bijeenkomst nog niet plaats gehad, maar afgesproken werd niet te wachten om de bespreking van het onderwerp in openbare vergadering te beginnen. De buitenlandse politiek van België moet de ontspanning dienen, maar zij moet tevens een realistische politiek zijn die crop bedacht is te allen tijde onze veiligheid te waarborgen. Deze laatste is zowel aan politieke als aan militaire voorwaarden gebonden.

1. De ontspanning en de conferentie van Helsinki.

Verscheidene leden spraken over de conferentie van Helsinki en vroegen de Minister welke vooruitzichten zij biedt.

Sommigen onder hen zijn voorstander van een ontspanningspolitiek, maar staan er sceptisch tegenover.

De conferentie van Helsinki is eerder een teleurstellende ervaring. De toegevingen kwamen vooral van de westelijke landen aangezien de C. E. V. S. hoofdzakelijk de territoriale status-quo in Midden-Europa heeft bezegeld ten voordele van de U. S. S. R. Daarentegen wordt vastgesteld dat de besluiten van de conferentie over de zgn. derde « korf » niet worden nageleefd of in elk geval door de oostelijke landen niet echt in toepassing worden gebracht.

Een lid gaat uit van de in de Sovjetunie verdedigde stellingen en meent dat de besluiten van Helsinki op het humanitaire vlak, gezien de grondige verschillen tussen de politieke regimes, nooit anders dan in beperkte mate zullen worden toegepast.

Andere leden wezen op de evolutie in de internationale communistische beweging die in verband met de ontspanning in de periode na Helsinki barsten schijnt te vertonen waarvan de gevolgen, zowel op het binnenlandse vlak in elk van onze landen als in het raam van de oost-west betrekkingen, moeilijk te beoordelen zijn.

Er was ook sprake van de plaats van Europa in het ontspanningsproces, met name in verband met de tenuitvoerlegging van de resultaten van Helsinki.

Op die opmerkingen antwoordde de Minister dat het er in de eerste plaats op aankomt te bepalen wat onder ontspanning dient te worden verstaan, en vooral uit te maken wat het niet is. De resultaten van Helsinki, hun draagwijdte en de perken ervan moeten worden gezien in functie van die opvatting van de ontspanning.

De ontspanning beantwoordt aan een zeker evenwicht in de machtsverhoudingen tussen Oost en West, en meer in het bijzonder tussen de Verenigde Staten en de Sovjetunie. Dat evenwicht komt thans neer op de tot stand gebrachte

niveau nucléaire entre les deux super-grands. Cette parité, en voie de devenir contractuelle dans les négociations SALT, entraîne comme conséquence l'impossibilité d'un recours raisonnable à la force armée pour régler un conflit. Les deux partenaires se trouvent donc contraints à une certaine forme de coopération. C'est là un fait positif. Mais, compte tenu de l'opposition qui subsiste entre les régimes et qui reste, à bien des égards, fondamentale, cette coopération ne peut être, dans l'état actuel des choses, qu'une coopération limitée. La détente n'est en rien une réconciliation, chacun des systèmes restant attaché à son modèle et à sa conception de l'équilibre. La détente est donc une forme d'équilibre entre une coopération limitée et des tensions plus ou moins contrôlées. Il est donc essentiel de faire preuve d'une détermination suffisante et aussi de ne pas perdre de vue que la détente n'est jamais qu'une résultante d'un équilibre dans les rapports de forces. Il ne saurait donc être question de désarmement unilatéral.

C'est dans ce contexte qu'il convient de juger des résultats d'Helsinki. Le document final de la C. S. C. E. est un essai de définition, un code agréé de part et d'autre, un programme d'actions à entreprendre dans tous les domaines économiques, sociaux, humains, culturels et d'information. Toutefois, cette déclaration, quelque solennelle qu'elle soit, ne modifiera pas par elle-même la nature et la qualité des rapports Est/Ouest. C'est d'autant plus vrai que le document final, dont la commission a pris connaissance, n'est pas exempt d'ambiguïté. Les mots et les formules traduisent souvent des points de vue différents sinon incompatibles. Tout dépendra donc de la mise en œuvre. Il appartient aux gouvernements de faire en sorte que les résultats correspondent aux intentions et aux espoirs.

Le Ministre estime qu'il serait hasardeux de vouloir juger des résultats sur un si court laps de temps, mais il semble d'ores et déjà évident que l'Est et l'Ouest n'ont pas une même interprétation du document final de la C. S. C. E. Les démocraties populaires qualifient plus volontiers la détente de phénomène irréversible plutôt que dynamique et, par irréversibilité, il faut entendre essentiellement le statu quo territorial en Europe centrale. La C. S. C. E. aurait donc surtout servi de substitut de traité de paix consacrant l'immuabilité des frontières. Cette interprétation passe systématiquement sous silence la notion de changement pacifique défendue par l'Europe occidentale. En fait, la C. S. C. E. n'a pas garanti un nouvel ordre territorial en Europe centrale; elle a simplement proclamé l'interdiction du recours à la force pour modifier les frontières. C'est là un point capital pour la paix et la sécurité mais il convient d'en interpréter la portée en fonction de la possibilité de changement pacifique.

Le Ministre a rappelé ensuite que la C. S. C. E. a surtout établi un programme d'avenir.

La conception belge de la détente n'est pas statique. La Belgique doit s'efforcer de promouvoir la sécurité et une forme de coopération dynamique avec l'Europe orientale et l'U. R. S. S. Pour être réellement irréversible, la détente doit dépasser les seules relations inter-étatiques pour associer, malgré les différences de systèmes politiques, les individus dans la recherche d'une collaboration mutuellement avantageuse. Il s'agit là d'une conception de la détente qui situe l'homme au centre de nos préoccupations et qui ne peut se résumer, comme on feint de le croire, à une ingérence dans les affaires intérieures de qui que ce soit.

Enfin, la Belgique devra préparer le rendez-vous de Belgrade en 1977. S'il fallait constater alors le statu quo par rapport à la situation actuelle, ce serait très certainement l'échec de la C. S. C. E. Cette préparation de Belgrade, le Gouvernement compte l'entreprendre avec ses partenaires

également in de kernbewapening van de twee supermogendheden. Die gelijkheid, die een contractueel karakter krijgt in de S. A. L. T.-onderhandelingen, brengt met zich mee dat het redelijkerwijze onmogelijk wordt een geschil met de wapens te beslechten. De twee partners zijn dan ook aangewezen op een zekere vorm van samenwerking, en dat is een positief feit. Rekening houdend met de tegenstellingen tussen de regimes die onder heel wat oogpunten fundamenteel blijven, kan die samenwerking bij de huidige stand van zaken slechts beperkt zijn. De ontspanning betekent geen verzoening, want elk regime blijft bij zijn eigen opvatting van het evenwicht. De ontspanning is een vorm van evenwicht tussen een beperkte samenwerking en in min of meerdere mate beheerste spanningen. Het komt er dus op aan voldoende vastberadenheid te doen blijken en niet uit het oog te verliezen dat de ontspanning slechts de resultante is van een evenwicht in de machtsverhoudingen. Er kan dus geen sprake zijn van eenzijdige ontwapening.

In dat verband dienen de resultaten van Helsinki te worden gezien. De slotverklaring van de C. E. V. S. is een soort van begripsverklaring, een wederzijds aanvaarde gedragslijn, een programma voor acties op alle gebieden: economisch, sociaal, menselijk, cultureel en de informatie betreffend. Die verklaring zal echter, hoe gewichtig zij ook is, op zichzelf de aard en de hoedanigheid van de betrekkingen tussen oost en west niet wijzigen, te meer daar het einddocument, waarvan de commissie kennis nam, niet vrij is van dubbelzinnigheid. De woorden en uitdrukkingen dekken vaak verschillende of zelfs onverenigbare opvattingen. Alles hangt dus af van de toepassing. Het is de taak van de regeringen het zo aan te leggen dat de resultaten beantwoorden aan de bedoelingen en verwachtingen.

De Minister vindt het gewaagd na een zo korte tijd de resultaten te willen beoordelen. Het lijkt nochtans reeds duidelijk dat oost en west de eindverklaring van de C. E. V. S. niet op dezelfde manier interpreteren. Voor de volksdemocratieën is de ontspanning eerder een niet te keren verschijnsel, en onder die onomkeerbaarheid dient hoofdzakelijk de territoriale status-quo in Midden-Europa te worden verstaan. De C. E. V. S. zou dus vooral als surrogaat voor een vredesverdrag hebben gediend waarbij de onveranderlijkheid van de grenzen werd bezegeld. Met die interpretatie wordt stelselmatig heen gestapt over het door West-Europa verdedigde begrip van vreedzame verandering. In feite waarborgt de C. E. V. S. geen nieuwe territoriale orde in Midden-Europa: zij kondigde eenvoudigweg het verbod af, gebruik te maken van geweld om de grenzen te wijzigen. Dat is voor de vrede en de veiligheid een bijzonder gewichtig punt, maar de draagwijdte ervan moet worden gezien in functie van de mogelijkheid tot vreedzame veranderingen.

De Minister wijst er vervolgens op dat de C. E. V. S. vooral een programma voor de toekomst is.

Volgens de Belgische opvatting is de ontspanning niet statisch. België moet de veiligheid en een dynamische vorm van samenwerking met Oost-Europa en de U. S. S. R. in de hand werken. Om werkelijk onomkeerbaar te zijn, moet de ontspanning verder reiken dan de betrekkingen tussen de staten om de enkelingen, spijt de verschillen in de politieke stelsels, te betrekken bij het streven naar een voor alle partijen voordeel brengende samenwerking. Die opvatting van de ontspanning plaatst de mens centraal en kan niet worden afgedaan, zoals men voorwendt te geloven, met inmenging in de binnenlandse aangelegenheden van wie dan ook.

Nu heeft België de bijeenkomst van 1977 te Belgrado voor te bereiden. Als dan de status-quo ten opzichte van de huidige toestand moet worden vastgesteld, dan zou dat beslist de mislukking van de C. E. V. S. betekenen. De regering wil Belgrado voorbereiden met zijn Europese partners

européens, poursuivant ainsi une collaboration étroite qui a fait de la C. S. C. E. un des succès majeurs de la coopération politique européenne. Dans ce domaine, il est essentiel que l'Europe continue de parler d'une seule voix si elle veut jouer un rôle constructif et exploiter toutes les possibilités d'une coopération avec l'Europe de l'Est. Il ne faudra pas négliger non plus, sur le plan national, les nécessités d'une mise en œuvre complète des recommandations d'Helsinki, ce à quoi le département des Affaires étrangères s'emploie déjà par une information systématique au profit de toutes les administrations concernées. L'acte final d'Helsinki a d'ailleurs fait l'objet d'une large publication par la voie du *Moniteur belge*, notamment.

2. La sécurité.

La sécurité est une fonction directe de l'équilibre des forces en présence. La sécurité de la Belgique dépend de son effort de défense spécifique et de son intégration dans le système atlantique.

La commission a été informée de l'évolution des négociations du désarmement sur le plan global et sur le plan régional.

Plusieurs commissaires regrettent que le problème de sécurité militaire n'ait pas réellement été abordé à la C. S. C. E., si ce n'est sous l'aspect des mesures propres à accroître la confiance. Depuis Helsinki, il n'y a aucun signe de détente militaire. C'est là une préoccupation majeure car la détente ne sera effective que dans la mesure où il y aura aussi une détente militaire, ce qui implique une réduction équilibrée des niveaux de forces.

Un membre se préoccupe aussi des rapports de forces entre l'Est et l'Ouest qui semblent se détériorer à tel point que l'on doit s'interroger sur l'avenir de la détente.

Un autre membre constate que les progrès dans la négociation S. A. L. T. sur la limitation des armements stratégiques se font attendre et qu'il n'y a pas lieu d'être optimiste quant à un aboutissement heureux.

Dans l'ensemble, la commission se préoccupe aussi de la négociation de Vienne sur les M. B. F. R. qui semble bloquée depuis plusieurs années sans qu'il faille attendre de progrès dans un avenir rapproché.

Un commissaire demande quel est le rôle de l'Europe dans l'alliance atlantique et insiste sur la dimension régionale européenne de la défense dans le contexte atlantique.

Le Ministre partage le point de vue exprimé selon lequel la détente n'aura aucune crédibilité si elle ne s'appuie pas sur la détente militaire. A bien des égards, les négociations en cours constitueront le véritable test de la détente. Toutefois, force est de constater, dans l'immédiat, que la course aux armements continue et que la détérioration des rapports de forces, notamment sur le plan conventionnel dans la région centre-Europe, est un phénomène des plus préoccupant.

Les S. A. L. T.

En ce qui concerne les S. A. L. T., le Ministre souligne qu'il s'agit d'un dialogue privilégié entre les deux supergrands. Certes, les alliés européens sont informés dans le cadre atlantique; ils sont même consultés pour les aspects spécifiquement européens de cette négociation, mais ils n'y participent pas directement. Les S. A. L. T. n'en constituent pas moins, dans l'état embryonnaire et ambigu de la coopération Est-Ouest, le support quasi exclusif de la détente. Un échec aurait donc des conséquences incalculables. On aurait pu espérer un accord au cours de l'année écoulée sur S. A. L. T. II. Ce ne fut pas le cas en raison principalement des difficultés qui tiennent à la définition des types de vecteurs qui doivent être pris en considération

en zodoende de nauwe samenwerking voortzetten die de C. E. V. S. tot een van de grote successen van de Europese politieke samenwerking heeft gemaakt. Van wezenlijk belang daarbij is dat Europa uit één mond blijft spreken als het een opbouwende rol wil spelen en alle mogelijkheden die samenwerking met Oost-Europa biedt, wil benutten. Voorts moeten op het nationale vlak de aanbevelingen van Helsinki ten volle ten uitvoer worden gelegd; het departement van buitenlandse zaken beijvert zich daartoe reeds door een stelselmatige voorlichting ten behoeve van alle betrokken besturen. Aan de slotverklaring van Helsinki is trouwens ruime bekendheid gegeven, o.m. via het *Belgisch Staatsblad*.

2. De veiligheid.

De veiligheid houdt rechtstreeks verband met het machts-evenwicht. De veiligheid van België is afhankelijk van zijn eigen verdediging en van zijn integratie in het Atlantische stelsel.

De commissie werd op de hoogte gebracht van het verloop van de ontwapeningsonderhandelingen op het algemene en het gewestelijke vlak.

Verscheidene commissieleden betreurden dat de militaire veiligheid op de C. E. V. S. niet echt aan bod is gekomen, tenzij waar het ging om maatregelen ter bevordering van het vertrouwen. Sedert Helsinki wijst niets op militaire ontspanning. Dat is een groot punt van zorg, want de ontspanning zal pas effectief zijn wanneer ze gepaard gaat met een militaire ontspanning, wat een evenwichtige vermindering van de strijdkrachten onderstelt.

Een lid is bezorgd om de machtsverhoudingen tussen Oost en West die schijnen te verslechteren zodat vragen rijzen over de toekomst van de ontspanning.

Een ander lid stelt vast dat op de S. A. L. T.-besprekingen vooruitgang uitblijft, en dat er geen reden is tot optimisme over een goede afloop.

De commissie is ook begaan met de M. B. F. R.-onderhandelingen te Wenen die sedert verscheidene jaren schijnen te zijn vastgelopen zodat in een nabije toekomst geen vooruitgang te verwachten is.

Een lid vraagt welke rol Europa in het Atlantisch Bondgenootschap speelt en wijst op het Europese aspect van de defens in Atlantisch verband.

De Minister deelt de zienswijze dat de ontspanning ongelooftwaardig is als zij niet op militaire ontspanning steunt. Onder heel wat oogpunten zijn de lopende onderhandelingen een werkelijke test voor de ontspanning. Inmiddels moeten wij echter wel vaststellen dat de bewapeningswedloop voortduurt, en dat de verslechtering van de machtsverhoudingen, met name op het conventionele vlak in Mid-den-Europa, een uiterst verontrustend verschijnsel is.

De S. A. L. T.-besprekingen.

De Minister wijst erop dat de S. A. L. T.-besprekingen een exclusieve samenspreking van de twee supermogendheden zijn. De Europese bondgenoten worden weliswaar in het Atlantische kader op de hoogte gehouden en zij worden zelfs geraadpleegd over de specifiek Europese aspecten van de onderhandelingen, maar zij nemen er niet rechtstreeks aan deel. Toch zijn de S. A. L. T.-onderhandelingen in het duistere aanvangsstadium van de Oost-West samenwerking, de bijna exclusieve voedingsbodem voor de ontspanning. Een mislukking zou dan ook onberekenbare gevolgen hebben. In de loop van het voorbije jaar kon een akkoord over S. A. L. T. II worden verwacht. Het kwam echter niet tot stand, hoofdzakelijk wegens de moeilijkheden voor het

dans le plafond fixé au niveau de 2 400. Toutefois, on peut croire raisonnablement qu'un accord pourra être conclu en 1976 basé sur de nouvelles propositions concernant les modalités d'inclusion de bombardiers soviétiques Backfire et des nouveaux missiles de croisière américains dans le plafond des vecteurs autorisés.

Le Ministre admet que les S. A. L. T. ne constituent pas à proprement parler une opération de désarmement, mais tout au plus une mesure de stabilisation. Il faut certes déplorer qu'il ne semble pas possible d'aller plus loin et plus vite dans la voie du désarmement nucléaire auquel les grandes puissances se sont d'ailleurs solennellement engagées, il y a 5 ans, dans le cadre du traité de non-prolifération. Toutefois l'accord S. A. L. T. est une contribution essentielle à l'instauration d'un système de dissuasion stable et codifié en fonction duquel aucun partenaire ne pourrait tenter d'imposer sa loi à l'autre par la recherche d'un avantage stratégique qui remettrait l'équilibre en cause.

Un membre a fait remarquer que, contrairement à la thèse de l'équilibre, il semblait, selon les articles de presse, que le Gouvernement des Etats-Unis subissait les pressions d'une partie de l'administration qui était en faveur d'une politique de suprématie et de confrontation avec les pays de l'Est. Selon cette thèse, la détente aurait dû faire place à une politique de durcissement systématique vis-à-vis de l'U. R. S. S. Dans cette ligne, des manœuvres militaires à caractère politique, tel l'exercice Hilex, devraient contribuer à créer la pression nécessaire.

En réponse à cette question, le Ministre rappelle qu'au contraire, la politique des Etats-Unis, telle qu'elle est menée par le Gouvernement et par le président, vise à une situation d'équilibre et non de suprématie. L'équilibre est la condition d'une politique de détente réussie, c'est-à-dire d'une politique de limitation des tensions et de coopération dans tous les domaines où celle-ci s'avère possible. L'exercice Hilex n'a absolument pas pour but une quelconque démonstration de forces. Au contraire, il ne comporte aucun déploiement de troupes. Il tend uniquement à mettre à l'épreuve les processus de prises de décisions au sein de l'Alliance, en cas de crise.

Les M. B. F. R.

La commission a débattu des M. B. F. R. et des implications régionales de l'équilibre.

En raison de la parité nucléaire, l'équilibre des forces conventionnelles sur le plan régional devient une préoccupation majeure pour les pays européens. Or, on assiste à un développement considérable du potentiel du pacte de Varsovie et spécialement de l'Union soviétique dans tous les domaines. De plus, l'accroissement spectaculaire de la marine soviétique donne à la menace potentielle une nouvelle dimension, plus spécialement en ce qui concerne nos voies de communication dans l'Atlantique.

Le déséquilibre est flagrant sur le plan des forces terrestres, mais aussi dans le domaine du matériel, particulièrement en ce qui concerne les chars. Cette situation est d'autant plus préoccupante que, dans l'état actuel de la parité nucléaire, il serait dangereux et illusoire de vouloir compenser un désavantage sur le plan conventionnel par une supériorité en matière nucléaire. Il ne saurait donc être question de réductions unilatérales.

Le Ministre est conscient d'une situation de fait qui est préoccupante. Il est essentiel de rétablir l'équilibre sur le plan régional, non pas en se lançant dans une course aux armements conventionnels, ce qui serait la négation même de l'esprit de la détente, mais, au contraire, en s'engageant dans la voie de réductions équilibrées. C'est précisément l'objectif que poursuit la Belgique avec ses alliés aux négociations de

bepalen van de typen van vectoren die in aanmerking komen voor het op 2 400 vastgestelde maximum. Redelijkerwijze mag nochtans in 1976 een akkoord worden verwacht op grond van nieuwe voorstellen over de bepalingen inzake de opnemings van Sovjetrussische Backfire-bommenwerpers en van de nieuwe Amerikaanse aërodynamische raketten in het maximum toegestane vectoren.

De Minister geeft toe dat de S. A. L. T.-besprekingen geen eigenlijke ontwapeningsoperatie zijn, maar ten hoogste een maatregel tot stabilisatie. Het is niettemin te betreuren dat het niet mogelijk schijnt te zijn verder te gaan en sneller op te schieten op de weg naar de kernontwapening waartoe de grote mogendheden zich 5 jaar geleden plechtig hebben verbonden in het raam van het non-prolifratieverdrag. Toch is het S. A. L. T. een wezenlijke bijdrage tot de invoering van een stabiel, gecodificeerd afschrikkingssysteem waardoor geen enkele partij haar wil aan de andere kan trachten op te leggen door te zoeken naar een strategisch voordeel dat het evenwicht in het gedrang zou brengen.

Een lid merkt op dat de Regering van de Verenigde-Staten, in strijd met de evenwichtstheorie, volgens persartikelen onder druk schijnt te worden gezet door een deel van de administratie dat voorstander is van een politiek van overwicht op een confrontatie met de Oostelijke landen. Volgens die opvatting had de ontspanning de plaats moeten ruimen voor een politiek van stelselmatige verstrakking ten opzichte van de U. S. S. R. In die gedachtengang zouden militaire manoeuvres met politieke inslag, zoals de oefening Hilex, tot de nodige druk moeten bijdragen.

De Minister antwoordt daarop dat de politiek van de Verenigde-Staten, zoals zij door de Regering en de president wordt gevoerd, een toestand van evenwicht en niet van overwicht beoogt. Evenwicht is de vereiste voor een geslaagde ontspanningspolitiek, d.w.z. van een politiek van beperking van de spanningen en van samenwerking op alle gebieden waar dat mogelijk is. De oefening Hilex heeft volstrekt geen machtsvertoon ten doel, er komt zelfs geen troepenbeweging aan te pas. Zij beoogt alleen het beslissingsproces in de schoot van bondgenootschap in geval van crisis te testen.

De M. B. F. R.

De commissie heeft de M. B. F. R. en de regionale weerslag van het evenwicht besproken.

Wegens de gelijkheid inzake kernwapens wordt het evenwicht van de conventionele strijdkrachten op het gewestelijk vlak voor de Europese landen een groot punt van zorg. Wij stellen echter op alle gebieden een aanzienlijke uitbreiding vast van het potentieel van het Warschaupact en in het bijzonder van de Sovjetunie. Bovendien plaatst de opzienbarende uitbreiding van de Sovjetvloot het potentiële gevaar in een nieuw licht, meer in het bijzonder wat onze verbindingswegen in de Atlantische Oceaan betreft.

Het gebrek aan evenwicht is overduidelijk voor de landstrijdkrachten, maar ook voor het materieel en in het bijzonder voor de tanks. Die toestand is des te meer verontrustend daar het met de huidige kerngelijkheid een gevaarlijke begoocheling zou zijn, een achterstand op het conventionele vlak te willen goedmaken door een overwicht op het gebied van de kernwapens. Er kan dus geen sprake zijn van eenzijdige beperkingen.

De Minister is zich ervan bewust dat de feitelijke toestand verontrustend is. Het komt erop aan het evenwicht op het regionale vlak te herstellen, niet door zich in een conventionele bewapeningswedloop te storten, wat een verloochening van de geest van ontspanning zou betekenen, maar door integendeel de weg van evenwichtige beperkingen op te gaan. En dat is juist het doel dat België met zijn bondgenoten na-

Vienne sur les M. B. F. R. Tenant compte des déséquilibres existants, la proposition occidentale tend à établir, par des réductions asymétriques, une parité sur les effectifs de forces terrestres sous la forme d'un plafond commun. Les réductions doivent donc avoir pour effet de corriger le déséquilibre. Le pacte de Varsovie rejetée, jusqu'à présent, l'approche occidentale en refusant d'admettre qu'il existe des disparités sur le plan des forces terrestres, et en récusant, par conséquent, le principe de réductions asymétriques. L'Alliance atlantique vient néanmoins de faire des nouvelles propositions substantielles dont il faut espérer qu'elles feront avancer la négociation. Ces propositions prévoient des réductions unilatérales de l'élément nucléaire tactique américain sous la forme de têtes et d'un certain nombre de vecteurs. Cette proposition qui devrait rencontrer, dans une large mesure, les préoccupations du pacte de Varsovie, dans le domaine nucléaire, devrait permettre à la discussion de s'engager enfin sur le plafond commun qui doit rester l'objectif prioritaire.

Les M. B. F. R. ont des implications spécifiquement européennes. D'une part, pour des raisons qui tiennent à l'équilibre de nos relations avec l'Europe orientale, et l'Union soviétique en particulier, l'Europe des Neuf ne saurait accepter un accord de réduction qui équivaldrait à une codification des disparités actuelles. L'Europe se trouverait alors dans une situation d'infériorité codifiée inacceptable. D'autre part, le plafond commun doit aussi être un plafond collectif. La défense européenne dont les modalités ne sont pas encore connues, mais qui est toutefois dans la logique de l'Union européenne, implique une certaine souplesse d'adaptation. La collectivité est le principe par lequel les Européens seront libres de distribuer entre eux les réductions auxquelles tous s'engageront.

3. La défense européenne et ses implications.

La négociation des M. B. F. R. pose donc en termes très concrets le problème de la dimension européenne de la défense. Il est évident que, dans la mesure où l'Europe veut devenir une entité crédible sur le plan mondial, elle devra, comme l'a indiqué le rapport Tindemans sur l'Union européenne, parler d'une même voix dans le domaine des relations extérieures; et cela autant vis-à-vis du Tiers Monde que vis-à-vis de l'Europe de l'Est ou même, qu'à l'intérieur de l'Alliance atlantique, vis-à-vis des Etats-Unis.

Des questions ont été posées quant au progrès des idées en matière d'unification de la défense européenne et d'unification des attitudes vis-à-vis du problème général de la sécurité. Enfin, le problème de la production en commun d'armements a également été posé.

Il convient en effet de mesurer l'évolution des attitudes théoriques et des attitudes pratiques devant ces différents problèmes, pour pouvoir apprécier comment on pourrait arriver un jour à cette unification qui affirmerait la part de l'Europe tant vis-à-vis de la force militaire et politique dominante sur notre continent que vis-à-vis de partenaires militairement et économiquement dominants de l'Alliance dont nous faisons partie.

C'est ainsi qu'un membre a demandé où en étaient exactement les efforts pour constituer une entité européenne en matière de défense, d'une part, en matière d'armements d'autre part, et quelle était à cet égard l'évolution des différents pays vis-à-vis de l'U. E. O., de l'Eurogroupe ou d'une nouvelle entité à créer en matière de défense.

Le Ministre a répondu que si le thème de la défense européenne est sous-jacent dans tous les débats qui portent sur la défense atlantique ou sur l'Union européenne, celui-ci

streeft op de M. B. F. R.-onderhandelingen te Wenen. Rekening houdend met het bestaande gemis aan evenwicht, strekt het westelijke voorstel ertoe door ongelijkmatige beperkingen tot een gelijke mankracht voor de landstrijdkrachten te komen in de vorm van een gemeenschappelijk maximum. Met die beperkingen moet dus het onevenwicht worden weggewerkt. Het Warschaupact verwierp tot dusver de westelijke zienswijze. Het weigert de ongelijkheid op het gebied van de landstrijdkrachten toe te geven en verwerpt bijgevolg het beginsel van de ongelijkmatige beperkingen. Het Atlantisch Bondgenootschap deed niettemin pas substantiële nieuwe voorstellen waarvan mag worden verwacht dat zij de onderhandelingen zullen vooruithelpen. Die voorstellen voorzien in eenzijdige beperkingen van het Amerikaanse tactische kernelement in de vorm van kernkoppen en van een aantal vectoren. Dat voorstel zou in ruime mate aan de zorg van het Warschaupact op het gebied van de kernbewapening tegemoetkomen; het moet het mogelijk maken eindelijk te gaan praten over het gemeenschappelijk maximum, dat het hoofdoel moet blijven.

De M. B. F. R. hebben een specifiek Europese weerslag. Enerzijds kan West-Europa om redenen die verband houden met het evenwicht van onze betrekkingen met Oost-Europa en met de Sovjetunie in het bijzonder, geen akkoord tot beperking aanvaarden dat zou neerkomen op een bekrachtiging van de huidige ongelijkheid; Europa zou daardoor in een onaanvaardbare toestand van gecodificeerde minderheid komen. Anderzijds moet het gemeenschappelijke maximum revens een collectief maximum zijn. De Europese defensie, waarvan de modaliteiten nog niet bekend zijn maar die in de lijn van de Europese Unie ligt, onderstelt een zekere soepelheid bij de aanpassing. Door de collectiviteit zal het de Europeanen vrijstaan de beperkingen, waartoe allen zich zullen verbinden, onder elkaar te verdelen.

3. De Europese defensie en de implicaties ervan.

Met de M. B. F. R.-onderhandelingen rijst dus zeer concreet het probleem van het Europese aspect van de defensie. Het is duidelijk dat Europa, om op het wereldvlak een geloofwaardige eenheid te zijn, in zijn betrekkingen naar buiten uit één mond zal moeten spreken, zoals het in het rapport Tindemans over de Europese Unie staat. Dat geldt zowel tegenover de derde wereld als tegenover Oost-Europa en zelfs binnen het Atlantisch Bondgenootschap, tegenover de Verenigde Staten.

Vragen werden gesteld over de stand van de eenmaking van de Europese defensie en over de eenmaking van de standpunten inzake het algemene probleem van de veiligheid. Ten slotte werd ook het probleem gesteld van de gemeenschappelijke productie van wapens.

Wij moeten immers de evolutie van de theoretische en de praktische standpunten in die aangelegenheden nagaan om te kunnen uitmaken hoe die eenmaking tot stand kan worden gebracht waardoor het aandeel van Europa duidelijk zou zijn tegenover de op ons werelddeel overheersende militaire en politieke macht en tegenover militair en economisch dominerende partners van het Bondgenootschap waarvan wij deel uitmaken.

Zo vroeg een lid hoever het juist staat met de pogingen om zowel op het gebied van de defensie als op dat van bewapening een Europese eenheid tot stand te brengen, en welke evolutie in dat verband in de verschillende landen is vastgesteld ten opzichte van de W. E. U., de Eurogroep of van een op het gebied van de defensie op te richten nieuwe eenheid.

De Minister antwoordde dat het thema van de Europese defensie als onderstroom aanwezig is bij alle besprekingen over de Atlantische verdediging of de Europese Unie maar

est rarement abordé de manière systématique, que ce soit entre Européens ou au niveau atlantique. Il est à espérer que, sur la base du rapport Tindemans, les Européens se livreront à un échange de vues plus systématique sur ce problème capital pour l'Union européenne. Le Ministre défend, quant à lui, une approche nuancée et pragmatique.

L'unification des Neuf aura nécessairement des conséquences dans le domaine de la défense. Réciproquement, l'existence d'une certaine capacité autonome et intégrée de défense est indispensable à la transformation de l'Europe des Neuf en entité politique distincte. L'unification politique et l'intégration militaire sont intimement liées.

Toutefois, selon le Ministre, la nécessité de discuter à Neuf les problèmes de l'intégration militaire européenne ne doit pas faire oublier un autre impératif tout aussi important : la mise sur pied d'une défense européenne intégrée ne doit pas affaiblir mais renforcer l'Alliance atlantique.

Les gouvernements des Neuf, y compris celui de la France, ont déclaré solennellement (déclaration d'Ottawa) qu'il n'y a pas de solution de rechange à la sécurité qu'assurent les armes nucléaires des Etats-Unis et la présence des troupes d'Amérique du Nord sur notre continent.

Tout en préparant entre eux une intégration militaire, les Neuf doivent donc éviter de donner l'impression que cette opération changerait fondamentalement l'existence de l'Alliance.

En dernière analyse, c'est la sécurité assurée par cette dernière qui permet d'envisager l'intégration progressive des armées des Neuf à l'abri des aventures.

Le jour où une intégration militaire des Neuf serait réalisée, le maintien de l'Alliance demeurerait tout aussi indispensable, pour des raisons à la fois géographiques (manque de profondeur et morcellement de l'Europe occidentale) et militaires (disproportion entre l'arsenal nucléaire franco-britannique et celui de l'U. R. S. S.).

Il importerait donc, selon le Ministre, que les Neuf déclarent sans ambiguïté que leur volonté d'intégration dans le domaine militaire s'inscrit dans le contexte de l'Alliance atlantique, que la création d'un outil militaire européen plus efficace contribuerait à équilibrer et renforcer.

Votre rapporteur voudrait cependant souligner que, pour qu'elle ait un sens, l'initiative d'une défense européenne doit être politiquement élaborée dans le cadre de l'Union européenne. De même que la Belgique s'était opposée jadis à la formation d'un secrétariat politique en dehors du cadre communautaire, elle devrait adopter ici la même logique : il n'apparaît pas que l'Eurogroupe puisse être l'organe de conception d'une défense européenne; mais il reste bien évidemment le lien principal où cette conception doit être appliquée.

Cependant, compte tenu des thèses en présence aujourd'hui, il est peu vraisemblable que la défense européenne fasse des progrès rapides. Il n'empêche que, au-delà des études et des réflexions, des progrès concrets peuvent être envisagés à court terme.

Le Ministre a défendu, à diverses reprises, notamment devant l'U. E. O., la thèse selon laquelle des initiatives devaient être prises sur le plan d'une politique commune en matière d'armement et d'équipement.

Il s'agit là d'un pas modeste peut-être mais essentiel car il constitue à bien des égards un préalable de la défense européenne. Il n'y aura en effet de défense européenne que dans la mesure où il existe en Europe une capacité de production autonome et indépendante. Cela implique une profonde restructuration de nos industries d'armements et une véritable restructuration européenne en la matière.

Cet effort de restructuration européenne est urgent; en effet, la politique américaine en matière d'armements, les

dat het zowel onder Europeanen als op het Atlantische vlak zelden als zodanig ter sprake komt. Het is te hopen dat de Europeanen aan de hand van het rapport Tindemans meer systematisch over dat voor de Europese Unie zo belangrijke vraagstuk van gedachten zullen wisselen. De Minister zelf is voorstander van een genuanceerde, pragmatische benadering.

De eenmaking van de Negen zal onvermijdelijk gevolgen hebben voor de verdediging. Omgekeerd is een zeker autonoom en geïntegreerd defensievermogen onontbeerlijk voor de omvorming van het Europa van de Negen tot een apart politiek geheel. Politieke eenmaking en militaire integratie zijn nauw met elkaar verbonden.

De noodzaak voor de Negen de problemen van de Europese militaire integratie te bespreken mag volgens de Minister een ander, even belangrijk punt niet uit het oog doen verliezen : de totstandbrenging van een geïntegreerde Europese defensie mag het Atlantisch Bondgenootschap niet verzwakken maar moet het versterken.

De regeringen van de Negen, met inbegrip van de Franse, hebben plechtig verklaard (verklaring van Ottawa) dat er geen wisseloplossing is voor de veiligheid die wordt geboden door de kernwapens van de Verenigde Staten en de aanwezigheid van de Noord Amerikaanse troepen in ons continent.

Bij de voorbereiding van de militaire integratie moeten de Negen dan ook vermijden de indruk te wekken dat het bestaan van het Bondgenootschap daardoor grondig zou worden gewijzigd. Ten slotte maakt de door het Bondgenootschap geboden veiligheid het mogelijk te denken aan de geleidelijke integratie van de legers van de Negen zonder daarbij risico's te lopen.

Wanneer de militaire integratie van de Negen eenmaal een feit zal zijn, zal het bestaan van het Bondgenootschap even noodzakelijk blijven, en zulks zowel om redenen van geografische (gebrek aan diepte en verbrokkeling van West-Europa) als van militaire aard (wanverhouding tussen het Frans-Britse en het Sovjetrussische kernwapenarsenaal).

De Negen moeten dus volgens de Minister ondubbelzinnig verklaren dat hun militaire integratie geschiedt in het kader van het Atlantische Bondgenootschap dat door de oprichting van een doeltreffender Europees militair apparaat sterker en evenwichtiger zal worden.

Uw verslaggever wenst er nochtans op te wijzen dat het initiatief voor een Europese verdediging, om zin te hebben, politiek moet worden uitgewerkt in het raam van de Europese Unie. Zoals België zich destijds gekant heeft tegen de oprichting van een politiek secretariaat buiten het kader van de Gemeenschap, zo moet het nu even logisch zijn : de Eurogroep lijkt niet het orgaan te zijn waaruit de Europese defensie kan groeien; die groep blijft echter uiteraard wel de voornaamste plaats waar dat initiatief moet worden toegepast.

Het is inmiddels, bij de huidige stand van zaken, weinig waarschijnlijk dat met de Europese defensie snel voortgang zal worden gemaakt. Dat neemt echter niet weg dat, naast de studies en overwegingen, op korte termijn toch enige concrete vooruitgang mag worden verwacht.

De Minister heeft herhaaldelijk, met name in de W. E. U. de stelling verdedigd volgens welke initiatieven zouden moeten worden genomen voor een gemeenschappelijk beleid inzake bewapening en uitrusting.

Dat is een misschien bescheiden maar toch wezenlijke stap want het is onder heel wat oogpunten een premisse voor de Europese defensie. Er kan immers van een Europese verdediging slechts sprake zijn wanneer in Europa de mogelijkheid bestaat om autonoom en onafhankelijk wapens te produceren. Dat onderstelt een grondige reorganisatie van onze wapenindustrie en een echt Europees beleid terzake.

Die Europese restructuratie is dringend geboden. De Amerikaanse politiek inzake bewapening, de noodzakelijke stan-

nécessités d'une standardisation à l'échelle de l'Alliance, les propositions tendant à réaliser un meilleur équilibre dans le courant d'achats et de ventes de matériel militaire entre les Etats-Unis et l'Europe, constituent autant de raisons récentes pour jeter dès aujourd'hui les bases d'une industrie européenne des armements.

A ce propos, le Ministre s'est félicité du dernier développement intervenu grâce à la création d'un « groupe européen de programmes » auquel la France participe. Les conditions existent désormais pour aborder la difficile question de la standardisation des armements à l'échelle européenne. C'est un succès dont il y a tout lieu de se féliciter dans la mesure où il correspond à un début de réalisation des vues défendues par la Belgique depuis plus d'un an et notamment à l'occasion de la question du remplacement du F. 104 où l'absence de structures européennes a entraîné l'impossibilité militaire, politique et économique d'opter pour un choix réellement européen.

IV. — L'EUROPE.

Le bilan de l'année 1975 se solde sur le plan économique et social par un recul marqué de l'intégration communautaire : la crise a frappé l'Europe de plein fouet; elle a rendu vains ses efforts de réaliser le plan par étapes vers l'union économique et monétaire. Au contraire, les divergences entre les économies nationales que ce plan tendait à réduire n'ont cessé de gagner en ampleur du fait que les Etats membres, exposés à des degrés très différents au risque de l'inflation et du chômage et aux difficultés énergétiques, ont réagi par des politiques nationales mal coordonnées et sacrifiant trop peu à la solidarité.

Cette conclusion sévère n'est que partiellement corrigée par la mise en œuvre du Fonds européen de Développement régional dont les ressources restent trop modestes en regard des besoins, par le fonctionnement satisfaisant du serpent monétaire, formule pragmatique et provisoire qui, en ne regroupant que les Etats membres les plus solides, esquive la difficulté d'une politique véritablement communautaire en matière de changes, par le fait enfin qu'à tout le moins la Communauté a pu jusqu'ici écarter le danger d'une dislocation de l'union douanière sinon de la politique agricole commune menacées l'une et l'autre par les importants ajustements intervenus en matière de taux de changes.

La Communauté a ainsi certainement manqué à ses obligations vis-à-vis des catégories sociales les plus touchées par l'inflation et le chômage, en abandonnant aux Etats membres la responsabilité principale de résoudre les problèmes nés de la crise, chacun par devers soi. Nul doute que cette défaillance communautaire risque, si elle devait se prolonger, d'ébranler sérieusement le crédit de l'Europe auprès des plus défavorisés et des plus fragiles de nos concitoyens : les travailleurs mis en chômage, les jeunes qui n'ont pas encore eu accès au marché du travail, les femmes découragées d'exercer une activité salariée, les paysans, d'innombrables petites et moyennes entreprises acculées à la faillite ou à l'absorption.

daardisatie op het Atlantische vlak, de voorstellen betreffende een beter evenwicht in de aankoop en verkoop van militair materieel tussen de Verenigde Staten en Europa zijn evenveel redenen om onverwijld de grondslag te leggen voor een Europese wapenindustrie.

In dat verband sprak de Minister zijn tevredenheid uit over de recente oprichting van een « Europese programma-groep » waaraan Frankrijk deelneemt. Daarmee zijn de nodige voorwaarden vervuld om de moeilijke kwestie van de standaardisatie van de bewapening op het Europese vlak aan te pakken. Dat is een verheugend succes, want het is een begin van verwezenlijking van de standpunten die België sedert ruim een jaar verdedigde, o.m. naar aanleiding van de vervanging van de « F. 104 »-straaljagers waarbij de ontstentenis van Europese structuren tot gevolg had dat het militair, politiek en economisch onmogelijk was een werkelijk Europese keuze te doen.

IV. — EUROPA.

Economisch en sociaal gezien werd het jaar 1975 gekenmerkt door een duidelijke teruggang van de communautaire integratie : Europa werd zeer zwaar door de crisis getroffen; als gevolg daarvan heeft het Europese streven naar een fasewijze totstandbrenging van de economische en monetaire unie niet het beoogde resultaat opgeleverd. Integendeel, de divergenties tussen de nationale economieën die dit plan wilde beperken, zijn voortdurend in omvang toegenomen doordat de Lid-Staten, die in zeer verschillende mate blootgesteld zijn aan het risico van de inflatie en van de werkloosheid alsmede aan de moeilijkheden op energiegebied, een nationaal beleid zijn gaan voeren dat onvoldoende is gecoördineerd en zich te weinig offers voor de solidariteit getroosten.

De hardheid van deze conclusie werd slechts ten dele afgezwakt met de instelling van het Europese Regionale Ontwikkelingsfonds, waarvan de middelen te gering blijven in vergelijking met de behoeften, met het bevredigend functioneren van de monetaire slang, een pragmatische en voorlopige formule, die, doordat enkel de sterkste landen erbij zijn betrokken, de totstandbrenging van een daadwerkelijk communautair beleid op het gebied van het monetair verkeer uit de weg gaat; evenmin ontleent het feit dat de Gemeenschap tot nog toe het gevaar heeft weten af te wenden van een verstoring van de douane-unie, resp. van het gemeenschappelijk landbouwbeleid — beide worden bedreigd door de grote schommelingen die zich op de wisselmarkt hebben voorgedaan — enige grond aan deze conclusie.

De Gemeenschap is hiermee zeker tekort geschoten in haar verplichtingen jegens de sociale categorieën die het meest door de inflatie en de werkloosheid worden getroffen, door nl. aan de Lid-Staten de primaire verantwoordelijkheid over te laten voor het oplossen van de problemen die uit de crisis voortvloeien. Het lijkt geen twijfel dat deze communautaire leemte, indien ze zou blijven voortbestaan, het krediet dat Europa heeft bij de minst begunstigen en de meest kwetsbaren onder onze ingezetenen (de ontslagen werknemers, de jongeren die nog geen toegang hebben verkregen tot de arbeidsmarkt, de vrouwen die de motivatie is ontnomen een activiteit in loondienst te gaan uitoefenen, de landbouwers, talloze kleine en middelgrote bedrijven die op de rand staan van het faillissement of op het punt staan door grotere bedrijven te worden opgeslorpt) wel eens ernstig zou kunnen aantasten.

En dépit de ses échecs dans les domaines économique et social, la Communauté a accompli des progrès substantiels sur le plan politique : le plus lourd de signification pour l'avenir est sans conteste l'élection du Parlement européen au suffrage universel en 1978; le front uni présenté par la Communauté au dialogue Nord-Sud témoigne du renforcement remarquable de la coopération en matière de relations extérieures; enfin, le Conseil européen auquel sont dus ces succès, s'est correctement intégré dans le dispositif institutionnel communautaire en lui insufflant un dynamisme prometteur. Tandis que le référendum britannique confirmait vigoureusement l'adhésion de 1973, la Communauté vient de prendre une nouvelle décision d'élargissement, capitale pour son avenir, en ouvrant des négociations avec la Grèce.

Que cette perspective soit, sur le plan strictement politique, des plus souhaitables, nul n'en doute en raison des liens historiques qui unissent la Grèce à la Communauté et en raison de la consolidation et du progrès de la démocratie en même temps que du développement économique et social que l'adhésion va amener en Grèce. Toutefois, il serait imprudent d'ignorer la possibilité d'un ébranlement de la cohésion communautaire que cette adhésion comporte en puissance si elle n'est pas accompagnée d'un renforcement des institutions et des moyens d'action, ressources financières comprises, de la Communauté.

A cet égard, le rapport de M. Tindemans sur l'union européenne venant après ceux des institutions communautaires, ouvre des perspectives concrètes et prochaines de relance européenne. L'importance majeure de ce rapport n'a pas échappé aux membres de la commission qui lui ont consacré toute leur attention.

A. Le rapport de M. Tindemans sur l'Union européenne.

L'année qui vient de s'achever a été marquée par l'élaboration et la présentation du rapport que M. Tindemans avait reçu mandat de préparer sur l'Union européenne.

Ainsi que l'ont remarqué plusieurs membres, dès maintenant, il faut se féliciter de l'existence du rapport, car il va permettre une réflexion approfondie entre les partenaires européens et place nos gouvernements devant la nécessité de prendre clairement position sur l'avenir de l'Europe.

Un membre a demandé que la commission invite M. Tindemans à donner un exposé sur son rapport européen lors d'une réunion commune des commissions des Affaires étrangères et des Affaires européennes.

Un autre membre a fait remarquer que la commission des Affaires européennes n'est pas compétente en matière budgétaire et qu'il se pose dès lors un problème d'ordre pratique.

Le Ministre a rappelé que la mission de M. Tindemans était une « mission intuitu personae » et que, par conséquent, ce n'est pas en qualité de ministre belge qu'il est responsable de son rapport. La commission ne pourrait pas lui demander des comptes sur ce rapport. Elle pourrait exprimer des avis, s'interroger sur l'attitude du Gouvernement belge à l'égard du rapport de M. Tindemans, mais en dehors de l'examen du budget.

Tegenover deze tegenslagen op economisch en sociaal gebied staat echter het feit dat de Gemeenschap een flinke voortgang heeft gemaakt op het politiek terrein; het meest betekenisvol voor de toekomst is ongetwijfeld het besluit om vanaf 1978 over te gaan tot de rechtstreekse algemene verkiezing van het Europese Parlement; dat de samenwerking op het vlak van de buitenlandse betrekkingen heel wat sterker is geworden, moge blijken uit het gemeenschappelijk standpunt dat de Gemeenschap heeft ingenomen in de Noord-Zuid dialoog; tot slot valt op te merken dat de Europese Raad, waaraan deze successen zijn te danken, zich goed heeft weten te integreren in de institutionele structuur van de Gemeenschap en haar een veelbelovend dynamisme heeft weten in te blazen. Terwijl de uitslag van het Britse referendum een duidelijke bekrachtiging inhield van het in 1973 gedane verzoek om toetreding, heeft de Gemeenschap onlangs een nieuw en voor haar toekomst gewichtig besluit tot uitbreiding genomen, door onderhandelingen met Griekenland aan te knopen.

Dat dit vooruitzicht, zuiver politiek gezien, bijzonder positief moet worden gewaardeerd, wordt wel door niemand betwijfeld, gezien de historische banden die Griekenland en de Gemeenschap met elkaar verbinden en gezien het herstel en de voortgang van de democratie en het feit dat met de toetreding van Griekenland er op economisch en sociaal gebied vooruitgang zal worden geboekt. Toch gebiedt de voorzichtigheid rekening te houden met de mogelijkheid dat, indien deze toetreding niet vergezeld gaat van een versterking van de instellingen en van de actiemiddelen der Gemeenschap — daaronder begrepen financiële middelen — de communautaire interne samenhang wel eens zou kunnen verbrokkelen.

In dit opzicht opent het verslag van de heer Tindemans over de Europese Unie, in navolging van de verslagen welke door de communautaire instellingen werden opgemaakt, concrete en spoedige vooruitzichten voor een Europees herstel. Het grote belang van dit verslag is de leden van de commissie niet ontgaan; zij hebben er dan ook ten volle hun aandacht aan gegeven.

A. Het verslag Tindemans over de Europese Unie.

Het afgelopen jaar stond in het teken van de opstelling en indiening van het verslag over de Europese Unie dat de heer Tindemans opdracht had gekregen voor te bereiden.

Zoals door diverse leden wordt opgemerkt, moeten wij ons thans reeds gelukkig prijzen met dit verslag; het vormt nl. een goed uitgangspunt voor een diepgaand beraad tussen de Europese partners en het plaatst onze regeringen voor de noodzaak duidelijk stelling te nemen ten aanzien van de toekomst van Europa.

Door een lid wordt erop aangedrongen dat de commissie de heer Tindemans uitnodigt om op een gezamenlijke bijeenkomst van de commissies voor de Buitenlandse Zaken en de Europese Zaken een uiteenzetting te komen geven over zijn Europees verslag.

Een ander lid geeft te kennen dat de commissie voor de Europese Zaken op budgettair gebied niet bevoegd is en dat er derhalve dienaangaande een praktisch probleem rijst.

De Minister herinnert eraan dat de opdracht van de heer Tindemans een « opdracht intuitu personae » was en dat hij bijgevolg in zijn hoedanigheid van Belgisch minister geen verantwoording schuldig is over zijn verslag. De commissie kan hem dus niet als dusdanig aanspreken. Wel kan zij adviezen vragen, zich beraden over de houding van de Belgische Regering ten aanzien van het verslag Tindemans, maar niet in het kader van de behandeling van de begroting.

Les commissions réunies des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement et des Affaires européennes ont donc été convoquées le 4 février 1976 pour entendre un exposé de M. Tindemans sur son rapport; il a ensuite répondu aux questions.

Il a souligné divers points :

— la mission qui lui a été confiée en décembre 1974 ne l'a pas été exclusivement en sa qualité de Premier Ministre; elle continuerait donc s'il n'exerçait plus cette fonction;

— l'Union européenne est une notion qui n'a jamais été définie : un premier objectif est de préciser les buts à atteindre;

— dès le départ, il fallait tenir compte des rapports établis par les institutions européennes, et dont elles étaient chargées depuis 1972.

Le rapport de la Cour de Justice conclut à la nécessité de poursuivre l'évolution européenne dans le cadre des traités pour consolider la naissance d'un droit européen primant les droits nationaux.

Le rapport de la commission propose des alternatives sans prendre position, ce qui est une faiblesse et risque d'entraîner la division entre les membres.

Par contre, le rapport du Parlement européen envisage une phase plus poussée de la construction européenne.

M. Tindemans devait également recueillir l'avis des « forces vives ».

Les avis recueillis étaient très contradictoires; certaines personnalités ont même proposé qu'il abandonne sa mission en raison de la crise européenne, avec l'espoir de provoquer un choc (le rapport Marjolin est inspiré de cette idée).

Il y a lieu de remarquer que le rapport Tindemans n'a pas pour objet de donner un plan complet idéal; l'Union européenne n'est pas la phase finale. Le rapport ne donne pas une vision constitutionnelle globale.

Il est essentiellement basé sur les traités existants et sur la volonté de les consolider. Toute autre solution eut montré la nécessité de revenir devant les parlements pour l'approbation de nouveaux traités, et l'on eut encouru le risque d'aboutir à un recul dans certains pays.

L'essentiel est donc de renforcer les institutions, d'entamer une union économique et monétaire, sinon l'acquis communautaire serait perdu (par exemple en agriculture).

La difficulté que le rapport met en exergue vient notamment de ce que la volonté politique n'existe pas au même degré partout et que, quand c'est le cas, elle propose souvent des voies divergentes voire contradictoires. C'est également le cas pour les experts.

M. Tindemans a également rappelé le sens de ses diverses propositions concernant le « serpent monétaire » européen, le Conseil européen, la désignation du président de la commission, le Parlement européen et la coordination de la politique européenne au sein de chaque pays membre. Ces considérations sont reprises plus loin.

Le Conseil européen des 1^{er} et 2 avril prochains devra débattre pour la première fois du rapport. Les diverses propositions prévues devraient donc y être étudiées.

Derhalve werden op 16 februari de verenigde commissies voor de Buitenlandse Zaken, Ontwikkelingssamenwerking en Europese Zaken bijeengeroepen om een uiteenzetting van de heer Tindemans te horen over zijn verslag; hij gaf vervolgens antwoord op gestelde vragen.

Met name wees hij daarbij op diverse punten :

— de opdracht welke hij in december 1974 kreeg, werd hem niet uitsluitend verstrekt in zijn hoedanigheid van Eerste Minister; zij zou derhalve blijven aanhouden ook wanneer hij dit ambt niet langer meer zou bekleden;

— de Europese Unie is een begrip dat nooit precies is omschreven; een eerste doelstelling zou er derhalve in bestaan aan te geven welke doeleinden moeten worden nagestreefd;

— vanaf het begin dienden de door de Europese instellingen opgemaakte rapporten, waarmee deze sedert 1972 waren belast, in de beschouwing te worden betrokken.

In het rapport van het Hof van Justitie wordt geconcludeerd dat het noodzakelijk is de Europese ontwikkeling voort te zetten in het kader van de verdragen, ten einde het ontstaan veilig te stellen van een Europees recht dat primeert boven het recht van de onderscheiden Lid-Statens.

In het rapport van de commissie worden alternatieven voorgesteld zonder dat wordt aangegeven welke oplossing moet worden gekozen; dit is een zwakke kant van het rapport en houdt het gevaar in van verdeeldheid onder de leden.

Het Europese Parlement heeft in zijn rapport daarentegen een verderliggende fase van de Europese opbouw op het oog.

Het behoorde eveneens tot de opdracht van de heer Tindemans de adviezen in te winnen van de « leidende krachten » in de betrokken landen.

De adviezen die daarbij naar voren kwamen, waren zeer tegenstrijdig; sommige stelden zelfs voor dat hij zijn opdracht omwille van de Europese crisis zou opgeven in de hoop dat daarmee een schokwerking zou worden veroorzaakt (deze gedachte ligt ten grondslag aan het rapport Marjolin).

Overigens valt op te merken dat het niet de bedoeling is van het verslag Tindemans een volledig en ideaal plan te schetsen; de Europese Unie is niet de eindfase. Het verslag wil geen globale constitutionele visie geven.

Uitgangspunt ervan vormen primair de bestaande verdragen alsmede de wil om deze verdragen een vaste basis te geven. Elke andere oplossing zou het nodig hebben gemaakt nieuwe verdragen ter goedkeuring aan de parlementen voor te leggen en had in sommige landen een achteruitgang kunnen teweeg brengen.

Wil men hetgeen op communautair gebied werd bereikt (bijvoorbeeld op het terrein van de landbouw) niet verloren zien gaan, dan is het derhalve essentieel dat de instellingen worden versterkt en dat wordt gewerkt aan de totstandkoming van de economische en monetaire unie.

De moeilijkheid die in het verslag naar voren komt, houdt met name hiermee verband dat niet overal dezelfde politieke wil aanwezig is en dat, waar dat wel het geval is, hij veelal uiteenlopende of zelfs tegengestelde wegen voorstelt. Datzelfde kan worden gezegd van de deskundigen.

De heer Tindemans lichtte eveneens een aantal van door hem gedane voorstellen toe, resp. in verband met de Europese « muntslag », de Europese Raad, de aanwijzing van de voorzitter van de commissie, het Europese Parlement en de coördinatie van de Europese politiek in de onderscheiden Lid-Statens. Op hetgeen hierbij naar voren werd gebracht wordt hieronder nader ingegaan.

De Europese Raad zal zich op 1 en 2 april a.s. voor de eerste maal met het verslag bezighouden. De diverse voorstellen zouden dan bijgevolg moeten worden onderzocht.

M. Tindemans propose de proceder a un nouvel examen de la situation en 1980.

Diverses remarques ont été émises par certains membres des commissions réunies.

Un renforcement des pouvoirs du Conseil européen devrait aller de pair avec un système de vote majoritaire.

L'Europe va-t-elle aussi loin dans le secteur social que dans celui de l'économie et de la monnaie? M. Tindemans fait remarquer que la gestion paritaire n'est pas acceptée par tous les pays.

En ce qui concerne l'énergie, une importante position commune vient d'être prise.

Au sujet de la sécurité et de la défense, il existe des différences d'opinions et de comportements.

Des questions sont posées relatives à l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen (voir ci-après).

L'Europe ne se limite pas aux Neuf : ceux-ci ne doivent pas monopoliser l'idée européenne.

Selon un membre, la construction de l'Europe doit être moins étatique qu'elle n'apparaît dans le rapport Tindemans.

L'importance des régions ne doit pas être négligée.

Il faut aussi sauvegarder l'équilibre entre les grands et petits pays. Des garanties en faveur des petits États sont prévues dans le Traité de Rome; par contre, il n'en est pas question dans le rapport Tindemans.

Nos structures gouvernementales ne sont pas adaptées à l'évolution politique souhaitée pour l'Europe. Que compte faire la Belgique dans ce but?

Un membre estime que le rapport aurait dû mettre davantage l'accent sur les politiques régionales. Celles-ci devraient être transposées au niveau européen. Il n'approuve pas la suggestion de faire ratifier le choix du président de la Commission européenne par le Parlement européen. Il estime qu'il ne faut pas renforcer le rôle du COREPER.

Par contre, il approuve l'idée d'accorder un droit d'initiative au Parlement européen.

Un membre fait remarquer que le Conseil européen n'est pas prévu par les traités.

Un membre demande quelle attitude le gouvernement belge va prendre à l'égard du rapport, notamment sur les points suivants :

- l'Europe « à deux vitesses »;
- les relations de l'Europe avec les États-Unis (alliés, partenaires, concurrents);
- le transfert progressif de nos crédits de coopération au développement dans le budget européen;
- la politique industrielle commune en matière de production d'armements;
- la désignation du président de la commission par le Conseil européen et sa confirmation par le Parlement européen.

B) L'Union économique et monétaire.

Le processus d'unification de l'Europe s'est fait essentiellement jusqu'à présent par le biais de l'intégration économique. Dans leur volonté politique de réaliser l'Europe, les initiateurs, groupés autour de Jean Monnet, ambitionnaient de déboucher sur l'intégration politique en s'attendant d'abord aux secteurs commercial, agricole et industriel.

De heer Tindemans stelt voor dat in 1980 de situatie opnieuw wordt onderzocht.

Een aantal leden van de verenigde commissies lieten zich in diverse zin uit.

Zo werd opgemerkt dat tegelijk met de versterking van de bevoegdheden van de Europese Raad er een stelsel van stemming bij meerderheid moet worden opgezet.

Verder werd de vraag gesteld of de voortgang van Europa op sociaal gebied niet ten achter blijft bij die op economisch en monetair gebied. De heer Tindemans wijst erop dat het paritair beheer niet door alle landen is aanvaard.

Op energiegebied werd onlangs een belangrijk gemeenschappelijk standpunt ingenomen.

Ten aanzien van de veiligheid en de defensie bestaan er echter nog verschillen van opvattingen en houdingen.

Ook werden vragen gesteld in verband met de rechtstreekse algemene verkiezing van het Europese Parlement (zie hierna).

Europa is niet tot de Negen beperkt : deze kunnen dan ook niet het alleenrecht opeisen van de Europese idee.

Een lid is van mening dat de opbouw van Europa, zoals deze uit het verslag Tindemans naar voren komt, te etatistisch is opgevat.

Ook aan het regionaal aspect dient de nodige aandacht te worden besteed.

Verder moet het evenwicht tussen de grote en kleine landen worden veilig gesteld. In het Verdrag van Rome zijn trouwens waarborgen ten gunste van de kleine landen ingebouwd; in het verslag Tindemans is hiervan echter geen sprake.

De structuren van ons regeeringsapparaat zijn niet aangepast aan de voor Europa gewenste politieke ontwikkeling. Wat denkt België hieraan te doen?

Volgens een lid had in het verslag meer het accent moeten liggen op het regionaal beleid. Dit beleid zou in een Europees kader moeten worden geplaatst. Hij kan niet meegaan met het voorstel om de keuze van de Voorzitter van de Europese Commissie door het Europese Parlement te laten bekrachtigen. Wel is hij van mening dat de rol van de COREPER moet worden versterkt.

Anderzijds is hij het er mee eens dat aan het Europese Parlement een recht van initiatief wordt verleend.

Door een ander lid wordt te kennen gegeven dat de verdragen niet voorzien in de Europese Raad.

Een lid vraagt zich af hoe de Belgische regering zich ten aanzien van het verslag denkt op te stellen, met name wat betreft de volgende punten :

- Europa « met twee versnellingen »;
- de betrekkingen van Europa met de Verenigde Staten (bondgenoten, partners, concurrenten);
- de geleidelijke overdracht van onze kredieten voor ontwikkelingssamenwerking naar de Europese begroting;
- het gemeenschappelijk industriebeleid met betrekking tot de productie van wapens;
- de aanwijzing van de Voorzitter van de Europese Commissie door de Europese Raad en de bekrachtiging ervan door het Europese Parlement.

B) De economische en monetaire Unie.

Het proces van de eenmaking van Europa heeft tot op heden hoofdzakelijk zijn beslag gekregen via de economische integratie. In hun politieke bereidheid om Europa tot stand te brengen hebben de rond Jean Monnet gegroepeerde baanbrekers vooral voor ogen gehad eerst op het gebied van handel, landbouw en industrie werkzaam te zijn en van daaruit de politieke integratie te verwezenlijken. Zij hadden

Ils avaient la conviction qu'une action sectorielle et graduelle réalisant un haut degré d'intégration dans certains secteurs (douanier, agricole, industriel, de la concurrence, des transports, monétaire, commerce extérieur), conduirait à une intégration très serrée des divers intérêts des Etats membres et qu'il en résulterait un processus global et quasi automatique aboutissant finalement à une union politique.

Cette conviction s'est traduite par la mise en place de l'Union douanière du marché commun agricole, de la politique de concurrence, de la politique de commerce extérieur, et dernièrement dans la volonté des chefs d'Etat et de Gouvernement de réaliser une union économique et monétaire.

1. L'attitude de la Belgique vis-à-vis de l'union monétaire.

A la question d'un membre concernant l'attitude de notre pays à propos de l'unification monétaire de la C. E. E., le Ministre répond qu'aux yeux du Gouvernement belge, l'unification économique et monétaire constituait le « fer de lance » qui devait permettre la poursuite de l'intégration européenne, une fois le stade de l'union douanière atteint (en décembre 1969).

Cette position fondamentale n'a pas changé, même si les conditions économiques et monétaires ont été depuis lors profondément perturbées.

Le Ministre fait remarquer que le mouvement de rapprochement des marges de fluctuation des monnaies n'a pu être poursuivi, et que même un certain nombre de pays membres n'ont pas été en mesure de « rester dans le serpent ». Ceci signifie, en d'autres mots, que le processus d'unification monétaire, tel qu'il avait été envisagé, a été interrompu.

Sur le plan conjoncturel, l'évolution économique dans les différents pays de la Communauté a été loin d'être convergente, et si, dans certains pays, on constate une nette tendance au ralentissement de l'inflation, dans d'autres, les pressions inflationnistes n'ont guère pu être endiguées. D'une manière générale, les difficultés économiques et les problèmes de l'emploi se posent dans des termes tels qu'une réelle relance de la coordination des politiques économiques nationales n'a guère de chance de succès.

Le Ministre ne pense pas que la commission des Affaires étrangères soit le lieu idéal pour faire l'inventaire approfondi des différentes prises de position belges en matière d'unification économique et monétaire. Il lui semble en effet qu'en s'orientant dans cette voie, la commission se substituerait à d'autres commissions.

Il préfère laisser à ses collègues des Finances et des Affaires économiques le soin de rappeler et d'expliquer les prises de position qui sont de leur ressort.

Toutefois, il estime que l'unification économique et monétaire reste une priorité européenne fondamentale pour le Gouvernement belge, qui n'a d'ailleurs pas hésité à soutenir tous les efforts tendant à maintenir en Europe une zone de stabilité dans les taux de change, tout en regrettant que tous les pays de la Communauté ne soient pas en mesure de s'y associer.

Les autorités belges ont par ailleurs toujours eu le souci de traiter au niveau européen les problèmes économiques, auxquels le plus souvent nos Etats ne sont plus à même de faire face par leurs seuls moyens. C'est à l'initiative de la délégation belge que les différents Conseils européens se sont penchés sur la situation économique et sociale de la C. E. E.

de overtuiging dat een sectorsgewijze en geleidelijke actie, die een hoge mate van integratie in een aantal sectoren (douane, landbouw, industrie, mededinging, vervoer, monetaire zaken, buitenlandse handel) zou weten te bewerkstelligen, zou leiden tot een zeer nauw samengaan van de diverse belangen van de Lid-Staten en dat hiervan een algemeen en nagenoeg automatisch proces het gevolg zou zijn dat op zijn beurt uiteindelijk zou uitmonden in een politieke unie.

Deze overtuiging kreeg vaste vorm met de totstandbrenging van de douane-unie, de gemeenschappelijke landbouwmak-
markt, het mededingingsbeleid, het beleid inzake de buitenlandse handel, en laatstelijk in de bereidheid van de staatshoofden en regeringsleiders tot het tot stand brengen van een economische en monetaire unie.

1. De houding van België ten aanzien van de monetaire unie.

Op de vraag van een lid hoe ons land staat tegenover de monetaire eenwording van de E. E. G., antwoordt de Minister dat in de visie van de Belgische regering de economische en monetaire eenwording het « breukijzer » vormde dat het mogelijk moest maken verder te gaan op de weg van de Europese integratie als eenmaal de fase van de douane-unie was bereikt (in december 1969).

In deze grondgedachte is geen verandering gekomen, ook al zijn de economische en monetaire omstandigheden sedertdien diepgaand verstoord.

De Minister wijst erop dat de trendmatige toenadering van de fluctuatiemarges van de munteenheden niet kon worden voortgezet en dat het voor een aantal Lid-Staten zelfs niet meer mogelijk bleek « in de slang te blijven ». Dit betekent met andere woorden dat het proces van monetaire eenwording, zoals het was opgevat, werd onderbroken.

In conjunctureel opzicht geeft de economische ontwikkeling in de diverse landen van de Gemeenschap geenszins een gelijkgericht beeld te zien; hoewel men in sommige landen een duidelijke teruggang van de inflatie kan waarnemen, zijn er andere waar de inflatoire druk nog maar nauwelijks kon worden afgezwakt. In het algemeen kan worden gezegd dat de economische moeilijkheden en de werkgelegenheidsvraagstukken dusdanig zijn, dat een werkelijke reactivering van de coördinatie van het in de Lid-Staten gevoerde economisch beleid weinig kans op succes heeft.

De Minister gelooft niet dat de Commissie voor de Buitenlandse Zaken het ideale orgaan is om de balans op te maken van de diverse Belgische standpuntbepalingen ten aanzien van de economische en monetaire eenwording. Het komt hem nl. voor dat de commissie zich zodoende op het terrein van andere commissies zou begeven.

Hij laat het liever aan zijn collega's van Financiën en van Economische Zaken over de op hun domein liggende standpunten uiteen te zetten en toe te lichten.

Desondanks is hij van mening dat de economische en monetaire eenmaking voor de Belgische regering een Europese prioriteit van de eerste orde blijft; de Belgische regering heeft trouwens ook niet gearzeld alle pogingen te ondersteunen die er op waren gericht in Europa een zone van stabiliteit in de wisselkoersen te handhaven, het tegelijkertijd betreurend dat niet alle landen van de Gemeenschap in staat waren zich bij haar aan te sluiten.

Bij de Belgische autoriteiten heeft overigens altijd de zorg voorgezetten om de economische problemen op Europees niveau aan te pakken; in de meeste gevallen zijn onze landen immers niet meer in staat deze problemen alleen met eigen middelen het hoofd te bieden. Het is op initiatief van de Belgische delegatie dat de diverse Europese Raden zich over de economische en sociale toestand van de E. E. G. hebben gebogen.

2. Le « serpent monétaire » européen.

Dans le but de réaliser cette union économique et monétaire, il fut décidé de créer le « serpent monétaire » européen.

Le « serpent européen » est un mécanisme ad hoc, qui permet actuellement à six pays de la C. E. E. et deux pays tiers associés, de maintenir entre leurs monnaies des rapports de stabilité à l'intérieur d'une marge de 2,5 % de part et d'autre des parités officielles.

Il est inutile de souligner longuement combien ce mécanisme est nécessaire pour l'Europe et pour nous-mêmes.

Grâce à cet accord, une importante partie du commerce intra-européen est soustraite à l'instabilité monétaire. Cela signifie que plus de 60 % des exportations de l'Union économique belgo-luxembourgeoise vont vers des pays où nos exportateurs savent à l'avance le montant de FB qu'ils vont obtenir en échange de leurs marchandises, dans la limite de 5 % constituant la zone autorisée du flottement.

Le fait de maintenir des parités entre un certain nombre de monnaies suppose évidemment une certaine homogénéité des économies et une convergence des situations économiques. Au cours des dernières années, l'expérience a appris que sur le plan monétaire international, il n'est pas possible de maintenir des relations stables entre les monnaies sans maintenir une stabilité sous-jacente des facteurs économiques et financiers et, pour ce faire, de résorber les déséquilibres structurels entre les économies.

Il est donc indispensable que les pays membres du serpent, et donc évidemment la Belgique, s'efforcent de consolider la zone de stabilité en renforçant effectivement la convergence des politiques économiques et monétaires dans la zone constituée par les pays du Benelux, l'Allemagne, la France et le Danemark, et les deux pays associés : la Suède et la Norvège.

Si le « serpent » est un instrument très utile dans le processus d'intégration économique et monétaire, il apparaît cependant insuffisant pour réaliser l'union monétaire voulue par les Neuf.

En effet, ce mécanisme pragmatique exclut certains Etats membres dont les difficultés économiques sont telles qu'ils ne peuvent assumer les disciplines d'un flottement contrôlé et concerté. Le clichage relatif des taux de change assuré par le « serpent » est incompatible avec la solution des difficultés de balances de paiement par des modifications de la parité monétaire ou par certaines politiques nationales dans la mesure où l'unification monétaire même relative prive les Etats qui y participent de leur autonomie dans l'utilisation de certains instruments politiques nationaux (modification de la parité interdite, politiques monétaire et budgétaire fortement entravées).

Dans pareille hypothèse, le jeu des forces du marché peut se révéler générateur ou, en tous cas, amplificateur de déséquilibres sectoriels et régionaux aux dépens des zones économiques relativement faibles; celles-ci ne pourront dès lors accepter une unification monétaire que si les politiques d'ajustement nationales devenues inefficaces sont remplacées par des mécanismes et des politiques d'ajustement communautaires combinant à la fois des éléments de compensation sur le plan des revenus et des actions de caractère plus structurel. Une fiscalité directe et un système communautaire de sécurité sociale correspondent à ces mécanismes compensateurs de caractère automatique, tandis que

2. De Europese « muntslang ».

Met het oog op de totstandbrenging van die economische en monetaire unie werd besloten tot het creëren van de Europese « muntslang ».

De « Europese slang » is een ad hoc mechanisme met behulp waarvan momenteel zes landen van de E. E. G. en twee geassocieerde derde landen in staat zijn tussen hun valuta stabiele wisselkoersverhoudingen te handhaven die over en weer niet meer dan 2,5 % van de officiële pariteiten afwijken.

Het hoeft geen betoog dat dit mechanisme voor Europa en voor ons zelf van groot belang is.

Dank zij dit akkoord is een belangrijk deel van de intra-Europese handel onttrokken aan de monetaire instabiliteit. Dit betekent dat meer dan 60 % van de uitvoer van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie gaat naar landen waarvan onze exporteurs reeds vooraf weten welk bedrag in BF zij in ruil voor hun goederen zullen ontvangen, met dien verstande dat er een toegelaten marge is van 5 %.

Om tussen een aantal valuta vaste wisselpariteiten te kunnen aanhouden is uiteraard wel voorwaarde dat er tussen de economieën een zekere homogeniteit bestaat en dat ook de economische omstandigheden een gelijkgericht verloop te zien geven. In de laatste jaren heeft de ervaring uitgewezen dat het op internationaal monetair vlak niet mogelijk is stabiele betrekkingen tussen de valuta te handhaven wanneer ook niet in economisch en financieel opzicht stabiliteit aanwezig is en dat om dit te bereiken het gebrek aan structureel evenwicht tussen de economieën moet worden weggevoerd.

Het is dan ook absoluut noodzakelijk dat de landen die deel uitmaken van de slang, uiteraard dus ook België, zich beijveren om de zone van stabiliteit te consolideren en wel door daadwerkelijk ervoor te zorgen dat het economisch en monetair beleid dat wordt gevoerd door de van de zone deel uitmakende landen — t.w. de Beneluxlanden, Duitsland, Frankrijk en Denemarken, alsmede de twee geassocieerde landen, Zweden en Noorwegen — een grotere convergentie gaat vertonen.

Hoewel de « slang » een zeer nuttig instrument is in het economisch en monetair integratieproces, blijkt zij niettemin niet volledig in staat de door de Negen gewilde monetaire unie tot stand te brengen.

Immers, sommige Lid-Staten die dusdanige economische moeilijkheden hebben dat zij de aan een gecontroleerd en overlegd stelsel van zwevende valuta verbonden regel niet kunnen opvolgen, zijn van dit pragmatische mechanisme buitengesloten. De handhaving (door middel van de « slang ») van de wisselkoersen binnen bepaalde grenzen is onverenigbaar met de oplossing van de betalingsbalansmoeilijkheden door wijzigingen in de muntpariteit of via sommige beleidsmaatregelen, in zoverre de monetaire eenmaking de landen welke er aan deelnemen de mogelijkheid ontnemt zelf te beslissen welke politieke instrumenten ze zullen hanteren (wijziging van de verboden pariteit, een monetair en budgettair beleid waarvan de speelruimte sterk is ingeperkt).

In een dergelijke situatie kan het vrije spel van vraag en aanbod op de markt de sectoriele en regionale verschillen in de hand werken of in elk geval versterken en zulks ten nadele van de relatief zwakke economische zones; deze laatste zullen bijgevolg alleen met een monetaire eenwording akkoord kunnen gaan indien de niet langer doeltreffende maatregelen tot aanpassing van het beleid op nationaal niveau worden vervangen door communautaire aanpassingsmechanismen en beleidsmaatregelen die een combinatie behelzen van elementen ter compensatie op inkomensvlak en maatregelen van meer structurele aard. Deze compensatie kan nagenoeg automatisch verlopen via het systeem

la politique régionale devant opérer des transferts de ressources des régions et des secteurs économiques forts vers les régions et les secteurs économiques faibles en vue de remédier aux écarts de productivité correspond aux objectifs structurels. Il est ainsi significatif que ce sont les pays membres n'appartenant pas au « serpent » qui mettent l'accent sur la politique régionale de la communauté.

Il faudra dès lors que soit renforcé et dénationalisé à l'avenir le Fonds régional européen décidé par les chefs d'Etat et de Gouvernement le 10 décembre 1974 à Paris. Celui-ci est actuellement doté de 1,3 milliard d'unités de compte pour une durée de trois ans. En 1975, la Belgique a reçu 225 millions de FB de ce fonds. Un membre fait remarquer que la répartition de ces crédits à l'intérieur du pays devrait en premier lieu tenir compte des régions qui ont le revenu le plus bas, notamment les régions agricoles défavorisées. C'est à la condition que soient développés de tels mécanismes et politiques compensant les inégalités de développement, ainsi que des structures d'accueil au sein du serpent pour les pays membres n'en faisant pas partie, que l'Europe économique et monétaire sera possible.

Dans cet esprit, la différence qui existe en Europe entre ceux qui sont dans le serpent et ceux qui n'y sont pas, ne constitue nullement la consécration d'une Europe à la carte.

A ce propos, M. Tindemans a répondu qu'il s'oppose à l'interprétation donnée à son rapport sur ce point : il ne propose pas cette solution, mais il constate qu'il y a actuellement « deux vitesses » : certains Etats sont dans le serpent, d'autres hors du serpent, encore qu'il y ait généralement une attitude commune vis-à-vis de l'extérieur. Les pays forts ne veulent plus aider les pays faibles parce qu'ils connaissent, eux aussi, des déficits budgétaires importants.

Il faut cependant, à tout prix, faire quelque chose car l'immobilisme ferait perdre l'acquis actuel.

M. Tindemans veut placer le serpent dans la Communauté, renforcer la discipline interne pour les pays se trouvant dans le serpent, adopter une politique commune à définir pour ceux qui sont soit dans, soit en dehors du serpent, c'est-à-dire que les Neuf acceptent d'aider ceux qui, actuellement, ne peuvent progresser.

Dans ce but, il souhaite renforcer le Fonds européen de coopération monétaire dans la perspective d'une banque centrale européenne et propose un début de politique économique et monétaire commune.

C. L'intégration politique.

Ces diverses techniques proposées pour aboutir à l'union douanière agricole, des transports, ... et à l'union économique et monétaire semblent cependant insuffisantes pour créer par elles-mêmes une future union politique. Comme l'ont souligné plusieurs membres, peu de progrès sont réalisés dans les domaines économique et monétaire.

L'intégration européenne qui réussissait au niveau de l'« intendance » aussi longtemps que la Communauté enregistrait une croissance soutenue et relativement équilibrée, apparaît de plus en plus difficile à réaliser dans le contexte actuel de crise et au fur et à mesure qu'elle

van directe belastingen en in het kader van een communautaire sociale zekerheidsregeling; de structurele aanpak kan dan geschieden in het kader van het regionaal beleid, waarbij overdrachten plaatsvinden van middelen van de economische sterke gebieden en bedrijfstakken naar gebieden en sectoren met een zwakke economie, ten einde aldus de verschillen in produktiviteit weg te nemen. In dit verband is het veelbetekend dat juist de deelnemende landen die niet tot de « slang » behoren het accent leggen op het regionaal beleid van de Gemeenschap.

Derhalve moet het Europese regionaal fonds, tot instelling waarvan door de Staatshoofden en regeringsleiders op 10 december 1974 te Parijs werd besloten, worden versterkt en een echte communautaire status krijgen. De middelen waarover het fonds thans beschikt, bedragen 1,3 miljard rekeneenheden voor de duur van drie jaar. In 1975 werden aan België 225 miljoen BF uit het fonds toegekend. Door een lid wordt opgemerkt dat bij de verdeling van deze kredieten in een land allereerst rekening zou moeten worden gehouden met de regio's waarvan het inkomenscijfer het laagst is, met name de minder begunstigde landbouwgebieden. Alleen indien dergelijke mechanismen en beleidsmaatregelen, die de verschillen in ontwikkeling compenseren, worden ontwikkeld en wanneer voor de landen die er geen deel van uitmaken in de slang opvangstructuren worden uitgebouwd, zal een economisch en monetair Europa mogelijk zijn.

Van hieruit gerezeneerd vormt het verschil dat er in Europa bestaat tussen de landen die zich in de slang bevinden en die welke zich niet er in bevinden, geenszins de bekrachtiging van een Europa « à la carte ».

De heer Tindemans verzet zich tegen de interpretatie die aan zijn verslag op dit punt wordt gegeven : hij stelt een dergelijke oplossing niet voor, maar stelt enkel vast dat er momenteel « twee versnellingen » zijn : sommige landen bevinden zich in de slang, terwijl andere er buiten staan, ook al bestaat er doorgaans een gemeenschappelijke houding jegens de buitenwereld. De sterke landen zijn niet meer bereid de zwakke te helpen, omdat ook zij een aanzienlijk budgetair tekort kennen.

Er moet echter hoe dan ook iets gedaan worden want door het immobilisme zou hetgeen tot nog toe werd bereikt verloren gaan.

De heer Tindemans wil de slang in de Gemeenschap plaatsen, de interne discipline van de landen die zich in de slang bevinden versterken, een gemeenschappelijk beleid uitstippelen voor de landen die zich in dan wel buiten de slang bevinden, hetgeen m.a.w. betekent dat de Negen er mee akkoord gaan hulp te bieden aan die landen die momenteel geen voortgang kunnen maken.

Met dit doel wenst hij de positie te versterken van het Europees Fonds voor Monetaire Samenwerking om uiteindelijk te komen tot een Europese centrale bank en hij stelt voor een begin te maken met een gemeenschappelijk economisch en monetair beleid.

C. Politieke integratie.

Al deze onderscheiden technieken die werden voorgesteld om te komen tot de douaneunie, het gemeenschappelijk beleid op het gebied van de landbouw, het vervoer, ... en tot de economische en monetaire unie lijken evenwel niet toereikend om als zodanig een politieke unie tot stand te brengen. Zoals door diverse leden is opgemerkt, werd er op economisch en monetair gebied maar weinig voortgang gemaakt.

De integratie die men, zolang de Gemeenschap een voortdurende en relatief evenwichtige groei te zien gaf, op het niveau van het « beheer » wist tot stand te brengen, blijkt in de huidige crisissituatie en naarmate er specifiek politieke vraagstukken rijzen steeds moeilijker te verwezen-

touche à des problèmes spécifiquement politiques. La thèse de la progressivité du processus d'unification basée sur l'intégration économique se heurte à la nécessité de faire un saut « qualitatif » qui soit politique.

Les mesures techniques proposées ci-avant impliquent elles-mêmes une solidarité européenne véritable (par exemple entre les travailleurs et les employeurs de certaines régions allemandes ou belges, de certaines entreprises florissantes, notamment les multinationales qui profitent de l'intégration, d'une part, et les chômeurs et investisseurs du sud de l'Italie et de l'Irlande, d'autre part, et une volonté politique des dirigeants nationaux de réaliser des politiques communes. Les politiques d'ajustement communautaires dont il est question ci-avant, qui doivent pallier à l'inefficacité des politiques nationales dans le cadre d'une union monétaire, nécessitent l'existence d'un pouvoir politique.

L'intégration politique semble donc devoir précéder ou au moins être concomitante à l'intégration économique et monétaire.

Le rapport de M. Tindemans, par l'accent qu'il met sur l'aspect politique du processus de création de l'union européenne, va dans ce sens.

Cette nouvelle étape de l'Europe est délicate parce qu'elle touche aux personnes et au pouvoir qu'elles détiennent sur le plan national.

1. L'évolution des idées sur l'intégration politique.

Il ne suffit pas de dire : « faisons l'Europe » pour transcender le cadre national. Il ne suffit pas de proposer : « créons une Europe fédérale et remettons le pouvoir fédéral à un gouvernement supranational » pour que les gouvernements nationaux s'effacent et que s'établisse une légitimité européenne. L'expérience de vingt ans d'unification européenne nous a appris que ce qui est théoriquement le plus efficace n'est pas, politiquement, le plus praticable ni le plus pertinent.

Dans les années cinquante, la formation d'une Europe fédérale, les Etats-Unis d'Europe, semblait bien l'objectif assigné à la construction européenne. La stratégie d'intégration misait sur un transfert progressif de compétences des Etats nationaux à un organe supranational préfigurant le gouvernement d'un super Etat européen.

Cette évolution vers un super Etat européen a conduit à une impasse. Il est apparu que le modèle fédéral américain n'était pas transposable à une communauté de nations aux traditions diplomatiques et constitutionnelles affirmées. Dans sa phase actuelle, l'unification européenne apparaît moins comme un mouvement provoquant l'effacement des Etats et des gouvernements nationaux que comme un instrument perfectible de leur solidarité. Les responsables politiques ne veulent pas d'un super Etat européen, mais savent que la solidarité européenne est une nécessité. C'est cette double constatation qui doit orienter les perspectives au sujet de l'unité européenne. Le rapport Tindemans porte l'empreinte de cette double constatation qui avait été soulignée en 1972 par Jean Monnet lui-même : « Construire l'Europe, transférer l'autorité, est difficile parce que ceux qui l'ont voulu la garder. Le fédérateur de l'Europe, c'est la nécessité, celle que ressentent les gouvernements, de passer par l'Europe pour résoudre certains problèmes ».

liken. De stelling dat de voortgang van het eenwordingsproces afhankelijk is van de mate van economische integratie, heeft nu als tegenhanger gekregen dat er een « kwalitatieve » sprong moet worden gedaan die van politieke aard is.

De tenuitvoerlegging van de hierboven voorgestelde technische maatregelen vergt eveneens dat er een waarachtige Europese solidariteit is (bijvoorbeeld tussen de werknemers en de werkgevers van sommige Duitse of Belgische gebieden, van sommige bloeiende bedrijven, inzonderheid de multinationals, die de vruchten plukken van de integratie enerzijds en de werklozen en investeerders in Zuid-Italië en Ierland anderzijds), alsmede de politieke wil onder de nationale leiders om een gemeenschappelijk beleid op de diverse deelgebieden in het leven te roepen. Het beleid inzake aanpassing op het communautaire vlak, waarvan hierboven sprake is en dat een antwoord moet geven op het ondoeltreffende beleid op het nationale vlak in het kader van de een monetaire unie, vergt de aanwezigheid van een politiek gezag.

De politieke integratie lijkt derhalve te moeten voortvloeien uit of althans samen te gaan met de economische en monetaire integratie.

Door bij de totstandbrenging van de Europese Unie het accent te leggen op het politieke aspect, beweegt het verslag Tindemans zich in deze richting.

Bij deze nieuwe etappe op de weg van Europa komen delicate aspecten om de hoek kijken, aangezien hierbij personen in het geding zijn alsmede de machtspositie die zij op nationaal vlak bezitten.

1. De ontwikkeling van de denkbeelden over de politieke integratie.

Het volstaat niet te zeggen : « laten we Europa maken » om boven het nationale kader uit te stijgen. Evenmin zal het voorstel om een federaal Europa te scheppen en de federale macht aan een supranationale regering over te dragen, de verdwijning van de nationale regeringen tot gevolg hebben en een Europese legitimiteit doen ontstaan. De ervaring van twintig jaar Europese eenwording heeft ons geleerd dat hetgeen theoretisch het meest doeltreffend is, politiek niet het meest praktische en evenmin het meest afdoende is.

In de vijftiger jaren leek het doel dat men aan de opbouw van Europa stelde wel te zijn de vorming van een federaal Europa, anders gezegd van de Verenigde Staten van Europa. De bij de integratie gevolgde strategie richtte zich op een geleidelijke overdracht van de bevoegdheden van de nationale staten naar een supranationaal orgaan dat als voorbeeld zou dienen van de regering van een Europese superstaat.

Deze ontwikkeling naar een Europese superstaat heeft tot een impasse geleid. Gebleken is dat het Amerikaanse federale model niet overdraagbaar was op een gemeenschap van naties met uitgesproken diplomatieke en constitutionele tradities. In haar huidige fase komt de Europese eenmaking dan ook minder naar voren als een ontwikkeling die een einde maakt aan de nationale staten en regeringen, maar veelmeer als een verder te ontwikkelen instrument van hun solidariteit. De politieke gezagsdragers zijn niet geporteerd voor een Europese superstaat. Zij weten echter dat de Europese solidariteit een noodzakelijkheid is. Het is vanuit deze tweeledige vaststelling dat richting moet worden gegeven aan de Europese eenheid. Het verslag Tindemans draagt hier de sporen van. Jean Monnet zelf heeft er nog onlangs (1972) op gewezen : « Europa opbouwen, het gezag overdragen is moeilijk, want degenen die het gezag hebben, willen het behouden. De federerende factor van Europa is gelegen in de noodzaak — die door de regeringen wordt gevoeld — dat men, om bepaalde problemen te kunnen oplossen, dit niet kan zonder Europa ».

2. La coopération politique européenne.

Dans cette nécessité, il y a le fait que l'Europe doit parler d'une seule voix vis-à-vis du monde extérieur. Le rapport de M. Tindemans l'a bien souligné. L'identité propre de l'Europe dans le concert des nations est à ce prix.

Ainsi donc, comme l'a souligné un membre, une part de plus en plus importante de nos relations extérieures devrait se faire dans le cadre de la Communauté européenne. Ce membre aimerait connaître le bilan de cette politique extérieure de la Communauté et savoir dans combien de cas une prise de position commune a été adoptée et quelle est l'attitude des différents pays à ce sujet. Le Ministre a répondu que la coopération des pays membres de la Communauté dans le domaine de la politique étrangère instaurée en 1970, se développe de telle sorte que la concertation et l'échange d'informations entre les Neuf au sujet de problèmes d'actualité en matière de politique internationale, constituent désormais un élément permanent de leur collaboration. Celle-ci s'étend au niveau des chefs de gouvernements (Conseil européen), à celui des ministres des Affaires étrangères, des directeurs politiques, ainsi que des fonctionnaires des différents ministères des Affaires étrangères.

Bien qu'il ne soit pas encore apparu possible de réaliser une position uniforme des Neuf sur toutes les questions, on peut constater que des attitudes communes sont adoptées par eux dans un nombre croissant de cas.

a) Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C. S. C. E.).

La concertation des Neuf au sujet des problèmes de cette conférence s'est déroulée d'une manière exemplaire. Depuis l'adoption de l'Acte final d'Helsinki, cette coopération des Neuf se poursuit pour l'interprétation de ce document et pour l'identification des initiatives à prendre par les pays de la Communauté, ainsi que des réactions à avoir vis-à-vis de certaines attitudes de l'Est.

Cette coopération a donné ses premiers résultats dans les enceintes de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, à Genève et de l'UNESCO à Paris, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Acte final.

b) Conflit dans le Proche-Orient.

Tous les aspects de ce conflit continuent à retenir l'attention permanente des Neuf. Si ceux-ci ont accueilli avec satisfaction la conclusion d'un deuxième accord de désengagement égypto-israélien le 4 septembre 1975, ils voient avec préoccupation au Liban la guerre civile ravager depuis huit mois un pays avec lequel ils ont des liens anciens et profonds.

Pour sa part, la Belgique a été heureuse de voir la France et le Saint-Siège envoyer chacun au Liban un représentant dans l'espoir de contribuer à un apaisement dont la nécessité et l'importance pour la paix en général sont chaque jour plus manifestes.

c) Le dialogue euro-arabe.

Des réunions d'experts mettant en présence une délégation européenne et une délégation arabe ont été tenues

2. De Europese politieke samenwerking.

Een van de eisen waarvoor Europa is gesteld is, dat het met één stem moet spreken tegenover de buitenwereld. Dat is een punt dat in het verslag Tindemans duidelijk in het licht is gesteld. Het is een primordiale voorwaarde wil Europa zijn eigen identiteit in het concert der volken behouden.

Zoals door een van de leden is opgemerkt, zal derhalve een steeds belangrijker deel van onze buitenlandse betrekkingen zich moeten voltrekken binnen het kader van de Europese Gemeenschap. Het lid zou graag vernemen hoever de Gemeenschap staat met haar buitenlands beleid, in hoeveel gevallen een gemeenschappelijke gedragslijn werd goedgekeurd en welke houding de diverse landen dienaangaande aannemen. De minister antwoordt hierop dat de samenwerking tussen de Lid-Staten van de Gemeenschap op het terrein van de buitenlandse politiek, waarmee in 1970 van start werd gegaan, zover gevorderd is dat het overleg en de uitwisseling van informatie tussen de Negen over actuele problemen in verband met de internationale politiek voortaan een vast onderdeel uitmaakt van hun samenwerking. Deze samenwerking treffen we aan tot op het niveau van de regeringshoofden (Europese Raad), de ministers van buitenlandse zaken, de politieke directeuren, alsmede de ambtenaren van de onderscheiden ministeries van buitenlandse zaken.

Alhoewel een gemeenschappelijke stellingname van de Negen over alle kwesties vooralsnog niet mogelijk is gebleken, kan men toch vaststellen dat er door hen in een groeiend aantal gevallen gemeenschappelijke houdingen zijn ingenomen.

a) Conferentie over de Veiligheid en de Samenwerking in Europa (C. V. S. E.).

De onderlinge verhouding tussen de Negen bij de behandeling van de op deze Conferentie aan de orde zijnde vraagstukken is voorbeeldig geweest. Sedert de goedkeuring van de Slotakte van Helsinki hebben de Negen zich verder gemeenschappelijk opgesteld t.a.v. de interpretatie van dit document en van de vraag welke initiatieven door de landen van de Gemeenschap genomen moeten worden, alsmede van de vraag hoe te reageren op bepaalde houdingen van het Oostblok.

Een eerste resultaat van deze samenwerking is naar voren gekomen in het kader van de Economische Commissie van de Verenigde Naties voor Europa te Genève en die van de UNESCO te Parijs bij de tenuitvoerlegging van de Slotakte.

b) Conflict in het Midden-Oosten.

Dit conflict blijft in al zijn aspecten de voortdurende aandacht van de Negen opeisen. Terwijl zij enerzijds met voldoening het feit hebben begroet dat op 4 september 1975 tussen Egypte en Israël een tweede troepenscheidingsakkoord tot stand kwam, stellen zij anderzijds met zorg vast dat Libanon, een land waarmee ze oude en diepe banden hebben, al sedert acht maanden door een burgeroorlog wordt verwoest.

Van zijn kant is België erover verheugd dat Frankrijk en de Heilige Stoel elk een vertegenwoordiger naar Libanon hebben gestuurd in de hoop bij te dragen tot een ontspanning waarvan de noodzaak en het belang voor de vrede in het algemeen elke dag meer naar voren komt.

c) De Euro-Arabische dialoog.

In juni, juli en november 1975 hadden resp. te Cairo, Rome en Abu Dhabi bijeenkomsten plaats waaraan werd

au Caire en juin, à Rome en juillet et à Abu Dhabi en novembre 1975.

Ces travaux ont permis d'identifier les secteurs où la coopération peut se développer.

Dans les premières semaines de 1976, quelques groupes spécialisés vont être mis au travail en fonction des priorités énoncées. Par ailleurs, certains grands projets ont été soumis au groupe européen qui étudiera dans quelle mesure les Neuf peuvent contribuer à leur réalisation.

Enfin, il y a lieu de remarquer que la commission générale se réunira vraisemblablement à Luxembourg durant le premier semestre de 1976.

d) *Conflit de Chypre.*

Le conflit qui a éclaté à Chypre le 15 juillet 1974 a été pour les Neuf l'occasion d'offrir leurs bons offices pour que des négociations entre les parties soient entreprises et poursuivies. Les diverses démarches que les Neuf ont faites auprès des gouvernements de Chypre, de la Grèce et de la Turquie ont constitué un apport positif dans une situation difficile. Les Neuf se sont souciés de manière constante de ne pas porter atteinte aux efforts de paix du secrétaire général Waldheim.

Par ailleurs, les relations entre la Grèce et la Turquie vues sur un plan plus général, en particulier le problème de la Mer Egée, ont également retenu l'attention des Neuf qui se sont efforcés d'encourager les parties à la modération.

e) *Situation au Portugal.*

Les Neuf se sont mis d'accord sur les modalités de l'octroi d'une aide économique urgente au Portugal pour que ce pays, où la situation semble s'être normalisée, puisse faire face aux difficultés qu'il rencontre sur le plan économique.

f) *Une coopération active est maintenue entre les Neuf au sein des organisations internationales.*

Il n'a pas toujours été possible d'obtenir une attitude commune sur tous les problèmes; quelques points importants de l'ordre du jour de la 30^e Assemblée générale des Nations Unies en sont un exemple. Les Neuf ont néanmoins réussi à donner toujours davantage de contenu à leur concertation et à aboutir ainsi, sur un nombre important de questions, à une position commune.

Un groupe d'experts du Comité politique a formulé une appréciation globale de la coopération des Neuf au cours de la 30^e session de l'assemblée.

Une première note d'appréciation mentionne que la coopération politique européenne durant la 30^e Assemblée générale des Nations-Unies s'inscrit dans la suite logique de la coopération telle qu'elle est pratiquée par les Neuf tout au long de l'année tant au niveau des missions permanentes à New York qu'au sein des organes politiques proprement dits de la coopération européenne (groupes d'experts, comités politiques, comités des ministres, conseil européen).

L'unité européenne aux Nations Unies se manifeste d'une part dans les votes communs et d'autre part, dans des interventions ou des explications de votes communes.

Durant la 30^e assemblée, le pourcentage de votes communs a encore augmenté par rapport à 1974 (65 % en 1975 contre 61 % en 1974); de même, 27 interventions ont été faites au nom des Neuf par la présidence.

deelgenomen door Europese en Arabische delegaties van deskundigen.

Op deze besprekingen is men erin geslaagd aan te geven in welke sectoren de samenwerking zich verder kan ontwikkelen.

In de eerste weken van 1976 zullen enkele gespecialiseerde groepen in het licht van de aangeduide prioriteiten hun werkzaamheden beginnen. Daarnaast werden enkele grote projecten voorgelegd aan de Europese groep, die zal nagaan in hoeverre de Negen tot de verwezenlijking ervan kan bijdragen.

Tenslotte is vermeldenswaard dat de Algemene Commissie waarschijnlijk in het eerste halfjaar van 1976 te Luxemburg zal bijeenkomen.

d) *Het Cypriotische conflict.*

Het conflict dat op 15 juli 1974 in Cyprus uitbrak was voor de Negen aanleiding hun goede diensten aan te bieden met het oog op het tot stand brengen en verder doen verlopen van onderhandelingen tussen de partijen. De diverse stappen die de Negen bij de regeringen van Cyprus, Griekenland en Turkije hebben aangewend, vormden een positieve bijdrage in een moeilijke situatie. Voortdurend zijn de Negen er daarbij op bedacht geweest de vredespogingen van secretaris-generaal Waldheim onverlet te laten.

Ook in een algemener vlak hebben de betrekkingen tussen Griekenland en Turkije, met name het vraagstuk van de Egeïsche Zee, de aandacht gehad van de Negen, die zich hebben beijverd om de partijen tot matiging aan te zetten.

e) *De situatie in Portugal.*

De Negen werden het eens over de wijze van verlening van economische bijstand aan Portugal op korte termijn, opdat dit land, waarin de toestand lijkt te zijn genormaliseerd, het hoofd zou kunnen bieden aan de moeilijkheden welke het op economisch gebied te verwerken heeft.

f) *Ook in het kader van de internationale organisaties wordt tussen de Negen actief verder samengewerkt.*

Het bleek niet altijd mogelijk (tot een gemeenschappelijke stellingname ten aanzien van alle problemen te komen; als zodanig valt te wijzen op enkele belangrijke punten op de agenda van de 30^e Algemene Vergadering van de Verenigde Naties. Niettemin zijn de Negen erin geslaagd steeds meer inhoud te geven aan hun overleg en aldus ten aanzien van een belangrijk aantal vraagstukken tot een gemeenschappelijke positie te komen.

Door een groep deskundigen van het Politieke Comité werd op de 30^e zitting van de Vergadering een algemeen beeld opgehangen van de samenwerking tussen de Negen. De samenwerking tussen de Negen tijdens de 30^e Algemene Vergadering van de Verenigde Naties past volledig in het beeld van de samenwerking zoals die de Negen het hele jaar door, zowel op het niveau van de vaste missies te New York als in het kader van de politieke organen in eigenlijke zin van de Europese samenwerking (groepen van deskundigen, politieke comités, comités van de ministers, Europese Raad), te zien hebben gegeven.

De Europese eenheid in de Verenigde Naties komt tot uiting zowel in de gelijkgerichtheid bij de stemmingen als in de interventies en toelichtingen op deze stemmingen.

Tijdens de 30^e Vergadering is het aantal keren dat men zich eenparig uitsprak vergeleken met 1974 procentueel nog toegenomen (65 % in 1975 tegenover 61 % in 1974); ook werd tijdens dezelfde zitting door de voorzitter 27 maal het woord gevoerd namens de Negen.

Néanmoins, si on peut se réjouir du fait que certaines prises de position communes ont été exprimées sans arrière-pensée, dans un certain nombre de cas comme dans la question de Corée, dans celle de Chypre ou sur le problème du Chili, il ne faut pas se cacher certaines évidences : sur certains problèmes essentiels, l'Europe s'est divisée.

Il s'agit, entre autres, de la question du Moyen Orient, du problème de la Palestine, de celui des sanctions contre la Rhodésie, des problèmes de l'apartheid et de la Namibie, sans compter ceux du désarmement. Sur tous ces problèmes, il faut constater qu'une approche nationale différente n'a pas encore permis aux Neuf de se prononcer d'une même voix.

Le rapporteur se demande également pourquoi les Neuf n'ont pas réagi plus vite en face de la situation en Angola, afin de déterminer un point de vue commun.

D'autre part, il trouve regrettable que des positions communes si difficiles à obtenir, soient à nouveau battues en brèche, au sein de l'O. C. D. E. où les Etats membres se remettent à jouer isolément. L'O. C. D. E. ne peut pas être le lieu où se rompt une solidarité européenne conquise après de longs efforts.

3. L'élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct et le renforcement des pouvoirs de l'Assemblée.

Parce qu'elle peut permettre un « saut qualitatif » qui soit politique, la décision prise par les neuf chefs d'Etat ou de gouvernement de la Communauté d'arriver à un accord pour que soient élus au suffrage universel direct les membres du Parlement européen, est une des plus importantes prises par la Communauté.

D'une part, elle va dans le sens d'une meilleure légitimation démocratique des communautés et, d'autre part, elle doit conduire à une amélioration qualitative des mécanismes institutionnels de la Communauté.

Toutefois, il ne faut pas se dissimuler que pareille décision est lourde de conséquences car, non seulement elle obligera les partis politiques à s'organiser sur le plan européen, mais elle mettra rapidement en question le problème des compétences existant entre les parlements nationaux et le Parlement européen.

Il est évident que le transfert des compétences ne se fera pas du jour au lendemain, mais il faudra veiller à ce que les liens existant entre les parlements nationaux et le Parlement européen soient beaucoup plus étroits que dans le passé.

Il est regrettable qu'au cours des années écoulées, trop peu de contacts ont été établis et on doit reconnaître que les parlements nationaux sont peut-être responsables eux-mêmes de la situation existante, car les parlementaires désignés pour représenter les différents Etats au Parlement européen étaient en fait mandatés par leurs collègues nationaux.

Dans ce contexte, on ne peut pas dire que les relations qui doivent normalement exister entre des mandants et des mandataires aient évolué au mieux.

A partir du moment où les parlementaires européens seront élus directement par le suffrage universel, les liens juridiques prévus à l'article 138, alinéa 1, du Traité de Rome n'existeront plus.

Ook al is er dus reden om verheugd te zijn dat in een aantal gevallen, zoals de kwesties Korea, Cyprus of Chili, gemeenschappelijke standpunten konden worden ingenomen zonder terughoudendheid, dan mag men zich aanderzijds geen illusies maken : over bepaalde fundamentele vraagstukken is Europa verdeeld.

Als zodanig kunnen worden genoemd de kwestie van het Midden-Oosten, het vraagstuk Palestina, dat van de sancties tegen Rhodesië, het probleem van de apartheid en van Namibië, om nog maar niet te spreken van dat van de ontwapening. Ten aanzien van al deze problemen moet worden geconstateerd dat, als gevolg van de uiteenlopende benadering door de nationale landen, de Negen er nog niet in zijn geslaagd zich unaniem op te stellen.

De verslaggever vraagt zich ook af waarom de Negen niet sneller hebben gereageerd ten aanzien van de situatie in Angola met het oog op het formuleren van een gemeenschappelijk standpunt.

Anderzijds vindt hij het betreurenswaardig dat, waar het al zo moeilijk was tot gemeenschappelijke stellingnamen te komen, deze toch weer werden ondergraven in de O. E. S. O. waarin de Lid-Staten zich weer geïsoleerd gaan opstellen. De O. E. S. O. mag, volgens hem, niet de plaats zijn waar de zo moeizaam verworven Europese solidariteit wordt verbroken.

3. De rechtstreekse algemene verkiezing van de leden van het Europese Parlement en de versterking van de bevoegdheden van de Vergadering.

Door de « kwalitatieve (politieke) sprong » die erdoor mogelijk wordt gemaakt, is het besluit van de negen regeringsleiders en staatshoofden van de Gemeenschap om een akkoord te bereiken met het oog op de rechtstreekse algemene verkiezing van de leden van het Europese Parlement een van de belangrijkste die door de Gemeenschap werden genomen.

Voorts zal dit besluit het democratische karakter van de Gemeenschappen versterken en tevens leiden tot een kwalitatieve verbetering van het institutionele apparaat van de Gemeenschap.

Men dient echter wel te beseffen dat de gevolgen van een dergelijk besluit ingrijpend zijn, want niet alleen zullen hierdoor de politieke partijen verplicht zijn zich op Europees niveau te gaan organiseren, ook zal zich nu snel het probleem aandienen hoe de verhouding moet zijn tussen de bevoegdheden van het Europese Parlement en die van de nationale parlementen.

Het is overigens wel duidelijk dat de overdracht van bevoegdheden niet van vandaag op morgen zal gebeuren. Wel moet erop worden toegezien dat de bestaande banden tussen de nationale parlementen en het Europese Parlement veel nauwer worden dan ze zijn geweest.

Het valt te betreuren dat er in de afgelopen jaren te weinig contacten werden gelegd en het moet worden erkend dat de nationale parlementen wellicht zelf verantwoordelijk zijn voor de bestaande toestand, want de parlementsleden die werden aangewezen om hun land in het Europese Parlement te vertegenwoordigen waren in feite gemandateerd door hun nationale collega's.

Derhalve kan men niet zeggen dat de verhouding die normaal moet bestaan tussen opdrachtgevers en gemandateerden, zich optimaal heeft ontwikkeld.

Wanneer de Europese parlementsleden reeds via algemene verkiezingen zullen worden verkozen, komen de juridische banden bedoeld in artikel 138, lid 1, van het Verdrag van Rome te vervallen.

Il sera nécessaire cependant de mettre au point des procédures qui permettront de garder les contacts entre nos institutions parlementaires.

Sur le plan de l'équilibre institutionnel communautaire, il faudra faire preuve d'imagination car il est difficilement concevable qu'une assemblée élue au suffrage universel direct n'ait qu'un rôle essentiellement consultatif.

Dans le cadre d'une construction communautaire qui échappe aux schémas habituels de nos droits constitutionnels, la meilleure solution devra être trouvée pour que les décisions à prendre le soient avec efficacité et dans le respect de nos principes démocratiques. A cet égard, le rapport de M. Tindemans a lancé le débat sur la possibilité de donner un droit d'initiative au Parlement européen.

Cette suggestion rencontre une certaine opposition qui adopte le point de vue que la commission est seule à pouvoir proposer.

M. Tindemans est convaincu que le Parlement, une fois élu directement, prendra ses pouvoirs. Actuellement, il ne désire pas que le Parlement se voie accorder un pouvoir législatif parce que la constitution d'un gouvernement européen est exclue dans les circonstances présentes.

Le Comité économique et social dispose déjà d'un pouvoir d'initiative.

Par ailleurs, il convient de souligner, d'une part, la portée croissante des pouvoirs budgétaires de l'assemblée tels qu'ils ont été effectivement exercés lors de l'établissement du budget pour 1976 dans le cadre de l'article 203 du Traité de Rome et, d'autre part, les améliorations apportées à celui-ci par le traité portant renforcement des pouvoirs budgétaires du Parlement européen et création d'une cour des comptes européenne, soumis en ce moment à la ratification du Parlement belge.

Il ne faut pas non plus se dissimuler les difficultés qui doivent encore être surmontées pour mettre en œuvre la décision de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct.

A la réunion du Conseil européen à Rome, les 1^{er} et 2 décembre 1975, le Royaume-Uni et le Danemark ont en effet émis des réserves à ce sujet; un membre estime que ce manque d'accord risque d'hypothéquer définitivement l'Europe.

D'autres ont souligné que le refus du Danemark par exemple, est peut-être fondé sur une appréciation de la Communauté européenne tout à fait différente de celle des autres partenaires; le gouvernement de ce pays semble ne pas vouloir élargir les pouvoirs du Parlement européen.

Si le gouvernement danois ne veut pas d'une Europe politique, il sera très difficile de le faire changer d'avis.

Rien n'empêcherait cependant que l'élection européenne ait lieu dans les autres pays, en attendant d'être rejoints par les Etats réticents.

Des décisions doivent aussi être prises en ce qui concerne le système électoral qui sera adopté.

La décision du Conseil européen de décembre 1975 a entraîné la mise au point par les Neuf de la convention nécessaire pour la mise en œuvre de l'article 138, alinéa 3, du Traité de Rome. Il est bien entendu qu'il s'agit d'une convention transitoire dans laquelle il sera prévu que l'organisation des élections se fera en vertu de la législation na-

Wel zullen procedures moeten worden ontwikkeld om de contacten tussen onze parlementaire instellingen te laten voortbestaan.

M.b.t. het evenwicht tussen de communautaire instellingen zal de nodige verbeeldingskracht moeten worden opgebracht; het is immers moeilijk denkbaar dat een vergadering die via rechtstreekse algemene verkiezingen tot stand is gekomen, slechts een hoofdzakelijk adviserende rol heeft.

Bij een communautaire opbouw die zich onttrekt aan de gebruikelijke schema's van het constitutionele recht van onze Lid-Statens, zal de beste oplossing moeten worden gevonden opdat bij de besluiten die moeten worden getroffen met doeltreffendheid en met naleving van onze democratische beginselen wordt tewerk gegaan. Wat dit betreft heeft het verslag Tindemans de discussie op gang gebracht over de mogelijkheid tot het verlenen van een initiatiefrecht aan het Europese Parlement.

Dit voorstel ondervindt enige tegenstand van de zijde van degenen die van oordeel zijn dat de Commissie als enige de bevoegdheid bezit om voorstellen te doen.

De heer Tindemans is ervan overtuigd dat, als het Parlement eenmaal rechtstreeks verkozen zal zijn, het zich zijn bevoegdheden zal toeëigenen. Vooralsnog wenst hij niet dat aan het Parlement wetgevende bevoegdheid wordt toegekend; in de huidige omstandigheden is de vorming van een Europese Regering immers uitgesloten.

Het Economisch en Sociaal Comité beschikt reeds over initiatiefbevoegdheid.

Voorts moet worden gewezen enerzijds op de groeiende betekenis van de budgettaire bevoegdheden van de vergadering, zoals die daadwerkelijk werden uitgeoefend bij het opmaken van de begroting voor 1976 in het kader van artikel 203 van het Verdrag van Rome, en anderzijds op de verbeteringen die hierin zijn aangebracht door het verdrag houdende versterking van de budgettaire bevoegdheden van het Europese Parlement en instelling van een Europees Rekenhof, dat thans ter bekrachtiging is voorgelegd aan het Belgische Parlement.

Men mag evenmin de moeilijkheden onderschatten die nog overwonnen moeten worden om het besluit tot verkiezing van het Europese Parlement via rechtstreekse algemene verkiezingen ten uitvoer te leggen.

Op de bijeenkomst van de Europese Raad te Rome op 1 en 2 december 1975 werd door het Verenigd Koninkrijk en Denemarken dienaangaande voorbehoud gemaakt; het gevaar bestaat, aldus een van de leden, dat dit ontbreken van eensgezindheid een definitieve hypotheek zou kunnen leggen op Europa.

Anderen wezen erop dat de weigering van bijvoorbeeld Denemarken wel eens terug te voeren zou kunnen zijn op een evaluatie van de Europese Gemeenschappen die volledig afwijkt van die van de andere partners; de Deense regering lijkt geen voorstander te zijn van een uitbreiding van de bevoegdheden van het Europese Parlement.

Indien de Deense regering gekant is tegen een politiek Europa, zal het zeer moeilijk zijn haar van idee te doen veranderen.

Er is echter geen enkel beletsel dat, in afwachting dat de Staten die nu nog niet geneigd zijn mee te gaan, zich positief gaan opstellen, de verkiezing van het Europese Parlement in de andere landen wordt gehouden.

Ook ten aanzien van het bij de verkiezing te volgen stelsel moeten beslissingen worden genomen.

Als uitvloeisel van het besluit van de Europese Raad van december 1975 wordt door de Negen de voor de tenuitvoerlegging van artikel 138, derde lid, van het Verdrag van Rome noodzakelijke overeenkomst uitgewerkt. Uiteraard gaat het hier enkel om een overgangsovereenkomst waarin zal worden bepaald dat de organisatie van de verkiezingen zal

tionale. Selon M. Tindemans, si elle est souhaitable, l'adoption d'un système électoral semblable dans tous les Etats est cependant irréalisable immédiatement.

Le président luxembourgeois a déjà convoqué dans le courant de la première semaine de janvier, le groupe d'experts chargé de mettre au point le projet de convention. Il va de soi que celui-ci sera soumis à l'approbation parlementaire.

En France, le Parlement national pourrait soumettre le projet de convention relative à l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen à l'appréciation du Conseil constitutionnel.

Dans un même temps, il y aura lieu de soumettre également à l'approbation parlementaire un projet de loi tendant à apporter au code électoral belge des adaptations qui seront nécessaires pour l'organisation de ces élections.

Le Gouvernement examinera cette question de très près avec les commissions parlementaires compétentes. Le travail de préparation au niveau interdépartemental est déjà en cours. Un des gros problèmes restant à débattre est celui de la détermination des arrondissements électoraux.

A ce stade, le Ministre estime qu'il est prématuré de vouloir se pencher sur les problèmes que soulève l'organisation d'un système électoral unique qui, au titre du projet Patijn, seule formule praticable selon M. Tindemans, n'est prévu que dans la phase ultérieure.

Pour 1978, en effet, l'organisation des élections se fera sur une base nationale, avec néanmoins un certain nombre de critères communs sur le plan notamment des incompatibilités, des liens avec les parlements nationaux, de la date, etc.

M. Tindemans estime que ces élections devraient avoir lieu le même jour dans tous les Etats membres.

Un membre se demande notamment si ces élections vont pouvoir influencer sur le système politique de l'Europe, notamment par la généralisation du système électoral proportionnel.

A la question de savoir quelles répercussions la décision du Conseil européen de décembre 1975 a eues dans l'opinion des Etats membres, le Ministre fait remarquer qu'à l'appui des informations reçues, les réactions sont en général positives. Il va de soi que pareilles modifications dans les habitudes et les conceptions européennes ont suscité des réactions d'opposition qui, bien souvent, ne font que renouveler des objections déjà anciennes, mais qui néanmoins donnent à penser que l'approbation du projet au niveau européen se heurtera à des difficultés qu'il serait dangereux de vouloir sous-estimer.

Un membre demande quelle est l'attitude du Gouvernement vis-à-vis des activités internationales des partis politiques belges et s'il ne pourrait y avoir information et aide réciproques.

Le Ministre répond que pour qu'un dialogue suivi et intéressant puisse se développer entre le pouvoir exécutif et le Parlement, il est nécessaire que le Gouvernement, d'une part, fournisse les informations souhaitées et que, d'autre part, les parlementaires et les partis politiques consacrent une réflexion personnelle aux problèmes traités. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine de la politique extérieure qui se caractérise par une multiplicité de problèmes que le temps dont dispose le Parlement ne permet pas toujours d'évoquer.

geschieden op grond van de nationale wetgeving. Naar de mening van de heer Tindemans is het weliswaar wenselijk dat in alle Lid-Statens een gelijkaardig kiesstelsel wordt ingevoerd op korte termijn is dat echter niet verwezenlijkbaar.

De Luxemburgse voorzitter heeft reeds in de eerste week van januari de groep van deskundigen die is belast met het opstellen van de ontwerp-overeenkomst bijeengeroepen. Het spreekt vanzelf dat dit ontwerp aan het Parlement ter goedkeuring zal worden voorgelegd.

In Frankrijk zou het Nationale Parlement de ontwerp-overeenkomst betreffende de algemene en rechtstreekse verkiezing van het Europees Parlement aan de « Conseil constitutionnel » kunnen overmaken.

Terzelfder tijd zal eveneens ter parlementaire goedkeuring moeten worden voorgelegd een wetsontwerp tot aanpassing van het Belgisch kieswetboek met het oog op de organisatie van deze verkiezingen.

De Regering zal, samen met de bevoegde parlementaire commissies, deze kwestie van zeer nabij volgen. Reeds worden op interdepartementaal vlak de voorbereidende werkzaamheden verricht. De afbakening van de kiesarrondissementen blijft daarbij een van de moeilijkst op te lossen problemen.

In het huidige stadium is het volgens de Minister echter nog te vroeg om zich reeds bezig te houden met de vraagstukken in verband met de organisatie van een uniform kiesstelsel dat krachtens het plan Patijn — volgens de heer Tindemans de enige hanteerbare oplossing — eerst in een verderliggende fase in uitzicht is gesteld.

Voor 1978 zal de organisatie van de verkiezingen immers op een nationale basis plaatsvinden, zij het met een aantal gemeenschappelijke criteria ten aanzien van met name de onverenigbaarheden, de banden met de nationale parlements, het tijdstip enz.

De heer Tindemans is van oordeel dat deze verkiezingen in alle landen op dezelfde dag moeten worden gehouden.

Een lid vraagt zich af of deze verkiezingen van invloed kunnen zijn op het politieke systeem in Europa, met name door de eraan verbonden veralgemeende invoering van het evenredig kiesstelsel.

Naar aanleiding van de vraag naar de weerslag van het besluit van de Europese Raad van december 1975 op de publieke opinie van de Lid-Statens, geeft de Minister te kennen dat, afgaande op de informatie die is binnengekomen, de reacties in het algemeen positief waren. Het is duidelijk dat dit soort wijzigingen in de Europese gewoonten en opvattingen ook tegengestelde reacties heeft opgeroepen, die veelal niet méér behelzen dan een herhaling van reeds vroeger geuite bezwaren, maar niettemin de gedachte doen opkomen dat de goedkeuring van het ontwerp op Europees niveau niet zonder moeilijkheden zal verlopen en dat het gevaarlijk zou zijn die te onderschatten.

Een van de leden stelt de vraag welke de houding is van de Regering ten aanzien van de internationale activiteiten van de Belgische politieke partijen en of het niet mogelijk zou zijn dat men tot wederkerige informatie en bijstand zou komen.

De Minister antwoordt dat een voortdurende en interessante dialoog tussen de uitvoerende macht en het Parlement veronderstelt dat de Regering de gewenste informatie ter beschikking stelt en dat de parlementsleden en de politieke partijen zich persoonlijk over de behandelde vraagstukken beraden. Dit geldt inzonderheid voor het buitenlands beleid; de problemen die op dit terrein aan de orde komen, zijn zo menigvuldig dat het niet altijd mogelijk is ze in de aan het Parlement toegemeten tijd te behandelen.

Il est également tout à fait logique que les partis politiques souhaitent entretenir des relations avec les partis d'autres pays, dans le cadre de la construction européenne et dans le contexte de la détente ou même dans celui des relations avec les pays en voie de développement.

Pour pouvoir donner les informations que pourraient souhaiter les partis, il convient également que ceux-ci fournissent au département des Affaires étrangères des informations concernant le moment de leurs déplacements et les sujets sur lesquels ils souhaiteraient obtenir une documentation.

Le Ministre a donné des instructions pour que, automatiquement, dès la réception de cette information, les services compétents de son département fournissent toute documentation utile aux parlementaires qui le souhaitent. De même, nos représentants à l'étranger s'emploieront à faciliter le séjour des parlementaires ou des membres de partis en visite.

D. Les autres institutions.

1. Le Conseil européen.

Ainsi que l'a souligné M. Tindemans, ce dont l'Europe a aujourd'hui le plus besoin, c'est d'une autorité.

Dans les circonstances actuelles, le Conseil européen peut être cette autorité. Il doit avoir comme mission de définir les secteurs où une politique commune est exigée (par exemple à la Conférence Nord-Sud), avec l'engagement d'accepter les conséquences de l'objectif commun, c'est-à-dire notamment en remplaçant la règle de l'unanimité par celle de la majorité.

Ce conseil pourrait déléguer des compétences, des missions spéciales. Tous les premiers ministres ne sont pas nécessairement compétents en matière internationale, mais rien n'empêcherait que l'un ou l'autre soit chargé de missions particulières (exemple : négociation U. S. A., pétrole...).

L'idée de la constitution d'un directoire européen est repoussée dans huit pays.

2. La Commission.

Dans son rapport, M. Tindemans ne désire pas affaiblir l'autorité de la Commission, ainsi que d'aucuns l'ont interprété, bien au contraire. Il reste fidèle à la philosophie du traité et affirme que la Commission doit parler au nom de l'Europe.

En proposant que le président de la Commission soit désigné désormais par le Conseil européen et que cette désignation soit soumise à l'approbation du Parlement européen, il préconise le renforcement de l'autorité de la personne et de la fonction du président.

M. Tindemans estime que, provisoirement, la Commission ne doit pas être désignée par le Parlement européen, car dans ce cas, on aboutirait vraisemblablement à une désignation faite par la majorité du Parlement, c'est-à-dire sans respect du pluralisme nécessaire.

Les membres de la Commission seraient ainsi désignés par le président en accord avec le Conseil. Le président aurait plus d'autorité sur les commissaires; il pourrait établir un meilleur équilibre entre leurs tendances et leurs compétences.

Het is ook volmaakt logisch dat de politieke partijen betrekkingen willen onderhouden met de partijen van andere landen, in het kader van de Europese opbouw, tegen de achtergrond van de ontspanning of van de betrekkingen met de ontwikkelingslanden.

Ten einde de inlichtingen waarover de partijen eventueel zouden willen beschikken te kunnen doorgeven, is het eveneens nodig dat deze laatsten het departement van buitenlandse zaken inlichten over het tijdstip van hun verplaatsingen en over de onderwerpen waarover zij documentatie zouden willen verkrijgen.

De Minister heeft aanwijzingen gegeven opdat zodra deze informatie binnenkomt, de bevoegde diensten van zijn departement automatisch alle nuttige documentatie verstrekken aan de parlementsleden die zulks wensen. Ook zullen onze vertegenwoordigers in het buitenland alles in het werk stellen om het verblijf van de parlementariërs en leden van partijen, die aldaar op bezoek zijn, zo goed mogelijk te laten verlopen.

D. De andere instellingen.

1. De Europese Raad.

Waar Europa thans het meest behoefte aan heeft, en de heer Tindemans heeft er duidelijk op gewezen, is aan een gezagsorgaan.

Onder de huidige omstandigheden kan de Europese Raad als een dergelijk gezagsorgaan fungeren. Het moet tot zijn taak behoren de sectoren aan te duiden waarin een gemeenschappelijk beleid vereist is (bijvoorbeeld op de Noord-Zuid Conferentie), en er zich daarbij toe verplichten de gevolgen te aanvaarden van de gemeenschappelijke doelgerichtheid, met name door de vervanging van de unanimité-regel door de meerderheidsregel.

Deze Raad zou speciale bevoegdheden en opdrachten kunnen delegeren. Niet alle eerste ministers zijn noodzakelijkerwijze bevoegd op internationaal gebied, maar er is niets op tegen dat de een of de ander onder hen zou worden belast met bijzondere opdrachten (bv. onderhandelingen met U. S. A., aardolie...).

De gedachte om een Europees Directorium op te richten wordt door acht van de landen afgewezen.

2. De Commissie.

De heer Tindemans heeft in zijn verslag niet de bedoeling gehad het gezag van de Commissie af te zwakken, zoals door sommigen wel is uitgelegd, wel integendeel. Hij blijft trouw aan de opzet van het verdrag en bevestigt dat de Commissie moet spreken uit naam van Europa.

Met zijn voorstel om de voorzitter van de Commissie voortaan te laten benoemen door de Europese Raad en die aanwijzing aan het Europese Parlement ter goedkeuring te laten voorleggen, bepleit hij de versterking van de gezagspositie van de persoon en het ambt van de voorzitter.

Naar het oordeel van de heer Tindemans mag de Commissie voorlopig nog niet door het Europese Parlement worden aangewezen, want in dat geval zou men waarschijnlijk terecht komen in een situatie waarin die aanwijzing geschiedt door de meerderheid van het Parlement, m.a.w. zonder dat het noodzakelijke pluralisme in acht wordt genomen.

De leden van de Commissie zouden dan worden aangewezen door de voorzitter in overleg met de Raad. De voorzitter zou dan meer gezag hebben over de commissie-leden; hij zou ook een beter evenwicht kunnen tot stand brengen tussen de door de commissieleden gevolgde oriëntaties en hun bevoegdheden.

3. La coordination de la politique européenne au sein des Etats.

On se plaint beaucoup de l'anarchie actuelle au niveau des gouvernements nationaux dans lesquels chaque ministre spécialisé défend une politique qui n'est pas suffisamment concertée avec celle de ses collègues.

M. Tindemans propose que cette coordination des affaires européennes se fasse via le Ministère des Affaires étrangères.

E. Conséquences d'un élargissement éventuel de la Communauté.

Parallèlement au problème que soulève la réalisation de l'union européenne, la Communauté se trouvera confrontée avec le problème de son élargissement à d'autres Etats européens à structure démocratique.

Ce thème est indéniablement extrêmement difficile. Il est clair toutefois que les difficultés qu'on rencontrera ne constituent pas un argument valable pour refuser à des pays européens, qui ont les mêmes structures démocratiques et ont opté également pour l'intégration européenne, de participer au mouvement d'intégration, s'ils sont à même de faire face aux obligations qui en découlent.

Le 9 février 1976, le Conseil des ministres des Communautés s'est prononcé favorablement sur la demande d'adhésion de la Grèce; il aura dès lors à définir, durant les prochains mois, les conditions mutuellement acceptables pour permettre cette adhésion.

Le problème est dès lors posé concrètement et devra être résolu parallèlement au renforcement des institutions et à la réalisation progressive de l'union européenne, en se basant sur le schéma proposé par le Premier Ministre belge dans son rapport.

Le problème de l'élargissement est délicat mais, dans le contexte international qui est le nôtre, il sera vraisemblablement très difficile de ne pas amener l'Europe aux limites géographiques qui sont les siennes.

V. — RELATIONS INTERNATIONALES REGIONALES.

La position de la Belgique et des pays industriels vis-à-vis du reste du monde, traitée dans le chapitre II, est déterminante pour les évolutions à long terme et pour la sécurité et la prospérité de nos populations.

Les rapports Est-Ouest, traités dans le chapitre III, sont à court terme déterminants pour notre sécurité.

La constitution de l'Europe des Neuf, traitée dans le chapitre IV, est déterminante pour l'avenir économique et politique de notre pays dans les prochaines années, et pour l'équilibre de nos relations tant vis-à-vis du reste du continent européen que des Etats-Unis.

Toutefois, les problèmes qui se posent chaque jour et la réalité géographique de notre petit pays créent une série de problèmes internationaux très concrets, et qui se manifestent davantage dans la vie quotidienne des citoyens, des communautés et régions qui composent notre pays.

3. De coördinatie van het Europees beleid in de onderscheiden Lid-Statens.

Er zijn heel wat klachten over de anarchie die momenteel in de nationale regeringen kan worden aangetroffen, waarin het beleid dat door elk gespecialiseerde minister wordt gevoerd niet voldoende is afgestemd op het beleid dat door zijn collega's-ministers wordt gevolgd.

De heer Tindemans stelt voor dat deze coördinatie van de Europese zaken zou gebeuren via het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

E. Gevolgen van een eventuele uitbreiding van de Gemeenschap.

Parallel met het vraagstuk van de totstandkoming van de Europese Unie, is er een ander probleem waarmee de Gemeenschap zal worden geconfronteerd, nl. haar uitbreiding met andere Europese Staten met een democratische structuur.

Het betreft hier ontegensprekelijk een uiterst moeilijk thema. Toch is het duidelijk dat de moeilijkheden die naar voren zullen komen geen geldig argument vormen om Europese landen, die dezelfde democratische structuren hebben en die eveneens hebben gekozen voor de Europese integratie, te weigeren aan het integratieproces deel te nemen, indien zij althans in staat zijn aan de eruit voortvloeiende verplichtingen te voldoen.

Op 9 februari 1976 heeft de Raad van Ministers van de Gemeenschappen zich gunstig uitgesproken over het verzoek tot toetreding van Griekenland; hij zal derhalve in de komende maanden de wederzijds aanvaardbare voorwaarden moeten vaststellen om deze toetreding ook mogelijk te maken.

Hiermee heeft het probleem derhalve een concrete vorm gekregen; het zal tegelijk met het vraagstuk van de versterking van de instellingen en de geleidelijke totstandbrenging van de Europese Unie moeten worden geregeld aan de hand van het schema dat door de Belgische Eerste Minister in zijn verslag wordt voorgesteld.

Het probleem van de uitbreiding is een netelig vraagstuk, maar binnen het internationale kader waarin wij leven is er waarschijnlijk geen andere weg dan Europa te voeren tot zijn eigen geografische begrenzingen.

V. — GEWESTELIJKE INTERNATIONALE BETREKKINGEN.

Het standpunt van België en de industrielanden ten opzichte van de overige wereld, dat in het tweede hoofdstuk is behandeld, speelt een beslissende rol in de ontwikkeling op lange termijn en de veiligheid en de welvaart van onze bevolking.

De Oost-West-betrekkingen, die in het derde hoofdstuk ter sprake kwamen, bepalen onze veiligheid op korte termijn.

De totstandkoming van het Europa van de Negen, waarover in het vierde hoofdstuk werd gesproken, is van beslissende betekenis voor de economische en politieke toekomst van ons land in de eerstvolgende jaren, alsook voor het evenwicht in onze betrekkingen, zowel met het overige Europese vasteland, als met de Verenigde Staten.

De problemen van alledag en de geografische gegevenheid van ons kleine landje doen evenwel een aantal zeer concrete internationale problemen rijzen, die in het alledaagse leven van de staatsburgers, alsook van de gemeenschappen en de gewesten waaruit ons land bestaat, meer tot uiting komen.

Nous vivons dans le cadre de l'Europe du Nord-Ouest avec des voisins très proches, dont l'évolution est concrètement liée à la nôtre, que ce soit dans le domaine des relations de personnes, de culture ou d'aménagement de territoire, dans la perception concrète des frontières et de leur progressive et nécessaire suppression, dans l'ambiance générale de notre prospérité économique et dans l'essentiel de notre commerce extérieur.

La Belgique a l'avantage d'être ainsi placée au cœur d'une des trois zones de grande activité économique et de haut standing de vie dans le monde.

La forte densité de population dans cette zone lui donne également des caractéristiques propres, qui rendent particulièrement intenses les relations avec ses proches voisins.

La problématique des relations internationales avec nos voisins immédiats est non seulement plus intense pour notre pays et pour chacun de ses citoyens, mais elle a également davantage d'implications internes.

En effet, si vis-à-vis du monde entier, tous les Belges sont dans une situation totalement identique, s'il en va de même dans les relations Est-Ouest et, avec quelques nuances, en ce qui concerne l'intégration européenne, par contre les problèmes de la région dont nous faisons partie sont ressentis différemment, parce que beaucoup plus proches de notre petit pays, dont toutes les régions sont près des frontières et parce qu'évidemment les Belges sont dans des proximités géographiques et culturelles différentes avec les pays immédiatement voisins.

Cela rend les problèmes d'organisation politique de ces relations tout à fait naturelles un peu plus délicats, mais nullement néfastes, pour autant qu'ils soient abordés avec à la fois un sens des réalités, des différences et du relatif qui doivent permettre à notre Etat de poursuivre, à côté des politiques d'ensemble qui concernent de la même manière tous les citoyens belges, des politiques particulières qui répondent plus précisément aux aspirations et aux problèmes concrets de certaines parties de la population; néanmoins, les autres ne doivent pas se sentir oubliés parce que leurs problèmes ne seraient pas traités, ou entraînés de force dans une problématique par laquelle ils ne sont nullement concernés.

A. Relations belgo-luxembourgeoises.

Le Grand-Duché de Luxembourg est l'Etat voisin qui nous est le plus proche dans son entièreté.

Si l'on oublie trop souvent en Belgique de mentionner l'Union économique belgo-luxembourgeoise quand on cite les chiffres de notre commerce extérieur commun, il faut souligner le bon fonctionnement de cette union qui date de 1921 et a été renouvelée en 1971.

Outre nos relations amicales et confiantes sur le plan européen et mondial, il est avantageux pour l'ensemble de la Belgique d'entretenir des relations similaires qui se manifestent dans les attitudes, mais aussi dans la coopération concrète au sens des organisations internationales, avec un Etat voisin pleinement souverain, mais lié à notre pays par la situation géographique par un traité et par une attitude politique commune. L'avantage de cette proximité a été particulièrement sensible ces derniers mois, lorsque le Premier Ministre du Grand-Duché de Luxembourg a occupé successivement la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies et ensuite du Conseil des ministres de la Communauté européenne.

Toutefois, des problèmes typiquement frontaliers se posent également. Interrogé à ce sujet, le Ministre a répondu ce qui suit :

Wij leven in het kader van Noordwest-Europa samen met buurlanden, die zeer dicht bij ons staan, waarvan de ontwikkeling concreet met de onze samenhangt, zowel op het gebied van persoonlijke en culturele betrekkingen, inzake ruimtelijke ordening, waarin aan den lijve wordt ondervonden dat er grenzen bestaan, die geleidelijk afgeschaft moeten worden, als in de algemene sfeer van onze economische welvaart en het wezen van onze buitenlandse handel.

België heeft het voorrecht zich zo in het hartje te bevinden van een van de drie zones in de wereld met een grote economische bedrijvigheid en een hoge levensstandaard.

De hoge bevolkingsdichtheid in die zone brengt eigen kenmerken mee, waardoor de betrekkingen met de naaste bureu zeer druk zijn.

De problematiek van de internationale betrekkingen met onze naaste bureu is niet alleen omvangrijker voor ons land en ieder van zijn onderhorigen, maar ook de interne weerslag ervan is groter.

Terwijl immers alle Belgen zich in een volkomen identieke situatie bevinden ten aanzien van de wereld in zijn geheel, en dit ook geldt voor de Oost-West-betrekkingen en de Europese eenwording, enkele nuances niet te na gesproken, worden daarentegen de problemen van het gewest waartoe wij behoren, verschillend aanvoeld, doordat zij dichterbij ons landje staan, waarvan geen gewest ver van de grenzen verwijderd is, en alle Belgen natuurlijk in een verschillende geografische en culturele nabuurschap met de naaste buurlanden leven.

Daardoor worden de problemen van de politieke regeling van die heel natuurlijke betrekkingen wat kieser. Maar dat hoeft geen ramp te zijn, als zij maar aangepakt worden met werkelijkheidszin en tevens met het vermogen om te onderscheiden en te relativiseren. Dat moet ons land in staat stellen, naast een gezamenlijk beleid dat alle Belgische staatsburgers op dezelfde manier aangaat, een bijzonder beleid te voeren, dat beter is afgestemd op de verzuchtingen en de concrete problemen van sommige delen van de bevolking. Toch mogen de overigen zich niet verwaarloosd achten, als hun problemen er niet aan te pas komen of meegesleept worden in een problematiek waarbij zij zich geenszins betrokken voelen.

A. Belgisch-Luxemburgse betrekkingen.

Het Groothertogdom Luxemburg is de buurstaat die in zijn geheel het dichtst bij ons staat.

Hoewel in België maar al te dikwijls wordt vergeten de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie te vermelden, als het om de cijfers van onze gemeenschappelijke buitenlandse handel gaat, moeten wij de goede werking van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, die in 1921 tot stand kwam en in 1971 werd vernieuwd, onderstrepen.

Ongeacht de op vriendschap en vertrouwen gesteunde betrekkingen die wij in Europa en in de wereld onderhouden, is het voor België in zijn geheel een voordeel met een buurland, dat volkomen soeverein is, maar toch met ons land verbonden door zijn ligging, een verdrag en een gemeenschappelijke politieke houding, vriendschappelijke betrekkingen te onderhouden, die tot uiting komen in de standpunten, zowel als in de concrete samenwerking in internationale organisaties. Het voordeel van dat nabuurschap is bijzonder de jongste maanden merkbaar geweest, toen de Eerste Minister van het Groothertogdom Luxemburg achtereenvolgens voorzitter was van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties en de Ministerraad van de Europese Gemeenschap.

Toch rijzen ook hier typische grensproblemen. Op vragen daaromtrent heeft de Minister als volgt geantwoord :

1. Conformément à la convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, la coordination entre les deux pays est assurée par divers organes, notamment le Comité des ministres et la Commission administrative belgo-luxembourgeoise.

2. La Commission administrative belgo-luxembourgeoise a créé en 1971 une sous-commission de coopération régionale. Il appartient à cette sous-commission dotée de la compétence la plus large en matière économique et sociale :

1° de faire des propositions à la Commission administrative belgo-luxembourgeoise :

- a) en vue d'éliminer les inconvénients que les lois et les règlements peuvent comporter pour les contacts entre les populations établies de part et d'autre de la frontière;
- b) en vue d'éviter les inconvénients qui pourraient résulter pour la population de la frontière de mesures envisagées par les autorités publiques du pays voisin;
- c) en vue de stimuler un développement équilibré des régions situées de part et d'autre de la frontière;

2° de donner son avis et de faire éventuellement des propositions dont elle serait saisie par la Commission administrative;

3° de suivre l'exécution des décisions prises dans l'intérêt des régions de la frontière.

3. A ce jour, la sous-commission s'est penchée sur des problèmes fort divers. On peut citer à cet égard :

— l'établissement par les commissaires d'arrondissement et de district d'un inventaire des problèmes de toute nature qui se posent dans les communes frontalières;

— la recherche des éléments d'une statistique détaillée des travailleurs frontaliers;

— l'étude et la comparaison des avantages accordés en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg à la construction ou à l'achat de logements sociaux.

4. Une coopération existe également entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en ce qui concerne les régions frontalières :

— en matière d'aménagement du territoire, dans le cadre de la Commission spéciale Benelux pour l'aménagement du territoire (sous-commission Sud);

— en matière d'épuration des eaux, dans le cadre de la Commission tripartite de l'eau (sous-commission technique de la Sûre).

Enfin, les problèmes frontaliers entre la Belgique et le Grand-Duché sont étudiés dans le cadre d'une sous-commission qui examine plus particulièrement au sein de l'Union Benelux les problèmes qui se posent entre la province de Luxembourg et le Grand-Duché.

Dans le domaine de la politique étrangère, une concertation existe sur le plan du Benelux, mais il est bien certain que ce sont les conversations au sein des Neuf qui sont les plus importantes.

Toutefois, il y a lieu de remarquer que la coopération entre Bruxelles et Luxembourg est très étroite et que la Belgique peut se féliciter de l'appui qu'elle rencontre souvent auprès du gouvernement luxembourgeois.

1. Overeenkomstig de gecoördineerde overeenkomst tot instelling van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie wordt de coördinatie tussen beide landen door allerlei organen behartigd, met name door het Ministercomité en de Belgisch-Luxemburgse Bestuurscommissie.

2. De Belgisch-Luxemburgse Bestuurscommissie heeft in 1971 een subcommissie voor gewestelijke samenwerking opgericht. Die subcommissie met een zo ruim mogelijke bevoegdheid op economisch en sociaal gebied is ermee belast :

1° voorstellen aan de Belgisch-Luxemburgse Bestuurscommissie te doen :

- a) om de bezwaren op te heffen die wetten en reglementen kunnen meebrengen voor het contact tussen de bevolking aan weerszijden van de grens;
- b) om nadelen te voorkomen die voor de grensbewoners kunnen voortvloeien uit maatregelen die door de overheid van het buurland worden overwogen;
- c) om een evenwichtige ontwikkeling van de gewesten aan weerszijden van de grens te stimuleren;

2° van advies te dienen en in voorkomend geval voorstellen te doen over elke kwestie binnen haar bevoegdheid die de bestuurscommissie erbij aanhangig maakt;

3° de tenuitvoerlegging van beslissingen in het belang van de grensgebieden te volgen.

3. Tot op heden heeft de subcommissie zich met zeer verschillende problemen beziggehouden. In dat verband kan worden vermeld :

— het aanleggen van een inventaris van de problemen van alle aard die in de grensgemeenten rijzen, een taak die aan de arrondissements- en districtcommissarissen is opgedragen;

— het verzamelen van gegevens voor een omstandige statistiek betreffende de grensarbeiders;

— de studie en de vergelijking van de tegemoetkomingen die in België en in het Groothertogdom Luxemburg worden toegekend voor de bouw of de aankoop van sociale woningen.

4. Tussen België en het Groothertogdom Luxemburg is er ook samenwerking in verband met de grensgebieden :

— op het stuk van ruimtelijke ordening, in het kader van de Bijzondere Beneluxcommissie voor de ruimtelijke ordening (subcommissie Zuiden);

— op het stuk van de waterzuivering, in het kader van de driedledige Commissie voor het Water (technische subcommissie voor de Sauer).

Tenslotte worden de grensproblemen tussen België en het Groothertogdom bestudeerd in een subcommissie, die in de Beneluxunie meer in het bijzonder de problemen behandelt die tussen de provincie Luxemburg en het Groothertogdom rijzen.

Op het gebied van de buitenlandse politiek is er overleg over het Benelux-plan, maar het lijkt geen twijfel dat de besprekingen onder de Negen de belangrijkste zijn.

Toch moet worden opgemerkt dat de samenwerking tussen Brussel en Luxemburg zeer innig is en dat België zich gelukkig mag prijzen met de steun die het dikwijls bij de Luxemburgse regering vindt.

B. Relations belgo-néerlandaises.

Il est naturel qu'une collaboration se développe avec les Pays-Bas, pays de même dimension que la Belgique et de même niveau de développement économique.

La Communauté de langue entre la partie nord de la Belgique et le Royaume des Pays-Bas doit favoriser une coopération culturelle particulièrement étroite; il s'agit ici néanmoins d'un problème spécifique à une des deux communautés reconnues par la Constitution de 1971, ce qui exige des mécanismes particuliers dont il sera question ci-après.

En outre, les deux pays ont une très longue frontière commune, avec des problèmes très particuliers posés par l'aménagement du delta de l'Escaut et d'un système de protection contre les inondations, les débouchés nécessaires à notre navigation maritime et fluviale et la réglementation éventuelle du débit de la Meuse.

Ces problèmes bilatéraux ne doivent pas être confondus avec les accords Benelux.

Ils sont parfois particulièrement délicats, parce que si une analogie de développement économique et de situation géographique favorise la coopération et la rend nécessaire, elle rend nos deux pays, sur plus d'un point, directement et vigoureusement concurrents.

a) Problèmes frontaliers.

Interrogé sur les problèmes frontaliers existants entre la Belgique et les Pays-Bas et la manière dont ils étaient abordés, le Ministre a répondu ce qui suit :

Depuis la dernière guerre mondiale, les contacts entre la Belgique et les Pays-Bas se font au niveau des gouvernements dans le cadre du Benelux au même titre que les relations avec le Grand-Duché de Luxembourg. Une commission spéciale pour l'aménagement du territoire a été créée qui comprend des sous-commissions compétentes pour des régions déterminées.

Les problèmes qui y sont évoqués concernent notamment le développement du réseau routier, des esquisses structurelles envisagées pour les régions frontalières, l'implantation de grands centres de distribution, la création, la sauvegarde et l'extension de zones de délassement, l'extension des villes et des zones industrielles.

Les plans régionaux et de secteur ont été comparés et adaptés et une procédure tendant à assurer l'exécution harmonisée de ces plans par une consultation obligatoire a été mise au point. Des contacts fréquents existent également entre les responsables locaux des entités qui longent la frontière.

En fait, pour les problèmes frontaliers qui se posent entre la Belgique et les Pays-Bas, ces commissions créées dans le cadre du Benelux servent de cadre à des échanges de vue et à une concertation.

Les propositions qui y sont faites sont ensuite mises en œuvre par les administrations nationales et locales. Compte tenu des structures institutionnelles des deux pays et de l'autonomie de décision dont disposent les autorités locales, la coopération frontalière qui existe ainsi entre la Belgique et les Pays-Bas donne des résultats concrets, quoique des problèmes subsistent. Toutefois, les mécanismes existent pour que le dialogue avec nos voisins du nord se poursuive.

b) Relations dans le domaine de la politique étrangère.

En ce qui concerne les questions de politique étrangère, il serait assez normal, compte tenu de l'existence du Benelux, que les deux gouvernements se consultent de manière

B. Belgisch-Nederlandse betrekkingen.

Het is natuurlijk dat er samenwerking tot ontwikkeling komt met Nederland, een land dat, wat zijn grootte en het niveau van zijn economische ontwikkeling betreft, met België overeenkomt.

De gemeenschappelijke taal moet een bijzonder innige culturele samenwerking tussen het noordelijk gedeelte van België en het Koninkrijk der Nederlanden in de hand werken; het gaat hier evenwel om een probleem dat eigen is aan een van de twee gemeenschappen die bij de Grondwet van 1971 werden erkend, wat bijzondere voorzieningen vereist, waarover hierna sprake is.

Bovendien hebben beide landen een zeer lange gemeenschappelijke grens met heel bijzondere problemen in verband met de verbetering van de Scheldedelta en beschermingsmaatregelen tegen overstromingen, de nodige uitwegen voor onze zee- en binnenvaart en de gebeurlijke regeling van het debiet van de Maas.

Die bilaterale problemen mogen niet verward worden met de Beneluxafspraken.

Nu en dan zijn zij wel van heel kiese aard, want, al begunstigen gelijkaardige economische ontwikkeling en geografische ligging samenwerking en maken zij ze zelfs noodzakelijk, toch worden onze landen daardoor in meer dan één opzicht rechtstreekse en vinnige concurrenten.

a) Grensproblemen.

De vragen die aan de Minister werden gesteld over de grensproblemen tussen België en Nederland en de manier waarop zij worden aangepakt, werden door hem als volgt beantwoord :

Sinds de laatste wereldoorlog is er tussen België en Nederland contact op het niveau van de regeringen in het kader van Benelux, juist zoals met het Groothertogdom Luxemburg. Een bijzondere commissie voor de ruimtelijke ordening is opgericht met subcommissies die voor bepaalde gebieden bevoegd zijn.

De problemen die er ter sprake komen, hebben met name betrekking op de ontwikkeling van het wegnennet, schetsen van voor de grensgebieden ontworpen structuren, vestiging van grote distributiecentra, oprichting, vrijwaring en uitbreiding van recreatiezones, uitbreiding van steden en industriezones.

De streek- en gewestplannen werden vergeleken en op elkaar afgestemd en een werkwijze werd ontwikkeld om te komen tot een harmonische tenuitvoerlegging van die plannen door verplichte raadpleging. Er is ook veelvuldig contact tussen de plaatselijke vertegenwoordigers van de entiteiten langs de grens.

In feite bieden die commissies, die in het kader van de Benelux werden opgericht, een gelegenheid voor gedachtenwisseling en overleg over de grensproblemen tussen België en Nederland.

De voorstellen die er worden ingediend, worden nadien door de nationale en de plaatselijke besturen ten uitvoer gelegd. Rekening houdend met de instellingen in de twee landen en het beslissingsrecht waarover de plaatselijke overheid beschikt, mag worden gezegd dat de samenwerking die zo tussen België en Nederland tot stand komt, concrete resultaten geeft, hoewel er problemen blijven bestaan. De voorzieningen zijn er echter om de dialoog met onze noordburen voort te zetten.

b) Betrekkingen op het gebied van de buitenlandse politiek.

Voor de kwesties van buitenlandse politiek, zou het, gelet op het bestaan van de Benelux, vrij normaal zijn dat beide regeringen elkaar geregeld raadplegen. Er is overleg, maar

suivie. Cette consultation existe, mais ne se situe pas sur le plan bilatéral entre la Belgique et les Pays-Bas mais bien entre les trois partenaires du Benelux. L'objet de la consultation est cependant résiduaire, car nos trois pays sont également membres de la Communauté européenne et, pour les grands problèmes, c'est dans le cadre des Neuf que la concertation joue. Consultation ne veut pas dire nécessairement position commune sur tous les points examinés, car il ne faut pas perdre de vue qu'il existe des divergences d'opinions quant à l'approche des grands problèmes et cela souvent pour des raisons de philosophie générale.

En outre, les intérêts économiques des Pays-Bas et de la Belgique, compte tenu du passé, ne sont pas toujours identiques. Cela ne doit pas empêcher un effort de rapprochement, mais il est certain que nos trois gouvernements ont fait un choix qui consiste à donner la prééminence à la concertation dans le cadre des Neuf.

Il s'agit là d'une prise de position fondamentale et des concertations bilatérales viendraient énerver la coopération politique à neuf car elles iraient à l'encontre de l'esprit communautaire et européen que la Belgique entend défendre au maximum.

c) *Les projets de traités relatifs au canal du Baalhoek, à l'Escaut occidental et aux eaux de la Meuse.*

Plusieurs membres se sont préoccupés des trois projets de traités qui ont été paraphés entre la Belgique et les Pays-Bas. L'un d'entre eux a estimé que des projets de textes devraient être disponibles.

La question a également été posée de savoir si de nouveaux contacts avaient été établis avec les Pays-Bas sur le plan diplomatique ainsi que sur les travaux du comité ministériel ad hoc dont le Gouvernement a annoncé la création.

Un commissaire souhaiterait également savoir s'il entre dans les intentions du Gouvernement d'associer les institutions régionales aux décisions qu'il est appelé à prendre.

Le Ministre rappelle que le problème soulevé par les traités paraphés le 19 juin 1975 a fait l'objet de plusieurs réponses à des questions parlementaires. Les textes disponibles actuellement n'ont pas encore été définitivement arrêtés et il est prématuré dès lors d'en saisir le pouvoir législatif.

Compte tenu des difficultés soulevées, le Gouvernement avait créé le 4 septembre 1975 un comité ministériel ad hoc, comprenant les membres du Gouvernement les plus directement intéressés. Ce comité devrait pouvoir terminer ses travaux dans les semaines qui viennent et ce n'est qu'après avoir pu prendre connaissance de son rapport que le Gouvernement décidera si ces projets de traités peuvent être signés. C'est à partir de ce moment que, conformément à l'article 68 de la Constitution, le parlement sera saisi du projet de loi d'approbation des traités.

Disposant de l'exposé des motifs et de tous les éclaircissements et commentaires que le Gouvernement sera appelé à donner, le parlement sera amené à exercer ses prérogatives en ce qui concerne l'approbation des traités.

Compte tenu de la situation nouvelle sur le plan de la régionalisation, le Gouvernement recherche les procédures les plus appropriées pour engager le dialogue avec les institutions régionales au sujet des aspects des projets des traités relevant de leur compétence.

Interrogé par un commissaire qui plaide pour une politique commune de l'eau avec les Pays-Bas et qui souligne que les récentes inondations en Belgique démontrent à suffisance la nécessité de pareille politique, le Ministre répond que déjà en 1967, il avait lui-même proposé de créer une autorité pour l'embouchure de l'Escaut (Scheldemond-Autoriteit).

niet bilateraal tussen België en Nederland, wel onder de drie Beneluxpartners. Wat er behandeld wordt is echter residuaire, want onze drie landen zijn ook lid van de Europese Gemeenschap en voor de grote problemen is het overleg onder de Negen van betekenis. Raadpleging betekent niet onafwendbaar een gemeenschappelijk standpunt over alle behandelde punten, want er mag niet uit het oog worden verloren dat er meningsverschillen zijn over de benadering van grote problemen en wel dikwijls om redenen van leerstellige aard in het algemeen.

Bovendien zijn de economische belangen van Nederland en België, gelet op het verleden, niet altijd dezelfde. Dat mag een toenaderingsstreven niet in de weg staan, maar het staat buiten kijf dat onze drie regeringen een keus hebben gedaan, die erop neerkomt voorrang te verlenen aan overleg in het kader van de Negen.

Het gaat hier om een fundamentele positiebepaling en bilateraal overleg zou de politieke samenwerking van de Negen ontzenuwen, want het zou indruisen tegen de Gemeenschaps- en Europese geest, die België te allen prijze wil verdedigen.

c) *De ontwerp-verdragen betreffende het Baalhoekkanaal, de Westerschelde en het Maaswater.*

Verscheidene leden stelden belang in de drie ontwerp-verdragen die tussen België en Nederland werden gearafaerd. Een van hen was van oordeel dat de teksten ervan beschikbaar moesten zijn.

Ook werd gevraagd of er nieuw contact was geweest met Nederland op diplomatiek vlak en wat de werkzaamheden zouden zijn van het Ministercomité ad hoc, waarvan de Regering de oprichting aankondigde.

Een lid wilde ook weten of het in de bedoeling van de Regering ligt, de gewestelijke instellingen te betrekken bij de beslissingen die zij moet nemen.

De Minister wees erop dat het probleem dat de op 19 juni 1975 gearafaerde verdragen doen rijzen, in verscheidene antwoorden op parlementaire vragen is behandeld. De thans beschikbare teksten liggen nog niet definitief vast en het is dan ook voorbarig ze bij de wetgevende macht aanhangig te maken.

Gelet op de gerezen moeilijkheden had de Regering op 4 september 1975 een Ministercomité ad hoc opgericht, waarin de leden van de Regering die er rechtstreeks bij betrokken waren, zitting hebben. Dat comité zou in de komende weken zijn werkzaamheden moeten kunnen beëindigen en pas nadat de Regering kennis zal hebben kunnen nemen van zijn rapport, zal zij beslissen of die ontwerp-verdragen ondertekend mogen worden. Van dat ogenblik af wordt het wetsontwerp tot goedkeuring van de verdragen overeenkomstig artikel 68 van de Grondwet bij het Parlement aanhangig gemaakt.

Als het Parlement over de memorie van toelichting en alle door de Regering te verstrekken ophelderinge en commentaren beschikt, krijgt de kans zijn prerogatieven op het stuk van goedkeuring van verdragen uit te oefenen.

Rekening houdend met de nieuwe stand van zaken op het gebied van de gewestvorming zoekt de Regering naar de meest geschikte methodes om een gesprek met de gewestelijke instellingen te beginnen over de aspecten van de ontwerp-verdragen die tot hun bevoegdheid behoren.

Op een vraag van een commissielid, dat een gemeenschappelijk waterbeheer met Nederland bepleit en onderstreept dat de jongste overstromingen in België afdoende de noodzaak van zulk een beleid aantonen, antwoordt de Minister dat hijzelf al in 1967 had voorgesteld een Scheldemond-Autoriteit op te richten. Van dat ontwerp is niets in

Ce projet n'a pu être réalisé par manque de volonté politique, mais le Ministre estime que la nécessité d'une politique commune de l'eau n'a rien perdu de son actualité.

d) *Les relations culturelles.*

En réponse à un commissaire qui avait posé des questions sur le développement de contacts entre le Conseil culturel néerlandais de Belgique et le Royaume des Pays-Bas et demandé des informations sur leur signification concrète, le Ministre a déclaré que des contacts n'avaient jamais été établis entre notre Conseil culturel néerlandais et le Royaume des Pays-Bas, mais bien entre ledit Conseil et la « Deuxième Chambre » hollandaise.

Il s'agit donc de relations directes entre instances parlementaires. Respectueux de notre principe constitutionnel de séparation des pouvoirs, le Gouvernement ne peut prendre part à de tels pourparlers.

Quant aux conversations frontalières sur le plan culturel, il y a lieu de remarquer que celles-ci ne sont pas dues à l'initiative du Conseil culturel, ni du Ministère des Affaires étrangères. Ce sont en effet les directeurs des conseils culturels des provinces néerlandaises du Limbourg, du Brabant septentrional et de Zélande qui ont rencontré les directeurs des services culturels des provinces flamandes. Ce sont là des contacts techniques entre responsables régionaux qui agissent dans le cadre de leur compétence comme il en existe entre responsables d'intérêts communaux ou techniques de part et d'autre de la frontière.

Il va de soi que ces responsables agissent sous le contrôle de leurs autorités de tutelle.

Le Gouvernement n'est d'ailleurs pas informé de ce genre de réunions, sauf si les contacts qui ont été pris sur le plan local, débouchent sur des arrangements qui engagent les gouvernements.

Le Ministre ne voit aucune objection, à ce que les autorités locales de part et d'autre de nos frontières, qu'elles soient du Nord, du Sud ou de l'Est, entretiennent des relations en vue de régler les problèmes de bon voisinage qui se posent sur le plan local et dans le cadre des compétences de ces autorités.

Quant à des initiatives qui auraient été prises par le Conseil culturel français et qui s'incraieraient dans le même contexte que celles du Conseil culturel néerlandais, le Ministre ne dispose d'aucune information émanant dudit Conseil culturel français.

C. Benelux.

Le Ministre est également interrogé sur l'évolution des relations au sein du Benelux.

Un membre souligne que les résultats de la dernière conférence intergouvernementale des 20 et 21 octobre 1975 ne sont pas encourageants. Aucun progrès d'ordre institutionnel n'a été réalisé; c'est le statu quo sans plus et on peut donc diagnostiquer la stagnation.

Un autre membre souligne qu'il est important de développer les relations Benelux pour la bonne coopération avec deux de nos voisins, mais, selon lui, il ne faut pas confondre les problèmes proprement frontaliers, d'une part, ceux qui sont exclusivement culturels, d'autre part, et les questions d'intérêt national qui doivent faire l'objet de la coopération au sein du Benelux. Il fait également remarquer que la coopération avec deux de nos voisins dans le cadre de Benelux ne doit pas empêcher le développement d'efforts aussi énergiques pour améliorer la coopération avec nos deux autres voisins immédiats, à savoir la République française et la République Fédérale d'Allemagne.

huis gekomen bij gebrek aan politieke wil, maar de Minister is van oordeel dat de noodzaak van een gemeenschappelijk waterbeleid nog altijd even actueel is.

d) *Culturele betrekkingen.*

In antwoord op de vragen van een commissielid over de ontwikkeling van het contact tussen de Belgische Nederlandse Cultuurraad en het Koninkrijk der Nederlanden en over de concrete betekenis van dat contact, heeft de Minister verklaard dat onze Nederlandse Cultuurraad en het Koninkrijk der Nederlanden nooit met elkaar in contact zijn getreden, maar wel genoemde Raad en de Nederlandse Tweede Kamer.

Het gaat dus om rechtstreeks contact tussen parlementaire organen. De Regering, die niet wil ingaan tegen ons grondwettig beginsel van de scheiding van de machten, mag niet deelnemen aan dergelijke onderhandelingen.

In verband met de grensbesprekingen op cultureel gebied dient te worden opgemerkt dat het initiatief daartoe niet is genomen door de Cultuurraad of het Ministerie van Buitenlandse Zaken. De directeurs van de cultuurraden van de Nederlandse provincies Limburg, Noord-Brabant en Zeeland waren het immers die de directeurs van de culturele diensten van de Vlaamse provincies ontmoetten. Dat zijn technische contacten tussen gewestelijk bevoegde personen, die binnen de grenzen van hun bevoegdheid blijven, zoals er ook contact is tussen de vertegenwoordigers van gemeentelijke of technische belangen aan weerszijden van de grens.

Het spreekt vanzelf dat die vertegenwoordigers onder toezicht van hun voorgedij-overheid handelen.

De Regering wordt overigens niet op de hoogte gehouden van dat soort van bijeenkomsten, behalve als het contact op plaatselijk gebied uitmondt op regelingen die de regeringen binden.

De Minister heeft er geen bezwaar tegen dat de plaatselijke overheid aan weerszijden van onze grenzen — en dat geldt zowel voor het noorden als voor het zuiden of het oosten — contact houden om problemen van goede nabuurschap die op plaatselijk vlak rijzen binnen het bestek van de bevoegdheid van die overheid, te regelen.

In verband met initiatieven die de Franse Cultuurraad zou hebben genomen en die in dezelfde context zouden thuishoren als die van de Nederlandse Cultuurraad, beschikt de Minister over geen inlichtingen, daar die inlichtingen door de Franse Cultuurraad worden verstrekt.

C. Benelux.

De Minister werd ook ondervraagd over de ontwikkeling van de betrekkingen in de Benelux.

Een lid onderstreepte dat de resultaten van de jongste intergouvernementele conferentie van 20-21 oktober 1975 niet bijster aanmoedigend zijn. Op institutioneel gebied werd geen vooruitgang bereikt; het is de status-quo zonder meer en de diagnose kan dus op stagnatie wijzen.

Een ander lid wees erop dat het belangrijk is de Benelux-betrekkingen te ontwikkelen voor een goede samenwerking met twee van onze buurlanden, maar volgens hem mag er geen verwarring zijn tussen de eigenlijke grensproblemen aan de ene de uitsluitend culturele problemen aan de andere kant, en de kwesties van nationale betekenis, waarop de eigenlijke Beneluxsamenwerking betrekking moet hebben. Er moet ook worden opgemerkt dat de samenwerking met twee van onze buurlanden in het kader van Benelux niet mag verhinderen dat even krachtige inspanningen worden gedaan om de samenwerking met onze twee overige buurlanden, te weten de Franse Republiek en de Bondsrepubliek Duitsland, te ontwikkelen.

Le Ministre répond que, déjà en 1968, lorsqu'il était Ministre des Affaires européennes, il avait souligné qu'une volonté politique réelle pouvait amener la solution de beaucoup de problèmes et faire progresser le Benelux. Néanmoins à l'heure actuelle, cette volonté politique semble être moins forte.

Le Ministre donne un aperçu historique de l'évolution de l'Union Benelux et dresse le bilan de la troisième conférence intergouvernementale qui s'est tenue à Bruxelles les 20 et 21 octobre 1975. La conférence a pris des décisions concernant la coordination des politiques dans certains secteurs tels que l'environnement, l'infrastructure, l'aménagement du territoire, ainsi que pour supprimer des formalités qui subsistent aux frontières intérieures des trois pays.

Le jugement à porter sur l'évolution des problèmes du Benelux est complexe.

D'une part, l'intégration Benelux a été une œuvre de pionnier dans une Europe qui n'avait pas encore exprimé la volonté de s'intégrer et, de ce point de vue, a eu historiquement, un rôle précurseur.

Ce serait néanmoins une erreur en 1976 de vouloir continuer à faire systématiquement de l'intégration Benelux le moniteur ou le précurseur des intégrations que l'on doit faire au niveau de l'Europe, car les problèmes qui se posent se placent dans un contexte différent.

Il est normal que la volonté d'intégration et de réalisation d'une union économique la plus parfaite possible se heurte, lorsqu'elle a fait de grands progrès, à des inerties et à des difficultés presque insurmontables. Au sein du Benelux, l'Union économique et monétaire dont nous estimons que l'Europe devra se doter n'est pas encore réalisée.

Les intérêts de la Belgique et des Pays-Bas sont parfois divergents aussi bien dans l'intégration européenne que dans des problèmes très concrets qui se posent au niveau régional ou des relations économiques entre nous et vis-à-vis de l'extérieur.

Certains problèmes frontaliers belgo-néerlandais peuvent avoir une répercussion particulièrement sensible en Belgique dans la mesure où plusieurs régions à sensibilités différentes peuvent être concernées, et il s'impose dès lors qu'avant de négocier de ces problèmes avec l'Etat voisin et ami, la Belgique elle-même soit unanime dans la poursuite de ses objectifs et au sujet de la répartition régionale tant des avantages que des inconvénients qui pourraient résulter de cette négociation.

La distinction doit être faite avec l'intégration européenne en ce sens que la finalité implicite de l'Union européenne est de constituer, à défaut des Etats-Unis d'Europe, du moins quelque chose qui y ressemble. Il existe dès lors une volonté d'intégration politique qui doit mener chacun au fil des années à accepter des diminutions de souveraineté et des sacrifices, afin de pouvoir bénéficier des avantages d'ensemble de l'unité.

Il ne semble pas que de part et d'autre, il y ait un désir d'intégration politique du Benelux; celle-ci serait d'ailleurs peu supportable pour la minorité francophone de cet ensemble de 20 millions d'habitants.

Il faut se garder dans ce domaine de perdre de vue la réalité concrète qui est multiforme. L'intégration ou l'unification à tout prix n'est pas nécessairement un avantage. On peut penser que c'est normalement la réaction des secrétariats qui sont chargés de mener à bien des intégrations, et sans doute certaines réticences vis-à-vis de certaines conférences intergouvernementales auraient-elles été évitées si, dans les textes préparatoires, des objectifs qu'au fond personne ne veut atteindre n'avaient pas été fixés.

De Minister antwoordt dat hij al in 1968, toen hij Minister van Europese Aangelegenheden was, erop gewezen had dat heel wat problemen konden worden opgelost met een werkelijke politieke wil en Benelux zo kon worden vooruitgeholpen. Op dit ogenblik lijkt die politieke wil evenwel minder sterk.

De Minister gaf een historisch overzicht van de ontwikkeling van de Beneluxunie en maakte de balans op van de derde intergouvernementele conferentie die op 20 en 21 oktober 1975 te Brussel werd gehouden. De conferentie trof beslissingen over de coördinatie van het beleid in bepaalde sectoren, zoals het leefmilieu, de infrastructuur, de ruimtelijke ordening, alsook met het oog op de afschaffing van de formaliteiten die nog aan de binnengrenzen van de drie landen bestaan.

Een oordeel vellen over de ontwikkeling van de Benelux-problemen is een ingewikkelde opgave.

Aan de ene kant is de eenwording van de Benelux een pionierswerk in een Europa, dat nog zijn wil niet had te kennen gegeven één te worden en uit dat oogpunt ging het om de rol van een voorloper in de geschiedenis.

Maar in 1976 zou het een vergissing zijn de eenwording van Benelux stelselmatig voor te stellen als het richtpunt en het voorbeeld van de eenwording die op het niveau van Europa tot stand moet komen, want de problemen die rijzen, horen in een verschillende context thuis.

Het is normaal dat het streven naar eenwording en totstandbrenging van een zo volmaakt mogelijke economische unie, na grote stappen vooruit, af te rekenen heeft met inertie en bijna onoverkomelijke moeilijkheden. In Benelux is trouwens de economische en monetaire unie, die wij voor Europa noodzakelijk achten, nog niet verwerkelijk.

De belangen van België en Nederland lopen soms uit elkaar, zowel op het gebied van de Europese eenwording, als in zeer concrete problemen, die op gewestelijk niveau rijzen of op dat van de economische betrekkingen onderling en tegenover de buitenwereld.

Sommige Belgisch-Nederlandse grensproblemen kunnen een bijzonder merkbare weerslag hebben voor zover verscheidene gewesten met uiteenlopende gevoeligheden erbij betrokken kunnen zijn. Het is dan ook geboden dat België zelf eensgezind zou zijn in het nastreven van zijn doeleinden en over de gewestelijke verdeling zowel van de voordelen als van de nadelen die het overleg kan meebrengen, nog voor dat het met het bevriende buurland begint te onderhandelen.

Er moet ook een onderscheid worden gemaakt met de Europese eenwording, in die zin, dat het impliciet het einddoel van de Europese Unie is zonet de Verenigde Staten van Europa, dan toch iets te worden dat erop lijkt. Er bestaat dan ook een streven naar politieke eenwording dat mettertijd eenieder ertoe moet brengen afstand van soevereiniteit en offers te aanvaarden om voordeel te kunnen halen uit de eenheid.

Het ziet er niet naar uit dat er bij ons of elders een verlangen bestaat naar politieke eenwording van de Benelux, die overigens moeilijk aanvaardbaar zou zijn voor de Franssprekende minderheid in dat geheel van 20 miljoen inwoners.

Op dat gebied mogen wij de concrete veelsoortige feiten niet uit het oog verliezen. Eenwording of eenmaking tot elke prijs is niet noodzakelijk een voordeel. Aangenomen mag worden dat de secretariaten die belast zijn met het tot stand brengen van integraties normaal zo reageren. Ongetwijfeld hadden bepaalde aarzelingen ten aanzien van sommige intergouvernementele conferenties voorkomen kunnen worden, als in de voorbereidende teksten geen oogmerken waren aangegeven, die niemand wilde bereiken.

Si l'intégration totale du Benelux n'est pas un but, si la nécessaire coopération économique du Benelux se heurte à certaines limites, ce n'est pas une raison pour abandonner tous les aspects politiques de la coopération entre nos trois Etats, car celle-ci peut être positive pour chacun d'eux.

Il convient également de souligner que le Benelux est composé de deux Etats de dimension moyenne et d'un Etat plus petit qui souvent s'estime peu concerné par la problématique des relations frontalières et des problèmes culturels des deux autres.

Il en va de même au niveau des relations de nos trois Etats vis-à-vis de l'extérieur. Il est utile et tout à fait normal que les trois petits pays de l'Europe du Nord-Ouest se concertent. Toutefois, cette concertation doit demeurer pragmatique et ne doit pas devenir systématique, car elle risque d'apparaître comme une union des plus petits pays en face des plus grands Etats de la Communauté. Cette situation serait dangereuse car elle pourrait donner à certains Etats le prétexte de faire prévaloir l'idée d'un exécutif européen composé des Etats les plus importants. Néanmoins, comme le rapport Tindemans l'a justement démontré, une coopération plus étroite des trois Etats du Benelux, connaissant des situations économiques comparables et pour autant qu'elle soit placée dans la perspective communautaire, favorisera le renforcement de l'Europe.

L'arrangement monétaire Benelux, appelé parfois le ver de terre au sein du serpent européen, est un exemple significatif des problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Le 19 août 1971, quatre jours après la déclaration du Président Nixon suspendant la convertibilité du dollar, la Belgique, les Pays-Bas et le Grand-Duché proposaient à leurs collègues de la C. E. E., d'adopter une attitude européenne commune vis-à-vis de la crise monétaire. Ils proposaient en fait le flottement commun des monnaies européennes vis-à-vis du dollar, afin d'isoler le commerce intracommunautaire européen des fluctuations des changes.

Le Conseil de la C. E. E. ne put hélas, à ce moment, se mettre d'accord sur la proposition des pays du Benelux qui voulaient alors déjà créer le serpent. Les pays du Benelux, face à ce refus, se consultèrent à nouveau, et le 21 août 1971, se décidèrent à appliquer entre eux le plan qu'ils avaient proposé à l'Europe, mais qui n'avait pas été accepté. Il fut décidé d'adopter, dans le cadre de cet accord, des marges de fluctuation d'un maximum de 1,5 %.

Cet accord, dont le Ministre belge des Finances de l'époque, le Baron Snoy, fut un des promoteurs, avait une valeur précise pour les trois pays. En ce qui nous concerne, il avait l'avantage de soustraire 20 % des exportations et 15 % des importations de l'Union économique belgo-luxembourgeoise au désordre monétaire. En outre, à l'époque où l'accord était conclu, il avait aussi une valeur d'exemple pour l'ensemble de l'Europe. Il pouvait montrer la voie à suivre. Il remplit aussi ce rôle de précurseur puisqu'en 1972, le serpent européen fut constitué et en mars 1973, il flotta librement vis-à-vis du dollar.

Il est certain que la décision d'août 1971 de créer l'accord monétaire Benelux, fut une bonne décision.

Par contre, les mécanismes Benelux ne sont pas une fin en soi et il faut savoir de temps à autre s'interroger sur leur finalité. Cette question se posera d'ailleurs avec une particulière acuité, compte tenu des suggestions du rapport Tindemans tendant à communautariser le « serpent ».

Is de algehele eenwording van de Benelux geen doel, stuit de noodzakelijke economische samenwerking in de Benelux op bepaalde grenzen, dan is dat nog geen reden om alle politieke aspecten van de samenwerking tussen onze drie staten te verwaarlozen, want die samenwerking kan voor elk van die drie positief zijn.

Er zij ook op gewezen dat Benelux bestaat uit twee middelgrote en een kleine Staat, die zich dikwijls weinig betrokken acht bij de grensbetrekkingen en de culturele problemen van de twee andere.

Dat geldt evenzeer op het niveau van de betrekkingen van onze drie staten met andere. Het is nuttig en volkomen normaal dat de drie kleine landen van Noordwest-Europa overleg plegen. Dat overleg moet echter pragmatisch blijven en het mag niet stelselmatig worden, want het gevaar bestaat dat het er gaat uitzien als een vereniging van de kleinste landen tegenover de grootste staten van de Gemeenschap. Dat zou een gevaarlijke toestand worden, want voor sommige staten zou het een voorwendsel kunnen zijn om de idee van een uit de voornaamste staten bestaande executieve door te drukken. Toch zal, zoals het rapport Tindemans terecht aantoonde, een inniger samenwerking van de drie Beneluxlanden, waar de economische toestand min of meer dezelfde is, de versteviging van Europa in de hand werken, als met de Gemeenschap rekening wordt gehouden.

De monetaire afspraak in de Benelux, die wel eens de aardworm heet, in vergelijking met de Europese slang, is een veelbetekenend voorbeeld van de problemen waarmee wij geconfronteerd worden.

Op 19 augustus 1971, vier dagen na de verklaring van President Nixon waarbij de inwisselbaarheid van de dollar werd opgeschort, stelden België, Nederland en het Groothertogdom aan hun partners in de E. E. G. voor een gemeenschappelijke Europese houding tegenover de monetaire crisis aan te nemen. In feite kwam hun voorstel erop neer de Europese valuta's samen te laten schommelen ten opzichte van de dollar, om de intereuropese handel te onttrekken aan de schommelingen van de wisselkoersen.

De Raad van de E. E. G. kon het op dat ogenblik, helaas, niet eens worden over het voorstel van de Beneluxlanden, die toen al de slang wilden invoeren. In het licht van die weigering pleegden de Beneluxlanden opnieuw overleg en op 21 augustus 1971 besloten zij het plan dat zij aan Europa hadden voorgesteld, maar dat niet aanvaard was, onder elkaar toe te passen. Bij dat akkoord werd besloten het bij schommelingsmarges van ten hoogste 1,5 % te houden.

Dat akkoord, waarvan de toenmalige Belgische minister van Financiën, baron Snoy, een van de promotors was, had voor de drie landen een welbepaalde waarde. Voor ons betekende het dat 20 % van de uitvoer en 15 % van de invoer van de Belgisch-Luxemburgse Economie Unie aan de monetaire chaos onttrokken werd. Bovendien had het, op het ogenblik dat het gesloten werd, waarde als voorbeeld voor Europa in zijn geheel. Het kon de te volgen weg tonen. Die rol van baanbreker heeft het ook vervuld, vermits in 1972 de Europese slang tot stand kwam, die in maart 1973 vrij schommelde ten opzichte van de dollar.

Het staat vast dat de beslissing van augustus 1971 om een monetair akkoord in de Benelux te sluiten, een goede beslissing was.

Daartegenover staat dat de Beneluxvoorzieningen geen doel op zichzelf zijn en dat wij ons nu en dan over hun uiteindelijk doel vragen moeten stellen. Dat zal trouwens een zeer acuut probleem worden, gelet op de voorstellen in het rapport Tindemans om de « slang » tot een Gemeenschapszaak te maken.

D. Relations belgo-françaises.

Les relations avec la France sont évidemment de nature totalement différente de celles existant avec le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part et les Pays-Bas, d'autre part.

Si le Grand-Duché de Luxembourg est un Etat représentant 1/27^e de la population belge auquel nous sommes liés dans une union économique qui date de 50 ans, si les Pays-Bas sont un pays d'une population légèrement supérieure à celle de la Belgique, auquel nous rattachent une superficie identique et depuis 30 ans, un traité d'Union économique Benelux, les relations avec la France, grand pays d'Europe occidentale, cinq fois plus peuplé et dix-huit fois plus grand, sont évidemment d'une autre nature. Ici aussi, il faudra bien distinguer les problèmes des relations de type frontalier d'une part, de type culturel d'autre part, puisqu'une moitié de la Belgique est liée à la France par une communauté de langue qui rend la coopération des plus nécessaires, et les problèmes relatifs aux relations politiques internationales au sens le plus général.

En ce qui concerne la politique générale, les relations belgo-françaises sont un des aspects essentiels de celles que nous entretenons avec les pays avec lesquels nous voulons constituer l'union européenne.

Tant en ce qui concerne les institutions voulues pour l'Europe que la manière de s'y comporter, et que les relations avec les Etats-Unis par exemple, les positions de nos deux diplomates ont été dans le temps assez opposées; il faut espérer que la collaboration nouvelle qui semble se dégager permettra d'intensifier la coopération politique et l'intégration européenne.

En ce qui concerne les relations culturelles, la communauté belge de langue française a évidemment intérêt à développer cette coopération, mais celle-ci se heurte à certaines difficultés en raison des différences de dimension des deux Etats, et d'un certain nombre de traditions inscrites dans les mœurs. Toutefois, ce n'est pas une raison pour ne pas s'efforcer par tous les moyens de les intensifier, à la fois sur le plan des relations institutionnelles et de l'interpénétration au niveau des personnes.

Les problèmes des modalités de cette coopération culturelle seront évoqués plus loin.

En ce qui concerne la coopération frontalière, le Ministre a été interrogé au sujet des efforts qui avaient été consentis par ses prédécesseurs et des résultats qu'ils avaient obtenus. Le Ministre a répondu que les efforts de la Belgique et de la France en vue d'harmoniser les politiques d'aménagement du territoire et de développement économique et social dans les régions frontalières, se déploient dans le cadre de la Commission plénière franco-belge pour l'aménagement des régions frontalières. Cette commission a été créée en 1970 à la suite d'une décision prise par son prédécesseur M. Harmel et le Ministre français des Affaires étrangères, M. Maurice Schumann.

La Commission franco-belge pour l'aménagement des régions frontalières s'est vu confier la mission :

- a) de coordonner les activités d'une série de commissions régionales et sectorielles et de leur donner les directives nécessaires;
- b) de transmettre aux gouvernements les propositions des commissions régionales et sectorielles, en y ajoutant éventuellement son avis;
- c) de faire aux gouvernements les propositions qu'elle juge de nature à faciliter les relations entre les régions situées de part et d'autre de la frontière, à favoriser un aménage-

D. Belgisch-Franse betrekkingen.

De betrekkingen met Frankrijk zijn natuurlijk van een geheel andere aard dan die eensdeels met het Groothertogdom Luxemburg, anderdeels met Nederland.

Het Groothertogdom Luxemburg is een Staat met 1/27^e van de Belgische bevolking, waarmee wij sinds 50 jaar door een economische unie zijn verbonden. Nederland is een land met een wat hoger bevolkingscijfer, waarmee wij ons verbonden voelen door een gelijke grootte en, sinds 30 jaar, door een Beneluxverdrag van Economische Unie. Met Frankrijk, het grote Westeuropese land, met een bevolking die vijfmaal talrijker is en een oppervlakte die achttien maal die van ons land is, zijn onze betrekkingen natuurlijk van een andere aard. Ook hier moet een goed onderscheid worden gemaakt tussen de problemen in verband met de grensbetrekkingen aan de ene, de culturele betrekkingen aan de andere kant, want de helft van België is door een gemeenschappelijke taal met Frankrijk verbonden, wat samenwerking noodzakelijker maakt, en voorts de problemen in verband met de internationale politieke betrekkingen in de ruimste zin.

Ten aanzien van de algemene politiek zijn de Belgisch-Franse betrekkingen een van de wezenlijke aspecten van de betrekkingen die wij onderhouden met de landen waarmee wij een Europese Unie willen tot stand brengen.

Zowel in verband met de instellingen die voor Europa gewenst werden, als over de manier om er op te treden of over de betrekkingen met de Verenigde Staten bijvoorbeeld, was er in de tijd nogal wat tegenstelling bij de diplomaten; wij willen hopen dat de nieuwe samenwerking die vorm schijnt aan te nemen, het mogelijk zal maken de politieke samenwerking en de Europese eenwording te bevorderen.

Wat de culturele betrekkingen betreft, heeft de Belgische Franstalige gemeenschap er natuurlijk belang bij die samenwerking te ontwikkelen, maar zij stuit op bepaalde moeilijkheden wegens de ongelijke grootte van de twee Staten en ten gevolge van een aantal tradities die in ons leefpatroon zijn opgenomen. Dat is evenwel geen reden om niet elke mogelijkheid te baat te nemen om ze op te voeren, tegelijk in het vlak van de institutionele betrekkingen en in dat van de interpenetratie op het niveau van de personen.

De problemen in verband met de manier waarop die culturele samenwerking tot stand moet komen, komen verder ter sprake.

In verband met de samenwerking aan de grens werd de Minister ondervraagd over de inspanningen die zijn voorgangers zich hadden getroost, en de resultaten die zij hadden verkregen. De Minister antwoordde dat het streven van België en Frankrijk om te komen tot een harmonisering van het beleid inzake ruimtelijke ordening en economische en sociale ontwikkeling in de grensgebieden zich ontplooit in het kader van de voltallige Frans-Belgische Commissie voor de ordening van de grensgebieden. Die Commissie werd in 1970 opgericht op grond van een beslissing getroffen door zijn voorganger, de heer Harmel en de Franse Minister van Buitenlandse Zaken, de heer Maurice Schumann.

De Frans-Belgische Commissie voor de ordening van de grensgebieden kreeg als taak :

- a) de activiteiten te coördineren van een aantal gewestelijke en sectoriële commissies en er de nodige richtlijnen aan te verstrekken;
- b) de voorstellen van de gewestelijke en sectoriële commissies aan de regeringen over te zenden, samen met een gebeurlijk advies;
- c) aan de regeringen de voorstellen te doen die zij geschikt acht, om de betrekkingen tussen de gebieden aan weerszijden van de grens te vergemakkelijken, een harmonische

ment harmonieux de leur territoire, à stimuler leur développement économique et social et surtout à assurer une meilleure coordination des programmes d'aménagement et de développement que les autorités responsables ont à préparer pour ces régions.

Les commissions régionales sont au nombre de trois :

- la Commission Flandre occidentale-Hainaut-Nord-Pas-de-Calais;
- la Commission Ardennes-Namur-Luxembourg;
- la Commission Sud Luxembourg-Nord Lorraine.

Chacune de ces commissions régionales, qui se réunissent à l'initiative des gouverneurs de province et des préfets de région, est compétente pour les problèmes d'aménagement et de développement qui se posent dans une des trois grandes régions présentant, du point de vue du milieu naturel et des activités de l'homme, une certaine unité par-dessus la frontière.

Les commissions sectorielles, dont certaines existaient déjà bien avant la création de la commission plénière, sont compétentes pour l'ensemble de la zone frontière, mais chacune seulement dans un des domaines où s'impose de toute évidence une coopération étroite entre les deux pays.

La commission plénière et ses commissions régionales et sectorielles se sont penchées notamment sur les questions suivantes :

a) infrastructure des transports :

- voies fluviales (Basse-Deule et Lys mitoyenne, canal de Roubaix et de l'Espierres, Haut-Escaut, liaison Seine-Meuse, liaison Escaut-Sambre, Meuse);
- ports maritimes (rôle de Dunkerque);
- routes E 5, E 3, Lille-Tournai, E 10, Maubeuge-Charleroi, Charleville-Charleroi, Charleville-Namur, Sedan-Bouillon, Arlon-Longwy);
- chemins de fer (Arlon-Longwy).

b) aménagement du territoire et environnement :

- pollution des eaux (Yser, Lys, Espierres, Escaut, Haine, Sambre, Meuse, Ton, Chiers);
- évacuation des eaux des Moères;
- approvisionnement en eau (nappe calcaire carbonifère de la région Lille-Tournai, réserves d'eau dans le bassin de la Meuse);
- sauvegarde de la nature (parc régional des Ardennes).

c) emploi :

- activités tertiaires dans la métropole lilloise et son versant belge;
- zone industrielle d'Aubange-Mont-St-Martin;
- aides au développement industriel de part et d'autre de la frontière et harmonisation de ce développement.

d) santé publique :

- contrôle vétérinaire sur l'ensemble abattoir-point de froid d'Aubange-Mont-St-Martin;
- utilisation des équipements hospitaliers de part et d'autre de la frontière.

e) douanes :

- contrôle douanier sur l'E 3, l'autoroute Arlon-Longwy, la voie rapide Sedan-Bouillon.

ordening van hun grondgebied te bevorderen, hun economische en sociale ontwikkeling te stimuleren en vooral te zorgen voor een betere coördinatie van de programma's op het stuk van ordening en ontwikkeling, die de bevoegde overheid voor die gebieden moet voorbereiden.

Die gewestelijke commissies zijn ten getale van drie :

- de Commissie West-Vlaanderen-Henegouwen-Nord-Pas-de-Calais;
- de Commissie Ardennen-Namen-Luxembourg;
- de Commissie Zuid-Luxemburg-Noord-Lotharingen.

Iedere van die gewestelijke commissies, die op initiatief van de provinciegouverneurs en de prefecten van het gewest vergaderen, is bevoegd voor de problemen van ordening en ontwikkeling die rijzen in een van de drie grote gewesten, die uit het oogpunt van leefmilieu en menselijke activiteit een zekere eenheid over de grens heen vertonen.

De sectoriële commissies, waarvan sommige dateren van vóór de oprichting van de voltallige commissie, zijn bevoegd voor de grensstrook in haar geheel, maar elke slechts op een gebied waar allerduidelijkst een innige samenwerking tussen beide landen geboden is.

De voltallige commissie en haar gewestelijke en sectoriële commissies hebben onder meer de volgende aangelegenheden behandeld :

a) vervoerinfrastructuur :

- waterwegen (Beneden-Deule en mandelige Leie, kanaal van Roubaix en Spierekanaal, Boven-Schelde, verbinding Seine-Maas, verbinding Schelde-Samber-Maas);
- zeehavens (rol van Duinkerke);
- wegen (E 5, E 3, Rijsel-Doornik, E 10, Maubeuge-Charleroi, Charleville-Charleroi, Charleville-Namen, Sedan-Bouillon, Aarlen-Longwy);
- spoorwegen (Aarlen-Longwy).

b) ruimtelijke ordening en leefmilieu :

- watervervuiling (IJzer, Leie, Spiere, Schelde, Hene, Samber, Maas, Ton, Chiers);
- waterafvoer uit de Moeren;
- watervoorziening (krijtlaag van de streek Rijsel-Doornik, watervoorraden in het Maasbekken);
- natuurbescherming (gewestreservaat van de Ardennen).

c) werkgelegenheid :

- tertiaire activiteit in de metropool Rijsel en haar Belgische zijde;
- industriezone Aubange-Mont-St-Martin;
- steun voor de industriële ontwikkeling aan weerszijden van de grens en harmonisering van die ontwikkeling.

d) volksgezondheid :

- veeartsenijkundig toezicht op het geheel slachthuis-diepvries te Aubange-Mont-St-Martin;
- gebruik van ziekenhuisapparatuur aan weerszijden van de grens;

e) douane :

- douanecontrole op de E 3, de autoweg Aarlen-Longwy, de snelweg Sedan-Bouillon.

La commission plénière n'est pas compétente pour conclure des accords ou prendre des engagements. Elle est un organe de concertation et, au besoin, d'impulsion. Son principal intérêt est d'offrir des structures permanentes où les autorités responsables de l'aménagement du territoire et du développement économique et social dans les régions frontalières peuvent à tout moment s'informer de leurs vues, s'entendre sur les actions à entreprendre, coordonner leurs programmes dans l'espace et dans le temps.

A titre de commentaire sur cet exposé du Ministre, on doit remarquer que si les mécanismes de concertation ont été mis en place, les résultats sont lents à obtenir. Alors que dans les pays qui nous entourent au Nord et à l'Est il existe une certaine décentralisation sur le plan de la décision, chez notre voisin du sud la décision appartient avant tout au pouvoir central. C'est en tenant compte de cette réalité qu'il faut apprécier le travail fait dans les commissions franco-belges et on doit arriver à la conclusion qu'il appartient au Ministre des Affaires étrangères de prendre une part plus grande dans les négociations en cours à partir du moment où, les problèmes ayant été examinés au niveau des instances franco-belges sur le plan régional, les décisions doivent être prises.

Le Ministre devrait fournir un effort plus soutenu pour amener les autorités françaises à donner les solutions satisfaisantes en ce qui concerne la coopération frontalière entre nos deux pays.

E. Relations Belgique-R. F. A.

La République fédérale d'Allemagne ne touche notre pays que sur une frontière commune proportionnellement beaucoup plus réduite que les autres. Il n'empêche que la République fédérale est notre premier partenaire commercial, que son poids et son influence économique se font sentir de manière déterminante, que la plus petite des trois communautés belges est liée à notre voisine allemande par la langue et que la coopération dans le domaine culturel doit être favorisée.

Interrogé sur le point de savoir ce qui se fait dans le domaine des problèmes frontaliers, le Ministre a souligné qu'en 1971, deux commissions ont été constituées pour l'étude des questions qui se posent en matière d'aménagement du territoire de la zone chevauchant la frontière commune. La première de ces commissions s'occupe des problèmes généraux et s'est principalement consacrée jusqu'à présent à l'établissement d'un inventaire des projets, à l'étude, à la recherche d'une harmonisation des données, à l'élaboration d'un schéma directeur commun pour l'aménagement de la zone frontière qui porte sur l'infrastructure routière, ferroviaire, des transports, aux problèmes de population et d'emploi, de la protection des paysages en rapport avec le développement industriel.

La deuxième commission se consacre plus spécialement aux questions relatives au parc naturel germano-belge (Hautes Fagnes-Eifel). Il s'agit d'un travail préparatoire nécessaire qui devra déboucher sur des décisions concrètes.

Sur le plan plus large des relations entre la Belgique et la République fédérale, il faut se féliciter que, même si l'importance des deux pays est fort différente, les positions des deux gouvernements sont très souvent parallèles, en particulier sur les points essentiels comme l'alliance atlantique et l'intégration européenne. Ici aussi, la concertation dans le cadre des Neuf a pris le pas sur des contacts strictement bilatéraux.

De voltallige commissie is niet bevoegd om akkoorden te sluiten of verbintenissen aan te gaan. Zij is een overlegorgaan en desnoods moet zij voor impulsen zorgen. Haar voornaamste betekenis ligt hierin dat zij permanente structuren biedt, waar de overheid die bevoegd is voor de ruimtelijke ordening en de economische en sociale ontwikkeling in de grensgebieden, te allen tijde inlichtingen kan krijgen over opvattingen, kan afspreken over de te ondernemen acties, programma's in ruimte en tijd kan coördineren.

Als commentaar op die uiteenzetting van de Minister moet erop worden gewezen dat de overlegvoorzieningen er wel zijn, maar dat de resultaten op zich laten wachten. Terwijl in de landen die in het noorden en het oosten aan ons land grenzen, op het stuk van de beslissingsbevoegdheid enige decentralisatie bestaat, komt de beslissing bij onze zuidere burens in de eerste plaats aan het centrale gezag toe. Met dat feit moet rekening worden gehouden bij de beoordeling van het werk dat in de Frans-Belgische commissies werd verricht en ons besluit moet zijn dat de Minister van Buitenlandse Zaken een groter aandeel moet nemen in het overleg dat aan de gang is, zodra de problemen op het niveau van de Frans-Belgische organen op gewestelijk vlak onderzocht zijn en beslissingen getroffen moeten worden.

De Minister zou een grotere inspanning moeten doen om de Franse overheid ertoe te brengen bevredigende oplossingen te bezorgen voor de samenwerking aan de grens tussen onze beide landen.

E. Betrekkingen België-D. B. R.

De Duitse Bondsrepubliek heeft verhoudingsgewijs een heel wat kortere gemeenschappelijke grens met ons land, dan de overige buurlanden. Dat belet niet dat de Bondsrepubliek onze eerste handelspartner is, dat haar gewicht en invloed op economisch gebied van beslissende betekenis zijn, dat de kleinste van de drie Belgische gemeenschappen voor haar taal met onze Duitse burens verbonden is en dat samenwerking op cultureel gebied moet worden bevorderd.

Op de vraag wat gedaan werd op het gebied van de grensproblemen, heeft de Minister geantwoord dat in 1972 twee commissies zijn opgericht om de problemen te bestuderen die op het gebied van de ruimtelijke ordening rijzen in de strook schrijlings op de gemeenschappelijke grens. De eerste van die commissies houdt zich met algemene problemen bezig en heeft tot nog toe haar tijd in hoofdzaak besteed aan het opmaken van een inventaris van de projecten die in studie zijn, aan de harmonisering van de gegevens, aan de uitwerking van een gemeenschappelijke leidraad voor de ordening van het grensgebied, in verband met de onderbouw van wegen, spoorwegen, vervoer, bevolkings- en werkgelegenheidsproblemen, de bescherming van landschappen bij industriële ontwikkeling.

De tweede commissie behandelde meer in het bijzonder aangelegenheden betreffende het Duits-Belgische natuurreserveaat (Hoge Venen-Eifel). Het gaat om noodzakelijk voorbereidend werk, dat op concrete beslissingen moet uitmonden.

In het ruimere vlak van de betrekkingen tussen België en de Bondsrepubliek mogen wij er ons over verheugen, dat de standpunten van de twee regeringen, in weerswil van het verschil in grootte tussen beide landen, zeer dikwijls overeenkomstig zijn, inzonderheid in verband met essentiële punten, als daar zijn het Atlantisch Verbond en de Europese eenwording. Ook hier heeft het overleg in het kader van de Negen voorrang op strikt bilateraal contact.

F. La gestion de la Mer du Nord et de la Manche.

Un membre a posé une question concernant la participation belge à la gestion des zones maritimes de la Mer du Nord et de la Manche, particulièrement sur le problème de la pollution et sur le caractère international de la Manche, des zones territoriales plus larges étant réclamées ailleurs par certains pays.

Concernant l'élargissement par certains pays de leurs zones côtières, le Ministre a répondu qu'il y a lieu de faire une distinction entre grands et petits pays. Pour ces derniers, comme par exemple l'Islande, il s'agit d'une question de vie ou de mort.

La Norvège veut que ses terrains de pêche soient protégés et demande de la compréhension.

Un autre problème est celui de la Turquie et de la Grèce dont l'autorité sur certaines îles est en jeu. Tous les problèmes qui s'y rapportent ont été examinés récemment à la conférence de Caracas.

Tout le monde est d'avis que la loi internationale doit être modifiée, mais il est difficile d'aboutir à un accord.

Le problème se pose en termes tout à fait différents pour la Manche en raison de sa configuration géographique.

En ce qui concerne le problème de la pollution, le Ministre a répondu que le Gouvernement belge y est très sensible.

Il participe aussi activement que possible aux travaux entrepris dans ce domaine au niveau international et est partie à toutes les conventions internationales y afférentes.

Toutefois, dans la pratique, ces conventions et/ou institutions relèvent généralement, étant donné leur caractère technique ou scientifique, d'autres départements que celui des Affaires étrangères, notamment Communications (Administration de la Marine), Commerce extérieur, Agriculture (Pêcheries), Santé publique, Politique scientifique, etc...

Seuls ces départements techniquement compétents pourraient donner des informations plus détaillées sur leur participation à l'activité des institutions visées.

Plusieurs conventions à caractère régional et international ont été élaborées.

Plusieurs institutions ont été mises sur pied (Conseil intergouvernemental pour l'exploration de la mer, groupes informels établis entre les riverains de la Mer du Nord et chargés d'études techniques, commission océanographique intergouvernementale rattachée à l'U. N. E. S. C. O., O. T. A. N.-C. D. S. M. qui a entrepris des études pilotes, organisation maritime consultative internationale).

Il y a lieu également de signaler que le département des Affaires étrangères participe activement aux différentes sessions de la conférence internationale sur le Droit de la Mer des Nations Unies, qui s'occupe de tous les aspects relatifs à la gestion, l'utilisation, l'exploitation et la protection du milieu marin.

G. La coopération culturelle internationale et les autonomies culturelles en Belgique.

Comme il a été indiqué ci-avant en ce qui concerne principalement les relations belgo-néerlandaises et belgo-françaises, un aspect important des relations bilatérales avec chacun de ces deux pays qui regroupent pour chacune de ces deux cultures la population la plus nombreuse d'un Etat de cette langue, pose des problèmes particuliers à notre pays du point de vue de la manière de traiter ces problèmes de coopération dans la mesure où ils concernent les institutions publiques et les Etats.

F. Beheer van Noordzee en Kanaal.

Een lid stelt een vraag in verband met de Belgische deelneming aan het beheer van de maritieme zones van Noordzee en Kanaal, en meer in het bijzonder over het vraagstuk van de zeevervuiling en het internationale karakter van het Kanaal, aangezien bepaalde landen elders ter wereld heel wat grotere territoriale wateren voor zich opeisen.

In verband met de uitbreiding van de kustwateren door sommige landen antwoordt de Minister dat er een onderscheid moet worden gemaakt tussen grote en kleine landen. Voor deze laatste immers, zoals bijvoorbeeld ijsland, is dat een kwestie van leven of dood.

Noorwegen wil dat zijn visgronden worden beschermd en vraagt om begrip.

Een ander probleem is dat van Turkije en Griekenland, waar het gezag over sommige eilanden op het spel staat. Onlangs nog werden al die problemen op de conferentie van Caracas onderzocht.

Iedereen is van oordeel dat de internationale wet moet worden gewijzigd, maar het is moeilijk een akkoord te bereiken.

Voor het Kanaal doet het vraagstuk zich helemaal anders voor, gelet op zijn geografische ligging. In verband met het vraagstuk van de zeevervuiling antwoordt de Minister dat de Belgische Regering het van zeer dichtbij volgt.

Zij neemt zo actief mogelijk deel aan de werkzaamheden die op internationaal gebied op dat stuk worden ondernomen en ondertekent mede alle desbetreffende internationale overeenkomsten.

In de praktijk evenwel ressorteren die overeenkomsten en/of instellingen, gezien hun technisch of wetenschappelijk karakter, over het algemeen onder andere departementen dan Buitenlandse Zaken, met name Verkeerswezen (Bestuur van de Zeevaart), Buitenlandse Handel, Landbouw (Visserij), Volksgezondheid, Wetenschapsbeleid, enz ...

Alleen die technisch bevoegde departementen kunnen nadere bijzonderheden verstrekken over hun deelneming aan de activiteit van de bedoelde instellingen.

Verschillende regionale en internationale overeenkomsten werden uitgewerkt.

Diverse instellingen werden opgericht (Intergouvernementele Raad voor zeeëxploitatie, informele groepen tussen kuststaten van de Noordzee die belast zijn met technische studies, intergouvernementele oceanografische commissie verbonden aan de U. N. E. S. C. O., N. A. T. O.-C. D. S. M., dat proefstudies heeft ondernomen, internationale raadgevende maritieme organisatie).

Tevens zij erop gewezen dat het departement van Buitenlandse Zaken actief deelneemt aan verschillende sessies van de internationale conferentie over het zeerecht van de Verenigde Naties die zich bezighoudt met alle aspecten betreffende het beheer, het gebruik, de exploitatie en de bescherming van de zee.

G. Internationale culturele samenwerking en culturele autonomie in België.

Zoals hierboven, hoofdzakelijk in verband met de Belgisch-Nederlandse en Belgisch-Franse betrekkingen werd aangegeven, doet een voornaam aspect van de bilaterale betrekkingen met elk van beide landen, die voor onze twee culturen de talrijkst bevolkte staat zijn waar een van de bij ons gebruikte talen gesproken wordt, voor ons land bijzondere problemen rijzen ten aanzien van de manier waarop die samenwerkingsproblemen behandeld moeten worden, in zover zij de openbare instellingen en de Staten raken.

Tout d'abord, faut-il le dire, c'est l'attitude fondamentale qui est essentielle; la Belgique qui a les avantages et les inconvénients de deux cultures doit s'efforcer de tirer un maximum de profits de cette dualité. La Belgique doit donc rechercher pour chacun des citoyens belges l'ambiance culturelle la plus stimulante. Le champ d'action le plus large dans une même région linguistique est un avantage qu'il faut valoriser en encourageant les personnes et les institutions à un maximum de coopération et à toutes les ouvertures. Le fait que la Belgique compte depuis 1971 deux conseils culturels responsables des relations internationales en ce qui concerne leur culture, est une facilité qui doit être cumulée avec l'unité de la représentation internationale de l'Etat belge qui doit être au service de la politique ainsi définie de part et d'autre.

Un membre partant de la constatation qu'après la révision de la Constitution en 1970-1971, une disjonction partielle des relations culturelles est devenue possible, a posé la question de savoir où en était le projet de loi qui doit être pris en exécution de l'article 59bis de la Constitution.

Il suggère que des mesures temporaires soient prises en vue d'associer les conseils culturels à l'examen de certaines conventions internationales dont l'objet relève des domaines qui sont maintenant de la compétence des conseils culturels.

Le Ministre a répondu que le Gouvernement a élaboré un projet de loi qui a été transmis pour avis au Conseil d'Etat. Une fois en possession de cet avis, le Gouvernement sera appelé à prendre une décision quant à l'application de l'article 59bis.

Votre rapporteur apprécie ce problème comme suit :

La révision constitutionnelle de 1970 a organisé la Belgique sur base de trois communautés culturelles. Ces communautés sont désormais seules habilitées à régler les matières culturelles. La coopération culturelle internationale a été explicitement citée dans la Constitution comme matière relevant de l'autonomie culturelle. Le problème se pose dès lors d'organiser cette coopération internationale en tenant compte des nouvelles données constitutionnelles.

Il est probable que le constituant de 1970 n'a pas prévu toutes les conséquences de sa réforme et n'a pas mesuré à sa juste mesure le difficile problème posé par la confrontation entre la dualité du libre exercice de l'autonomie dans les relations culturelles internationales et l'unicité nécessaire de l'Etat dans ses rapports extérieurs.

La solution à ce dilemme devra être pragmatique. Il faut éviter d'adopter :

— et la position minimaliste qui affirme que la politique culturelle internationale n'est qu'un aspect de la politique étrangère et donc dépendante du département des Affaires étrangères sous le contrôle du parlement national, les autres départements n'agissant que comme agents techniques;

— et la position maximaliste qui estime que la politique culturelle internationale n'est que le prolongement à l'étranger de la politique culturelle interne, et donc dépendante des ministères « communautarisés » sous le contrôle des conseils culturels.

Il y a, à moyen terme, des problèmes juridiques à résoudre.

Heeft het gezegd te worden dat in de eerste plaats de fundamentele houding van wezenlijke betekenis is ? België, dat het voor- en het nadeel heeft zich op twee culturen te beroemen, moet proberen uit die dualiteit zoveel mogelijk voordeel te halen. Voor ieder Belgisch staatsburger moet ons land dan ook streven naar de meest stimulerende culturele sfeer. Het ruimste werkterrein in een zelfde taalgebied is voorts een kaart die uitgespeeld moet worden door personen en instellingen aan te sporen tot elke vorm van samenwerking en openheid. Het feit dat België sinds 1971 twee cultuurraden telt, die bevoegd zijn voor de internationale betrekkingen in verband met hun cultuur, is een geriefelijkheid die moet samengaan met de eenheid van de internationale vertegenwoordiging van de Belgische staat, die in dienst moet staan van het beleid dat zo aan weerszijden wordt omschreven.

Uitgaande van de vaststelling dat na de Grondwetsherziening van 1970-1971 een gedeeltelijke scheiding in de culturele betrekkingen mogelijk is geworden, heeft een lid gevraagd hoever het stond met het wetsontwerp dat ter uitvoering van artikel 59bis van de Grondwet moet worden ingediend.

Hij stelt voor tijdelijke maatregelen te treffen om de cultuurraden te betrekken bij de behandeling van bepaalde internationale overeenkomsten waarvan het doel iets te maken heeft met gebieden die thans tot de bevoegdheid van de cultuurraden behoren.

De Minister antwoordt dat de Regering een wetsontwerp heeft uitgewerkt dat voor advies aan de Raad van State is overgezonden. Wanneer de Regering dat advies zal hebben ontvangen, zal zij een beslissing moeten nemen over de tenuitvoerlegging van artikel 59bis.

Uw verslaggever denkt over dat probleem wat volgt :

De Grondwetsherziening van 1970 heeft België ingericht op grond van drie cultuurgemeenschappen. Voortaan zijn die gemeenschappen alleen bevoegd om culturele aangelegenheden te regelen. De internationale culturele samenwerking werd uitdrukkelijk in de Grondwet vermeld als een materie die onder de culturele autonomie valt. Het probleem is dan ook die internationale samenwerking te regelen met inachtneming van de nieuwe grondwettige gegevens.

Waarschijnlijk heeft de grondwetgever van 1970 niet alle gevolgen van zijn hervorming voorzien en geen duidelijk besef gehad van het moeilijke probleem dat gesteld wordt door de confrontatie tussen de dualiteit van de vrije uitoefening van de autonomie in internationale culturele betrekkingen en de noodzakelijke eenheid van de staat in zijn buitenlandse betrekkingen.

Voor dat dilemma moet een pragmatische oplossing gevonden worden. Wat wij moeten vermijden is het aanvaarden van :

— de minimalistische stelling, die beweert dat de internationale culturele politiek maar een aspect is van het buitenlands beleid en dus ressorteert onder het departement van Buitenlandse Zaken, onder toezicht van het nationale parlement, waarbij de overige departementen slechts als technische tussenpersonen optreden;

— en ook van de maximalistische stelling, dat het internationale culturele beleid maar een uitvloeisel is in het buitenland van de interne culturele politiek is en dus ressorteert onder de « communautaire » ministeries, onder toezicht van de cultuurraden.

Op halflange termijn moeten rechtsproblemen een oplossing krijgen.

1. Les organes de la coopération internationale.

a) la Constitution précise sans équivoque que c'est le conseil culturel qui est seul habilité en ce qui concerne sa communauté, à régler par décret la coopération internationale;

b) la révision de 1970 n'a pas modifié l'organisation et le fonctionnement du pouvoir gouvernemental. C'est donc en amont et en aval de l'action gouvernementale que le conseil culturel est habilité à agir. L'organisation gouvernementale doit dès lors, être adaptée aux nouvelles données constitutionnelles.

c) le conseil culturel se substitue au parlement dans trois domaines :

1) *Assentiment des accords internationaux.*

Une pratique courante soustrait au contrôle parlementaire l'assentiment des traités internationaux, ce qui est malsain. Les accords culturels doivent être considérés comme des engagements d'Etat à l'Etat avec leurs conséquences budgétaires et non comme des déclarations de principe.

Un dernier exemple : mérite d'être cité : la Belgique a conclu un accord avec le Surinam et les Antilles Néerlandaises. Ni le parlement, ni les conseils culturels n'en sont même informés.

Une solution serait, par le biais de la loi fixant les formes de la coopération internationale, de prévoir que les traités culturels doivent recevoir l'assentiment des conseils culturels, chacun pour ce qui le concerne. La négociation et la conclusion des traités restent de la compétence du pouvoir exécutif, c'est-à-dire du Ministre des Affaires étrangères et des ministres « communautarisés » collégialement responsables.

Ainsi, des impasses actuelles seraient évitées (exemple : l'accord avec l'Afrique du Sud n'a plus d'effet pratique pour la communauté française — résolution du conseil culturel). De plus, tout en préservant l'unicité de l'Etat à l'extérieur, chaque communauté culturelle pourrait orienter son action en fonction de ses affinités propres.

2) *Contrôle de la politique gouvernementale.*

Le conseil culturel use des possibilités, telles que demandes d'explication, discussion en commission compétente, pour exercer sa fonction de surveillance et de contestation de l'équipe gouvernementale. Il est clair que les ministres les plus directement concernés deviennent par la force des choses les ministres de la Culture et de l'Education. Ils doivent dès lors, chacun pour leur communauté, être les éléments coordinateurs de l'action culturelle menée à l'étranger. Il conviendra dans l'avenir d'associer les commissions compétentes des conseils culturels à l'examen de la politique culturelle extérieure à l'instar de ce qui se produit dans les commissions spécialisées (Finances, Economie...) du parlement national.

3) *Exécution des mesures de coopération culturelle Mesures budgétaires et normatives.*

On oublie souvent que les conseils culturels adoptent chaque année des décrets budgétaires alimentant la politique culturelle internationale (budget Conseil culturel français 1976 : 135 millions dont 58 millions pour l'exécution des accords culturels). La pression a été si vive que les fonds pour les

1. Organen van internationale samenwerking.

a) De Grondwet bepaalt ondubbelzinnig dat alleen de cultuurraad bevoegd is om, wat zijn gemeenschap betreft, de internationale samenwerking per decreet te regelen;

b) de herziening van 1970 heeft de inrichting en de werking van de regeringsmacht niet gewijzigd. De cultuurraad mag dus voor en na het optreden van de Regering ageren. De organisatie van de Regering moet dus aan de nieuwe gegevens van de Grondwet worden aangepast;

c) de cultuurraad treedt in de plaats van het parlement op drie gebieden :

1) *Goedkeuring van internationale akkoorden.*

Het is een gangbare maar verkeerde praktijk de goedkeuring van internationale verdragen aan de parlementaire controle te onttrekken. De culturele akkoorden met hun budgettaire gevolgen moeten als verbintenissen tussen staten worden beschouwd en niet als beginselverklaringen.

(Een laatste voorbeeld mag worden vermeld : België sloot met Suriname en de Nederlandse Antillen een akkoord. Het parlement en ook de cultuurraden zijn er niet eens van op de hoogte gebracht.)

Een oplossing zou zijn, via de wet tot vaststelling van de vormen van de internationale samenwerking, te bepalen dat de culturele verdragen de goedkeuring moeten krijgen van de cultuurraden, ieder voor hetgeen hem aangaat. Onderhandelen over en sluiten van verdragen blijft tot de bevoegdheid behoren van de uitvoerende macht, dat wil zeggen van de Minister van Buitenlandse Zaken en van de Ministers met communautaire bevoegdheid, die collegiaal verantwoordelijk zijn.

Zo zouden de huidige impasses vermeden kunnen worden (b.v. het akkoord met Zuid-Afrika heeft geen praktische uitwerking meer voor de Franstalige gemeenschap — resolutie van de cultuurraad). Bovendien zou elke cultuurgemeenschap haar actie naar goeddunken kunnen oriënteren met vrijwaring van de eenheid van de staat naar buiten toe.

2) *Toezicht op het regeringsbeleid.*

De cultuurraad maakt gebruik van mogelijkheden als daar zijn vragen om uitleg, bespreking in de bevoegde commissie, ten einde toe te zien op hetgeen de regering doet en deze ter verantwoording te roepen. Het is duidelijk dat de ministers die er rechtstreeks bij betrokken zijn, de Ministers van Cultuur en Opvoeding zullen zijn. Zij moeten dan ook, ieder voor zijn gemeenschap, de coördinatoren zijn van de culturele actie in het buitenland. Het verdient aanbeveling in de toekomst de bevoegde commissies van de cultuurraden te betrekken bij de behandeling van het buitenlands cultuurbeleid, zoals dat in de gespecialiseerde commissies (Financiën, Economische Zaken...) in het nationaal parlement wordt gedaan.

3) *Tenuitvoerlegging van de maatregelen voor culturele samenwerking. Begrotings- en normatieve maatregelen.*

Er wordt al te dikwijls vergeten dat de cultuurraden ieder jaar begrotingsdecreten goedkeuren, waarmee het internationale cultuurbeleid gestijfd wordt (begroting Franse Cultuurraad 1976 : 135 miljoen, waarvan 58 miljoen voor de tenuitvoerlegging van culturele akkoorden). De druk was zo sterk

accords ont été soustraits du budget des Affaires culturelles communes. Rien n'interdit que demain un conseil culturel n'édicte des règles générales et impersonnelles tendant, par exemple, à la diffusion du patrimoine artistique à l'étranger, à l'octroi de subventions aux organisations de toute nature pour leurs relations internationales, etc.

Il ne faut pas oublier que l'intervention du conseil culturel est exclusive de celle du législateur et de l'autre conseil culturel et qu'il n'existe pas, pour un territoire déterminé, des compétences concurrentes.

2. L'objet de la coopération internationale.

En droit international public, la notion de coopération culturelle est très large : elle englobe la coopération scientifique, technique, au développement.

Dans notre droit interne, sous peine de complications inextricables, il faut limiter sa portée à l'ensemble des matières dans lesquelles la communauté culturelle s'est vue attribuer des compétences constitutionnelles, à savoir :

- les matières culturelles proprement dites;
- l'enseignement;
- l'infrastructure culturelle.

3. Autres modalités de la coopération.

S'il est certain que la Constitution n'a accordé aucune personnalité juridique internationale aux communautés culturelles, les avis divergent sur la question de savoir si la communauté culturelle détient une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat. La réponse du gouvernement actuel est négative. Elle n'est probablement pas définitive. Dans ce cas, se poserait le problème des accords de droit privé conclus avec des personnes étrangères, physiques ou morales, publiques ou privées.

L'action des conseils culturels est désormais ouverte en matière internationale. La question finale est de savoir qui va organiser cette action. Si la communauté culturelle n'a pas d'exécutif propre, on ne peut pas affirmer qu'elle n'en a pas du tout. Son exécutif est le pouvoir exécutif national, avec ce que cela implique dans l'organisation de celui-ci, dans la politique en matière de relations culturelles internationales selon les modalités fixées par chaque communauté.

CHAPITRE VI.

Problèmes internes.

Sous ce dernier chapitre, votre rapporteur regroupe à la fois le dialogue intervenu en commission sur les problèmes de répartition interne, tant en ce qui concerne le personnel que le Fonds européen de développement régional, et quelques considérations sur le budget proprement dit et sur les relations avec les organisations internationales.

Il n'est pas inutile d'examiner l'organisation du ministère qui a la charge de promouvoir notre politique étrangère. Les moyens dont l'Etat dispose doivent être à la mesure de la politique que l'on compte défendre; ils doivent néanmoins être tempérés par les exigences des restrictions budgétaires auxquelles tous les organismes de l'Etat sont soumis.

D'abord, il convient de remarquer que le budget du Ministère des Affaires étrangères est avant tout et presque

dat gelden voor de akkoorden werden onttrokken aan de begroting voor Gemeenschappelijke Culturele Aangelegenheden. Niets belet dat een cultuurraad morgen algemene en onpersoonlijke regels decreeteert, bijvoorbeeld met het oog op de verspreiding van het kunstpatrimonium in het buitenland of het toekennen van toelagen aan allerlei organisaties voor hun internationale betrekkingen.

Wij mogen niet vergeten dat de cultuurraad autonoom optreedt ten opzichte van de wetgever en van de andere cultuurraad en dat er voor een bepaald grondgebied geen concurrerende bevoegdheid bestaat.

2. Doel van de internationale samenwerking.

In het volkenrecht is het begrip culturele samenwerking zeer ruim : het omvat de wetenschappelijke, technische en ontwikkelingssamenwerking.

In ons intern recht moeten we de draagwijdte ervan beperken tot de gezamenlijke materies waarvoor de cultuurgemeenschap grondwettige bevoegdheid is verleend, om niet in een onontwarbaar kluwen te geraken. Bedoeld worden :

- de eigenlijke culturele materies;
- het onderwijs;
- de culturele onderbouw.

3. Andere samenwerking.

Terwijl het vaststaat dat de Grondwet geen internationale (volkenrechtelijke) rechtspersoonlijkheid heeft verleend aan de cultuurgemeenschappen, zijn de meningen verdeeld over de vraag of de cultuurgemeenschap een andere rechtspersoonlijkheid heeft dan de staat. Het antwoord van de huidige regering is ontkennend. Waarschijnlijk is het geen definitief antwoord. In dat geval zou het probleem rijzen van de privaatrechtelijke overeenkomsten met buitenlandse, zowel staats- als privaatrechtelijke natuurlijke en rechtspersonen.

Op internationaal gebied is het optreden van de cultuurraden voortaan toegestaan. Slotvraag is wie dat optreden zal regelen. Hoewel de cultuurgemeenschap geen eigen uitvoerende macht heeft, mag toch niet worden beweerd dat zij helemaal zonder uitvoerende macht is. De uitvoerende macht van de cultuurraad is de nationale uitvoerende macht, met wat zulks onderstelt in de organisatie ervan, voor het beleid inzake internationale culturele betrekkingen volgens de regels die elke gemeenschap heeft vastgelegd.

HOOFDSTUK VI.

Interne problemen.

In dit laatste hoofdstuk zijn tegelijkertijd ondergebracht de dialoog die in de Commissie plaats had in verband met de problemen van interne verdeling inzake personeel zowel als inzake het Europese Fonds voor Gewestelijke Ontwikkeling, en enkele beschouwingen omtrent de eigenlijke begroting en de betrekkingen met de internationale organisaties.

Het is nuttig een onderzoek te wijden aan de organisatie van het Ministerie dat ermede belast is onze buitenlandse politiek te bevorderen. De middelen waarover de Staat beschikt moeten aangepast zijn aan het beleid dat men wil voeren; evenwel moet rekening gehouden worden met de budgettaire beperkingen die voor alle rijksinstellingen gelden.

Allereerst zij aangestipt dat de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken vooral en bijna uitsluitend

exclusivement un budget de fonctionnement, c'est-à-dire des dépenses en personnel et installations tant à Bruxelles qu'à l'étranger, des dépenses permettant au département des liaisons rapides avec nos différentes missions diplomatiques, des dépenses pour l'organisation ou la participation de conférences internationales et des dépenses couvrant la participation budgétaire de la Belgique au fonctionnement d'organisations internationales. Ces missions du département ne couvrent pas seulement les problèmes de politique étrangère mais également ceux qui se situent sur le plan du commerce extérieur ou de la coopération au développement.

En ce qui concerne le personnel, des difficultés surviennent encore quant à l'équilibre linguistique.

Un membre pose la question suivante :

Le département des Affaires étrangères doit, autant et plus que les autres refléter exactement la dualité linguistique de notre pays.

Des efforts tendant à rétablir l'équilibre en la matière ont été fournis ces dernières années et il importe que celui-ci soit maintenu.

Dans ces perspectives, le Ministre peut-il dévoiler comment il entend corriger le déséquilibre momentané dans les directions de ses différentes administrations ?

Il apparaît en effet que le secrétariat général, quatre directions générales et trois administrations autonomes sont occupés par des titulaires du rôle néerlandais, tandis que seulement deux directions générales reviennent à des titulaires francophones.

Cette situation momentanée, psychologiquement peu satisfaisante, est encore aggravée par le fait que les trois chefs de cabinet sont également du rôle néerlandais.

Comme ses prédécesseurs, le Ministre est convaincu que le département des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement doit refléter la dualité linguistique de notre pays. Il n'entre nullement dans ses intentions de s'écarter de quelque manière que ce soit de ce principe.

La situation, telle qu'elle se présente actuellement, est la suivante :

a) Pour le secteur Affaires étrangères et Commerce extérieur, le premier degré de la hiérarchie (grades des rangs 17, 16 et 15) comporte 22 emplois dont 11 sont attribués à des francophones et 11 à des néerlandophones.

Pour décharger l'actuel directeur général de la politique, un diplomate a été adjoint. Plusieurs diplomates sont d'ailleurs, à titre temporaire, adjoints aux différentes directions générales du département.

b) Pour le secteur de la Coopération au Développement, le premier degré de la hiérarchie comporte huit emplois. Quatre sont décernés aux francophones et quatre aux néerlandophones.

La situation du département est par conséquent absolument conforme à l'arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative et à l'arrêté royal du 30 novembre 1966 fixant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des fonctionnaires soumis au statut des agents de l'Etat qui constituent un même degré de la hiérarchie.

Aussi bien pour le secteur des Affaires étrangères et du Commerce extérieur que pour celui de la Coopération au Développement, une extension substantielle du cadre du personnel est à l'examen.

betrekking heeft op de werking, d.w.z. op de uitgaven voor personeel en installatie zowel te Brussel als in het buitenland, op de uitgaven die het departement in staat stellen een vlotte verbinding tot stand te brengen en met onze verschillende diplomatieke missies en op de uitgaven voor het aandeel van België in de werking van internationale instellingen. Die opdrachten van het departement houden niet alleen verband met de buitenlandse politiek, doch ook met de buitenlandse handel en de ontwikkelingssamenwerking.

Inzake personeel bestaan er nog moeilijkheden op het stuk van het taalevenwicht.

De volgende vraag wordt gesteld :

In het departement van Buitenlandse Zaken behoort — evengoed en nog meer dan in de andere departementen — de tweetaligheid van ons land tot uitdrukking te komen.

Gedurende de jongste jaren werd een krachtsinspanning gedaan om tot een nieuw evenwicht te komen, waaraan de hand dient te worden gehouden.

Kan de Minister in dat verband mededelen wat hij voornemens is te ondernemen om het verstoorde evenwicht in de directies van zijn diverse administraties te verbeteren ?

Het blijkt immers dat het secretariaat-generaal, vier algemene directies en drie zelfstandige administraties geleid worden door ambtenaren van de Nederlandse taalrol terwijl slechts twee algemene directies door Franstaligen worden geleid.

De huidige situatie schenkt niet alleen weinig voldoening op het psychologische vlak, doch zij wordt nog verergerd door het feit dat de drie kabinetshoofden eveneens tot het Nederlandse taalstelsel behoren.

Evenals zijn voorgangers is de Minister ervan overtuigd dat het departement van Buitenlandse Zaken, van Buitenlandse Handel en van Ontwikkelingssamenwerking de tweetaligheid van ons land dient te weerspiegelen. Het ligt helemaal niet in zijn bedoeling op enigerlei wijze van dat beginsel af te wijken.

De huidige situatie is de volgende :

a) Voor de sector buitenlandse zaken en buitenlandse handel omvat de eerste trap van de hiërarchie (graden van de rangen 17, 16 en 15) 22 betrekkingen waarvan er 11 aan Franstaligen en 11 aan Nederlandstaligen zijn toegekend.

Om de taak van de huidige directeur-generaal van de politiek te verlichten werd hem een diplomaat toegevoegd. Verscheidene diplomaten zijn trouwens tijdelijk toegevoegd aan de diverse algemene directies van het departement.

b) Voor de sector ontwikkelingssamenwerking telt de eerste graad van de hiërarchie acht betrekkingen (vier ervan worden door Franstaligen en vier door Nederlandstaligen bekleed).

De toestand van het departement strookt bijgevolg volkomen met het koninklijk besluit van 18 juli 1966 tot coördinatie van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken en met het koninklijk besluit van 30 november 1966 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de ambtenaren aan het statuut van het Rijkspersoneel, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen.

Zowel voor de sector buitenlandse zaken als voor de sector ontwikkelingssamenwerking is een aanzienlijke uitbreiding van de personeelsformatie in studie.

Les chefs de cabinet n'interviennent pas dans la répartition linguistique des fonctions administratives.

Le Ministre tient encore à préciser trois points :

- 1) il n'intervient pas dans la désignation du chef de cabinet du Ministre du Commerce extérieur;
- 2) en ce qui concerne le secteur de la Coopération au Développement, le chef de cabinet de l'ancien Secrétaire d'Etat francophone, M. Van Aal, a été repris;
- 3) il est de coutume que le chef de cabinet soit du même rôle linguistique que le Ministre.

Un autre membre déclare ne pas être satisfait de la réponse du Ministre à la question précédente relative à l'équilibre linguistique dans le département.

Ce qui est important c'est l'influence réelle dans la détermination de la politique. Or, cette influence est exercée en grande partie par des néerlandophones (entre 2/3 et 3/4).

Le Ministre réplique que la loi sur l'emploi des langues en matière administrative est formelle : pour l'ensemble des fonctionnaires des niveaux 15, 16 et 17, il faut assurer l'équilibre linguistique; il rappelle que la direction qui exerce la plus grande influence est la direction générale de la politique, à la tête de laquelle se trouve un francophone.

Le même membre demande au Ministre de bien vouloir remettre au rapporteur une liste des représentants permanents de la Belgique auprès des divers organismes internationaux et leur répartition par rôle linguistique.

Voici ce tableau :

Francophones :

Représentant permanent :	Strasbourg (Conseil de l'Europe).
Ambassadeurs :	Paris Londres Rome Vatican Dublin Luxembourg Pékin Tokyo Ottawa Kinshasa.
Agents francophones sans affectation :	Groothaert (ex-ambassadeur à Pékin) Ernemann (ex-chef de la délégation belge auprès de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe).

Néerlandophones :

Représentants permanents :	OTAN C. E. E. ONU (New York) ONU (Genève) UNESCO F. A. O. U. N. C. T. A. D.
----------------------------	---

Négociation M. B. F. R. - Vienne.

Ambassadeurs :	Washington Moscou Bonn La Haye Madrid Copenhague
----------------	---

De kabinetschefs worden niet betrokken bij de taalkundige indeling van de administratieve functies.

De Minister wil nog andere bijzonderheden verstrekken over drie punten :

- 1) hij houdt zich niet bezig met de aanwijzing van de kabinetschef van de Minister van Buitenlandse Handel;
- 2) in de sector ontwikkelingssamenwerking werd de kabinetschef van de gewezen Franstalige Staatssecretaris, de heer Van Aal, opnieuw in dienst genomen;
- 3) het is de gewoonte dat de kabinetschef tot hetzelfde taalstelsel als de Minister behoort.

Een lid neemt geen vrede met het antwoord van de Minister op de vorige vraag in verband met het taalevenwicht in het departement.

Van belang is de werkelijke invloed bij de bepaling van het beleid. Die invloed wordt nu hoofdzakelijk uitgeoefend door Nederlandstaligen (tussen 2/3 en 3/4).

De Minister antwoordt dat de wet op het gebruik der talen in bestuurszaken zeer duidelijk is : voor de gezamenlijke ambtenaren van de niveaus 15, 16 en 17 moet er taalevenwicht zijn; hij herinnert eraan dat de Algemene Directie van de Politiek de directie is die de grootste invloed uitoefent; zij staat onder de leiding van een Franstalige.

Hetzelfde lid vraagt de Minister aan de verslaggever een lijst te zenden van de vaste vertegenwoordigers van België bij de diverse internationale instellingen met hun indeling per taalstelsel.

Hier volgt deze tabel :

Franstaligen :

Permanente vertegenwoordiger :	Straatsburg (Raad van Europa).
Ambassadeurs :	Parijs Londen Rome Vaticaan Dublin Luxembourg Peking Tokio Ottawa Kinsjasa.
Franstalige ambtenaren zonder post :	Groothaert (gewezen ambassadeur te Peking) Ernemann (gewezen hoofd van de Belgische afvaardiging bij de Conferentie voor Europese Veiligheid en Samenwerking).

Nederlandstalige :

Permanente vertegenwoordigers :	NAVO E. E. G. UNO (New York) UNO (Genève) UNESCO F. A. O. U. N. C. T. A. D.
---------------------------------	---

M. B. F. R.-onderhandelingen te Wenen.

Ambassadeurs :	Washington Moskou Bonn Den Haag Madrid Kopenhagen
----------------	--

Le Ministre souligne que les affectations du personnel extérieur à tel ou tel poste, ont fait l'objet d'un gros effort de la part du département pour assurer la présence de la Belgique dans les divers continents. Une restructuration de nos postes diplomatiques est nécessaire car l'évolution de la vie internationale est telle que les grands centres de celle-ci ne sont plus uniquement Londres, Washington, Paris ou Moscou. Des réunions internationales de très grande importance se déroulent aux quatre coins du monde et il est essentiel que la Belgique soit correctement informée de ce qui s'y passe ou, si elle assiste à ces réunions, que les délégations belges puissent disposer de l'infrastructure nécessaire pour participer efficacement aux travaux. Le besoin en personnel se fait sentir et il est regrettable que la commission n'ait pas été éclairée au sujet de la politique actuelle du Ministre.

D'autre part, la Belgique, en raison de la localisation dans ses frontières de plusieurs organisations internationales, est un centre important de la diplomatie internationale, ce qui lui donne des responsabilités accrues sur le plan de l'accueil; à ce sujet, il est peut-être intéressant de remarquer que le service du protocole du Ministère des Affaires étrangères ne compte que sept agents de première catégorie, alors que dans des capitales où sont organisées un aussi grand nombre de visites officielles, le service du protocole compte plus de trente fonctionnaires.

Un membre fait remarquer que le périodique « Lettre de la Belgique » qui est envoyé par le département aux ambassades de Belgique et qui devrait être le reflet des opinions de la presse belge, est trop souvent partielle en matière linguistique. Dans certains cas, elle brosse une image caricaturale de nos assemblées législatives.

Le Ministre répond que le service de presse de son département est responsable en l'occurrence.

Pour l'année 1975, la « Lettre de Belgique » compte 49 numéros dans lesquels 994 articles furent repris. Linguistiquement, la division s'établit comme suit :

- 497 de la presse néerlandophone;
- 492 de la presse francophone;
- 4 de la presse allemande;
- 1 de la presse anglaise.

Ces chiffres montrent que les opinions des deux côtés de la frontière linguistique ont pu se manifester presque à égalité.

Si la « Lettre de Belgique » a présenté, éventuellement, le Parlement sous une forme caricaturale, ce n'est certainement imputable aux responsables de la « Lettre » mais bien en raison des idées émises par les journalistes belges.

La liste mentionnant tous les articles parus en 1975 est à la disposition des membres de la commission.

Plusieurs d'entre eux interrogent le Ministre sur le Fonds européen de développement.

Un membre rappelle qu'il avait été convenu que le Fonds européen de développement régional mettrait en décembre 1975 à la disposition des neuf pays de la C. E. E. un montant de 3,5 milliards d'unités de compte. Cette attribution a-t-elle eu lieu et quelle est la part de la Belgique ?

Un autre commissaire se demande de quelle façon les crédits accordés par le Fonds européen de développement régional à la Belgique seront répartis à l'intérieur du pays.

In verband met de aanwijzing van personeel van de buitendiensten voor deze of gene post, onderstreept de Minister dat wel moet worden erkend dat het departement een grote krachtsinspanning heeft gedaan opdat België op de verschillende continenten vertegenwoordigd zou zijn. Onze diplomatieke posten moeten opnieuw worden gestructureerd, want ingevolge de ontwikkeling van de internationale politiek ligt het zwaartepunt van dit laatste niet meer in de grote centra Londen, Washington, Parijs of Moskou. Zeer belangrijke vergaderingen hebben plaats in alle hoeken van de wereld en het is van belang dat België behoorlijk wordt ingelicht over alles wat daar gebeurt en dat, wanneer ons land aan die vergadering deelneemt, de Belgische delegaties ook zouden beschikken over de nodige infrastructuur om op een doeltreffende manier aan die werkzaamheden deel te nemen. Er is daar werkelijk behoefte aan personeel en het valt te betreuren dat de Commissie geen nadere uitleg heeft gekregen over het thans door de Minister gevoerde beleid.

Anderzijds is België, doordat verscheidene internationale organisaties op zijn grondgebied zijn gevestigd, een belangrijk centrum van de internationale diplomatie geworden, waardoor het meer verantwoordelijkheden en verplichtingen als gastland heeft gekregen; in dit verband mag er wel op gewezen worden dat de « Directie van het Protocol » van het Ministerie van Buitenlandse Zaken slechts zeven ambtenaren van eerste categorie in dienst heeft. In hoofdsteden waar even veel officiële bezoeken worden ingericht, heeft die dienst een personeelsbezetting van meer dan dertig ambtenaren.

Een lid merkt op dat het tijdschrift « Brief uit België », dat door het departement aan de Belgische ambassades wordt verstuurd en dat een weerspiegeling zou moeten zijn van de meningen die in de Belgische pers aan bod komen, op taalkundig gebied al te vaak eenzijdig is. In sommige gevallen geeft het een karikatuur van onze wetgevende vergaderingen.

De Minister antwoordt dat de persdienst van zijn departement daarvoor verantwoordelijk is.

In 1975 verschenen 49 nummers van « Brief uit België »; daarin werden 994 artikels opgenomen. Taalkundig was de verdeling als volgt :

- 497 uit de Nederlandstalige pers;
- 492 uit de Franstalige pers;
- 4 uit de Duitse pers;
- 1 uit de Engelse pers.

Uit die cijfers blijkt dat de meningen die aan beide zijden van de taalgrens tot uiting kwamen praktisch op voet van gelijkheid zijn behandeld.

Indien de « Brief uit België » van het Parlement een karikaturale voorstelling zou hebben gegeven, dan is dat zeker niet de schuld van de mensen die de « Brief » uitgeven, maar wel van de ideeën der Belgische journalisten.

De lijst met alle in 1975 verschenen artikelen ligt ter beschikking van de leden van de Commissie.

Verscheidene leden ondervragen de Minister over het Europese ontwikkelingsfonds.

Een lid herinnert eraan dat was overeengekomen dat het Europese ontwikkelingsfonds in december 1975 een bedrag van 3,5 miljard rekeneenheden ter beschikking zou stellen van de negen E. E. G.-landen. Is die verdeling gebeurd en welk aandeel kreeg België daarin ?

Een ander lid vraagt zich af hoe de interne verdeling zal gebeuren van de door het Fonds voor gewestelijke ontwikkeling aan België toegekende kredieten.

Un troisième membre demande :

- 1° quelles sont les zones prioritaires en Belgique;
- 2° s'il est exact que les communautés veulent décider elles-mêmes de ces zones et quelle a été l'attitude du gouvernement belge à ce sujet;
- 3° quelles ont été les sommes allouées aux trois régions belges dans le courant de 1975 ?

Le Ministre répond ce qui suit :

L'existence dans la C. E. E. de régions largement en retard au point de vue économique risquait de compromettre la réalisation à terme de l'union économique et monétaire.

Le 10 décembre 1974, les chefs d'Etat ou de gouvernement réunis à Paris ont décidé la création d'un Fonds régional européen de 1,3 milliard d'unités de compte pour une durée de trois ans, et les règlements portant création de ce fonds et du Comité de politique régionale ont été adoptés le 4 mars 1975.

Le Fonds peut participer au financement d'investissements dans les activités industrielles, artisanales ou de service, d'investissements en infrastructure ou en équipements collectifs ruraux dans certaines zones agricoles. Le bénéfice du Fonds pourra cette année encore être accordé à des projets belges pour un montant de 225 millions de FB.

Le Comité de politique régionale s'est déjà réuni à plusieurs reprises. Il a notamment pour objectif de contribuer à la coordination des politiques régionales des Etats membres.

1) Les zones qui peuvent entrer en ligne de compte pour des aides du Fonds européen de Développement sont celles où des aides nationales peuvent être allouées au titre de la politique régionale. Dans la pratique, cela signifie que l'aide du Fonds peut être attribuée aux zones considérées comme prioritaires pour les aides nationales belges.

On n'ignore pas toutefois que, même pour les aides nationales, il appartient à la Commission des Communautés de veiller à ce que des distorsions de concurrence ne s'instaurent au sein de la Communauté. Il va de soi que les critères retenus par la commission à cette occasion s'appliquent également pour les interventions du Fonds européen de développement.

2) Comme il a été mentionné ci-avant, il n'y a pas de zones spécifiques pour le Fonds européen. Il est toutefois exact que la Commission des Communautés est compétente pour apprécier dans quelle mesure des distorsions de concurrence peuvent découler d'aides nationales. En application de ces dispositions, la commission a élaboré des critères, se traduisant sur le plan géographique par des zones qui peuvent, d'après elle, entrer en ligne de compte pour des aides nationales.

3) L'ensemble des dossiers introduits d'ores et déjà par la délégation belge représenteraient, s'ils étaient tous retenus, des interventions de l'ordre de 286 000 000 FB, dont 228 000 000 FB imputables sur l'année 1975, soit 114 000 000 FB pour les régions flamandes et 104 000 000 FB pour les régions wallonnes.

La répartition effective des aides entre les régions belges résultera toutefois de décisions individuelles qui interviendront à propos des différents dossiers, selon les procédures des Communautés européennes.

Le gouvernement belge a néanmoins décidé que, lors de la présentation des projets, on partirait des pourcentages suivants :

Een derde lid vraagt :

- 1° welke de prioritaire zones in België zijn;
- 2° of het waar is dat de Gemeenschappen zelf over die zones willen beslissen en welke de houding van de Belgische Regering ter zake is;
- 3° welke bedragen aan de drie Belgische gewesten in de loop van 1975 werden toegekend ?

De Minister antwoordt het volgende :

Het bestaan in de E. E. G. van in economisch opzicht ver achtergebleven gewesten, kon de uitvoering van de economische en monetaire unie op lange termijn in gevaar brengen.

Op 10 december 1974 hebben de Staatshoofden en Regeringsleiders te Parijs beslist voor een duur van drie jaar een Europees Regionaal Fonds ten bedrage van 1,3 miljard rekeneenheden op te richten; de verordeningen houdende oprichting van dat Fonds en van de Commissie voor het regionaal beleid werden op 4 maart 1975 goedgekeurd.

Het Fonds kan deelnemen aan de financiering van investeringen ten behoeve van de industrie, van de ambachtelijke of van de dienstensector, van de infrastructuur of van landelijke collectieve uitrustingen in bepaalde landbouwgebieden. In 1976 zal het Fonds voor 225 miljoen BF steun verlenen aan Belgische projecten.

De Commissie voor regionaal beleid heeft reeds verscheidene malen vergaderd. Zij heeft met name tot doel mee te werken aan de coördinatie van het regionaal beleid van de Lid-Staten.

1) Alleen de gebieden waaraan in het kader van het gewestelijk beleid nationale bijstand kan worden verleend, komen in aanmerking voor bijstand van het Europees Ontwikkelingsfonds. In de praktijk betekent zulks dat de bijstand van het Ontwikkelingsfonds kan worden verleend aan de gebieden die voor de Belgische nationale bijstand als prioritair worden beschouwd.

Het is echter geweten dat de Commissie van de Gemeenschappen zelfs voor de nationale bijstand ervoor moet waken dat de concurrentiekracht binnen de Gemeenschap niet wordt scheefgetrokken. Vanzelfsprekend gelden de door de commissie te dier gelegenheid vastgelegde criteria evenzeer voor de tegemoetkomingen van het Europese Ontwikkelingsfonds.

2) Zoals hierboven reeds is aangestipt, bestaan er voor het Ontwikkelingsfonds geen specifieke gebieden. Toch is het juist dat de Commissie van de Gemeenschappen bevoegd is om vast te stellen in hoever scheeftrekkingen van het concurrentievermogen door nationale bijstand kunnen worden veroorzaakt. Met toepassing van die bepalingen heeft de commissie criteria uitgewerkt die op geografisch vlak tot uiting komen in gebieden welke volgens haar in aanmerking kunnen komen bij de bijstand op nationaal vlak.

3) De tot nu toe door de Belgische delegatie ingediende dossiers samen zouden, mochten ze alle worden goedgekeurd, een bedrag van 286 miljoen BF aan tegemoetkomingen vertegenwoordigen, waarvan 228 miljoen BF op het jaar 1975 moeten worden aangerekend. Dat bedrag kan worden gesplitst in 114 miljoen BF voor de Vlaamse gewesten en 104 miljoen BF voor de Waalse gewesten.

De effectieve verdeling van de bijstand onder de Belgische gewesten zal echter per geval worden beslist naar aanleiding van het onderzoek van de verschillende dossiers en volgens de handelwijze van de Europese Gemeenschap.

Bij het voorleggen van de projecten heeft de Belgische regering evenwel beslist uit te gaan van de volgende percentages :

— 92 % seraient répartis entre la Flandre et la Wallonie, selon la clé de répartition appliquée en matière de régionalisation;

— 8 % seraient affectés sur une base nationale.

Un membre souligne qu'on peut considérer comme anormal au niveau européen le fait que la Belgique, qui se situe parmi les régions les plus prospères de l'Europe, bénéficie du Fonds régional européen, fut-ce à concurrence de 1,5 %.

Pour que cette aide puisse être continuée, il faudrait que les régions auxquelles elle aboutit ne soient pas les plus industrielles de Belgique. Il serait donc indiqué de réserver cette aide à la région de Belgique qui est déjà reconnue par la C. E. E. comme une région défavorisée en matière agricole et où le revenu par tête d'habitant est le plus bas du pays, à savoir les régions du sud-est.

Le Ministre réplique que le revenu le plus bas n'est peut-être pas le seul critère et que ce problème devrait être débattu à la Commission des Affaires économiques.

Un membre interroge le Ministre sur les contributions budgétaires de la Belgique aux organisations internationales et leur affectation budgétaire.

1. Le budget du Ministère des Affaires étrangères comporte, entre autres, les crédits à un certain nombre d'organisations internationales dont le siège se trouve en Belgique ou en dehors du pays. Ce sont les crédits qui figurent au chapitre III du budget et dont les montants globaux s'élèvent à 729 700 000 FB.

2. Il s'agit principalement des contributions budgétaires de la Belgique aux budgets de fonctionnement de ces institutions et qui sont la conséquence de la participation de la Belgique à ces organisations.

3. Il convient de remarquer qu'un certain nombre de contributions à certaines organisations internationales, en ce qui concerne le budget de fonctionnement, sont inscrites à d'autres budgets. C'est ainsi que la contribution à l'O. I. T. est à charge du budget du Ministère de l'Emploi et du Travail, la contribution à l'O. M. S. à charge du budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille, la contribution pour l'UNESCO à charge du budget des Ministères de l'Education nationale et de la Culture, la contribution à l'O. A. C. I. à charge du budget du Ministère des Communications, la contribution à l'I. M. C. O. à charge du budget du Ministère des Communications, la contribution à l'O. M. M. à charge du budget des Ministères de l'Education nationale et de la Culture, la contribution à l'U. P. U. à charge du budget du Ministère des Communications, la contribution à l'U. I. T. à charge du budget du Ministère des Communications, la contribution à l'O. M. P. I. à charge du budget du Ministère des Affaires économiques.

4. On peut discuter de l'opportunité de regrouper l'ensemble de ces contributions au budget du Ministère des Affaires étrangères, étant entendu que les participations budgétaires à des actions de ces différentes organisations pourraient être inscrites aux budgets des départements qui traitent les domaines couverts par les organisations internationales.

— 92 % zou worden verdeeld tussen Vlaanderen en Wallonië naargelang van de verdeelsleutel die op het stuk van de regionalisering wordt toegepast;

— 8 % zou op nationale basis worden toegewezen.

Een lid onderstreept dat men het als abnormaal ten opzichte van het Europese niveau mag beschouwen dat België, een land dat toch deel uitmaakt van de meest welvarende gewesten van Europa, al was met maar voor 1,5 % bijstand van het Europees Regionaal Fonds kan ontvangen.

Opdat die bijstand kan worden voortgezet, zouden de gewesten die de bijstand ontvangen niet tot de meest geïndustrialiseerde van ons land mogen behoren. Die bijstand zou dan ook uitsluitend moeten ten goede komen aan het gewest dat door de E. E. G. reeds als een op landbouwgebied minderbedeeld gewest is erkend en waar het gemiddelde inkomen per inwoner het laagste van het land is, met name het Zuidoosten van ons land.

De Minister repliceert dat het laagste inkomen wellicht niet het enige criterium is en dat een dergelijk vraagstuk in de Commissie voor de Economische Zaken moet worden besproken.

Een lid vraagt de Minister naar de budgettaire bijdragen van België aan de internationale organisaties en op welke artikelen die bijdragen zijn uitgetrokken.

1. De begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken bevat onder meer de kredieten voor een aantal internationale organisaties die hun zetel in België of in het buitenland hebben. Die kredieten komen voor in hoofdstuk III van de begroting en bereiken een totaalbedrag van 729 700 000 BF.

2. Het betreft hoofdzakelijk budgettaire bijdragen van België in de werkingsbegroting van die instellingen, welke het gevolg zijn van de Belgische deelneming aan die organisaties.

3. Er zij opgemerkt dat een aantal bijdragen aan sommige internationale organisaties in verband met de werkingsbegroting op andere begrotingen zijn uitgetrokken. Zo valt de bijdrage aan de I. A. O. ten laste van de begroting van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, de bijdrage aan de Wereldgezondheidsorganisatie ten laste van de begroting van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin, de bijdrage aan de UNESCO ten laste van de begroting van de Ministeries van Nationale Opvoeding en van Cultuur, de bijdrage aan de Internationale Organisatie voor de Burgerluchtvaart ten laste van de begroting van het Ministerie van Verkeerswezen, de bijdrage aan de Raadgevende Intergouvernementele Organisatie voor de Scheepvaart ten laste van de begroting van het Ministerie van Verkeerswezen, de bijdrage aan de Wereldorganisatie voor weerkunde ten laste van de begroting van de Ministeries van Nationale Opvoeding en van Cultuur, de bijdrage aan de Wereldpostvereniging ten laste van de begroting van het Ministerie van Verkeerswezen, de bijdrage aan de Internationale Vereniging betreffende de verreberichtgeving ten laste van de begroting van het Ministerie van Verkeerswezen, de bijdrage aan de Wereldorganisatie van intellectuele eigendom ten laste van de begroting van het Ministerie van Economische Zaken.

4. Er kan over worden getwist of het opportuun is al die bijdragen in de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken samen te brengen, met dien verstande dat de budgettaire bijdragen voor de acties van die verschillende organisaties op de begrotingen kunnen worden uitgetrokken van de departementen die de respectieve domeinen van de internationale organisaties bestrijken.

Considérations budgétaires.

On peut comparer les crédits du budget pour 1976 à ceux du budget de 1970.

1. Pour 1970, il a été ouvert des crédits pour un montant de 6 057 693 000 F pour les dépenses ordinaires; 76 000 000 F (crédits d'engagement), 71 500 000 F (crédits d'ordonnancement) pour les dépenses extraordinaires.

2. Pour 1976, des crédits ont été prévus pour un montant de :

9 604 300 000 F pour les dépenses courantes;

2 733 000 000 F pour les dépenses de capital (crédits non dissociés).

Pour les crédits dissociés :

1 270 000 F de crédits d'engagement et 587 000 000 F de crédits d'ordonnancement sont prévus.

Pour la section particulière, les dépenses pour 1976 sont estimées à 2 532 143 000 F.

3. Le pourcentage d'accroissement global du budget pour 1976 (dépenses courantes + dépenses de capital) par rapport au budget de 1970 (budget ordinaire + budget extraordinaire) s'élève à 110 %, ce qui représente un accroissement annuel moyen de 13,5 % par rapport à l'année précédente.

4. En ce qui concerne les coûts de fonctionnement du département (Affaires étrangères, Commerce extérieur, Coopération au Développement), la part des traitements et des coûts de fonctionnement (cabinets exceptés) constitue plus ou moins le même pourcentage du budget (à savoir 26 % ou 1 610 millions en 1970, 24 % ou 3 085 millions en 1976). Le rythme de croissance des dépenses de fonctionnement de l'administration a donc été un peu plus faible que le rythme de croissance global, c'est-à-dire qu'il y a eu davantage de moyens disponibles pour d'autres objectifs.

5. La part de dépenses pour l'administration des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement dans le budget total reste importante (± 25 %); on peut néanmoins constater une certaine amélioration, à savoir une baisse relative de 26 à 24 %.

6. La part des dépenses concernant la coopération en personnel montre la tendance à diminuer son importance relative (à savoir de 23 % en 1970 à 20 % en 1976) et cela malgré la hausse d'environ 80 %.

7. Les dépenses qui sont destinées sous l'une ou l'autre forme à des organismes internationaux (contributions à des projets/participation aux coûts) constituent environ 1/4 du budget total. Leur part relative a cependant baissé par comparaison avec le budget de 1970 dans lequel celle-ci s'élevait à ± 27 %.

8. La part du budget destinée à l'Office belge du Commerce extérieur et au Fonds du commerce extérieur constitue toujours environ 4,5 %.

9. La part destinée aux étudiants et aux stagiaires, à l'enseignement supérieur dans les pays en voie de développement et à l'aide pour l'enseignement (dans les anciennes colonies) s'est accrue relativement et constitue pour 1976 environ 9 %.

Budgettaire overwegingen.

De kredieten van de begroting voor 1976 kunnen worden vergeleken met die van de begroting van 1970.

1. Voor 1970 waren kredieten voor een bedrag van 6 057 693 000 F voor de gewone uitgaven uitgetrokken; 76 000 000 F (vastleggingskredieten), 71 500 000 F (ordonnanceringskredieten) voor de buitengewone uitgaven.

2. Voor 1976 zijn kredieten uitgetrokken voor een bedrag van :

9 604 300 000 F voor de gewone uitgaven;

2 733 000 000 F voor de kapitaaluitgaven (niet gesplitste kredieten).

Voor de gesplitste kredieten :

Er zijn 1 270 000 F vastleggingskredieten en 587 000 000 F ordonnanceringskredieten uitgetrokken.

Voor de afzonderlijke sectie zijn de uitgaven voor 1976 geraamd op 2 532 143 000 F.

3. Het globale verhogingspercentage voor de begroting 1976 (gewone uitgaven + kapitaaluitgaven) t.o.v. de begroting voor 1970 (gewone begroting + buitengewone begroting) bedraagt 110 %, hetgeen op een gemiddelde jaarlijkse verhoging met 13,5 % t.o.v. het voorgaande jaar neerkomt.

4. Inzake de werkingskosten van het departement (Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel, Ontwikkelingssamenwerking) bedraagt het aandeel van de lonen en de werkingskosten (kabinetten uitgezonderd) min of meer hetzelfde percentage van de begroting (nl. 26 % of 1 610 miljoen in 1970, 23 % of 3 085 miljoen in 1976). De stijging van de werkingsuitgaven van de administratie is dus geringer geweest dan de totale stijging, d.w.z. dat er meer middelen beschikbaar voor andere doeleinden zijn geworden.

5. Het aandeel van de uitgaven voor de administratie van de Buitenlandse Zaken en de Buitenlandse Handel en van de Ontwikkelingssamenwerking in de globale begroting blijft groot (± 25 %), hoewel een zekere verbetering vastgesteld kan worden, nl. een betrekkelijke vermindering met 26 tot 24 %.

6. Het aandeel van de personeelsuitgaven inzake samenwerking geeft een neiging tot vermindering te zien, qua betrekkelijke omvang (nl. van 34 % in 1970 naar 20 % in 1976) en dit ondanks de stijging met ongeveer 80 %.

7. De uitgaven die in de ene of de andere vorm voor internationale instellingen zijn bestemd (bijdragen voor ontwerpen/deelneming in de kosten) vertegenwoordigen ongeveer 1/4 van de totale begroting. Het betrekkelijke aandeel ervan is nochtans lager geworden t.o.v. de begroting voor 1970 waarin het ± 27 % bedroeg.

8. Het aandeel van de begroting dat aan de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel en aan het Fonds van de buitenlandse handel is bestemd, bedraagt nog steeds $\pm 4,5$ %.

9. Het aandeel dat voor de studenten en stagiaires, voor het hoger onderwijs in de ontwikkelingslanden en voor de hulpverlening aan het onderwijs (in de vroegere koloniën) is bestemd, is betrekkelijk groter geworden en bedraagt voor 1976 ± 9 %.

10. De ce qui précède, on peut dégager que, bien que des modifications soient intervenues dans certains postes, il y a peu de changements dans la répartition selon le modèle suivant : à savoir $\pm 1/4$ pour le département, $1/4$ pour les organismes internationaux, $\pm 20\%$ pour la coopération en personnel et à peine 10% pour l'enseignement. Il serait intéressant d'établir un parallèle avec des budgets comparables à l'étranger et plus précisément dans les pays voisins. Il semble aussi intéressant d'examiner l'utilité de nos contributions aux organismes internationaux dans le sens d'un « return on investment » et surtout notre position à cet égard par rapport aux autres pays.

CHAPITRE VII.

Questions diverses.

Plusieurs membres ont posé des questions sur des situations particulières dans un pays donné, et sur l'attitude qu'a prise le gouvernement belge à leur égard.

1. Espagne.

Un membre s'oppose à la politique de dégel du Ministre à l'égard de l'Espagne. En dehors du décès du général Franco, le membre ne constate aucun changement du régime dans ce pays. Cette politique de dégel est peu opportune au moment où l'Espagne connaît des troubles sociaux sans précédent.

Le Ministre rappelle que le Gouvernement avait pris des mesures d'exception à l'égard de l'Espagne le 5 octobre 1975 à la suite des exécutions de fin septembre.

Le Gouvernement a estimé que la nouvelle situation dans ce pays ne rend plus nécessaires ces mesures d'exception. En effet, des changements importants ont été constatés et un grand nombre de détenus politiques ont été relâchés. Il faut se rendre compte des réalités, si l'on ne veut pas encourir le risque de provoquer une réaction de l'extrême droite.

2. Egypte et Méditerranée.

Un membre demande au Ministre s'il peut donner des informations au sujet de l'évolution du rôle du barrage sur le Nil à Assouan en Egypte ? Son incidence météorologique serait loin d'être accessoire; il exercerait une influence négative sur la pêche en Méditerranée et entraînerait la salinisation des terres en aval du barrage.

Des leçons seront-elles tirées de cette expérience ?

Le Ministre répond que, déjà à l'époque où la construction de ce barrage se trouvait au stade de l'étude, certains hommes de science ont prédit ces phénomènes. Ceux-ci devront faire l'objet d'une discussion au niveau international.

Le problème pourrait aussi être débattu dans le cadre de la reconstruction économique de l'Egypte.

De toute façon, il s'agit d'une leçon à retenir par tous ceux qui construiront des barrages dans l'avenir.

3. Angola.

Un membre s'inquiète au sujet de la situation en Angola qui, à son avis, pourrait dégénérer en un conflit mondial.

Une médiation des deux grandes puissances, Etats-Unis et U. R. S. S., pourrait mettre fin aux combats.

10. Uit wat voorafgaat blijkt dat, hoewel wijzigingen in bepaalde posten zijn aangebracht, er weinig wijzigingen waren in de verdeling volgens het volgende schema : $\pm 1/4$ voor het departement, $1/4$ voor de internationale instellingen, $\pm 20\%$ voor de samenwerking in personeel en 10% voor het onderwijs. Het ware interessant een vergelijking te maken met de vergelijkbare buitenlandse begrotingen en in het bijzonder met die van onze buurlanden. Het schijnt ook interessant het nut van onze bijdragen aan internationale instellingen in de zin van een « return on investment » te onderzoeken en vooral onze positie in dit verband t.o.v. de andere landen te bepalen.

HOOFDSTUK VII.

Diverse vragen.

Verscheidene leden hebben vragen gesteld in verband met de bijzondere toestanden in een bepaald land, alsook over de houding die onze regering dienaangaande heeft aangenomen.

1. Spanje.

Een lid verzet zich tegen het ontspanningsbeleid van de Minister tegenover Spanje. Buiten het overlijden van generaal Franco ziet het lid geen verandering in het regime in dat land. Het gevoerde ontspanningsbeleid is weinig opportuun op een ogenblik waarop Spanje sociale onlusten als nooit tevoren meemaakt.

De Minister herinnert eraan dat de Regering op 5 oktober 1975, naar aanleiding van de terechtstellingen van eind september, tegenover Spanje bepaalde uitzonderingsmaatregelen had getroffen.

De Regering is van oordeel dat die uitzonderingsmaatregelen niet meer verantwoord zijn, gelet op de nieuwe toestand in dat land. Er werden inderdaad grote veranderingen vastgesteld en een groot aantal politieke gevangenen werden vrijgelaten. Men moet zich rekenschap gaan geven van de werkelijkheid indien men het gevaar niet wil lopen een reactie van uiterst rechts uit te lokken.

2. Egypte en het Middellandse-Zeegebied.

Een lid vraagt of de Minister inlichtingen kan verstrekken de ontwikkeling van de rol van de Nijlstuwdam te Assouan in Egypte. De meteorologische weerslag ervan is niet te onderschatten. De stuwdam zou een nadelige invloed uitoefenen op de visserij in het Middellandse-Zeegebied en zou verzilting meebrengen in de gronden stroomopwaarts van de stuwdam.

De Minister antwoordt dat reeds ten tijde dat de bouw van die stuwdam ter studie lag, bepaalde wetenschapsmensen die verschijnselen voorspeld hebben. Zij hebben het voorwerp moeten uitmaken van een bespreking op internationaal niveau.

Het probleem zou eveneens ter sprake kunnen gebracht worden in het kader van de economische wederopbouw van Egypte.

In elk geval houdt deze ervaring lessen in voor allen die in de toekomst nog stuwdammen zullen bouwen.

3. Angola.

Een lid is bezorgd om de toestand in Angola, waaruit volgens hem een wereldconflict zou kunnen voortkomen.

Een bemiddeling van de twee grote machten, de Verenigde Staten en de U. S. S. R., zou aan de gevechten een einde kunnen maken.

Toutefois l'Europe n'a-t-elle aucun rôle à jouer ?

Ne pourrait-elle pas prendre des initiatives ?

Quel est l'impact des événements angolais sur nos relations avec le Zaïre ?

Le Ministre répond qu'il faut attendre les résultats de la prochaine Conférence de l'Organisation pour l'Unité africaine (O. U. A.) à Addis-Abeba, qui va tenter de dégager un accord général.

L'Europe aurait peut-être dû prendre une initiative et essayer de convaincre toutes les parties de cesser d'intervenir dans le conflit angolais.

Il y a eu des tentatives dans ce sens, mais les Neuf n'étaient pas unanimes. Toutefois, on peut s'attendre à une intervention des Neuf après la Conférence de l'O. U. A.

Un membre demande s'il est vrai que, comme le prétendent certains milieux, la Belgique fournirait des armes à l'Angola.

Le Ministre fait savoir qu'il n'en est rien, mais il n'est pas exclu que des armes fournies à d'autres gouvernements se trouvent en Angola. En ce qui concerne le Zaïre, un tableau des licences d'exportation d'armes sera établi et mis à la disposition des membres.

4. Zaïre.

Un membre revient sur une déclaration récente du Président Mobutu concernant l'indemnisation des victimes de la zaïrisation. Les personnes auxquelles un montant équivalent à 40 % de leurs actions dans une société sera restitué, n'auront-elles droit à aucune indemnité en Belgique ?

Le Ministre déclare qu'il s'agit d'un des problèmes qui sont examinés actuellement par une commission mixte belgo-zaïroise.

5. Chili.

Plusieurs membres interrogent le Ministre sur la situation au Chili :

a) Quelles ont été les démarches diplomatiques de la Belgique en vue de rétablir les libertés politiques dans ce pays ?

b) Quelle est l'évolution de notre commerce avec le Chili et celle de la consolidation de sa dette ?

c) En ce qui concerne la protection des personnes contre la torture, la Belgique a pris part aux travaux de l'O. N. U. sur ces pratiques.

S'est-elle associée aux efforts du gouvernement anglais en vue d'obtenir des autorités chiliennes la libération d'une ressortissante anglaise ?

d) Combien de réfugiés chiliens sont-ils venus en Belgique et comment ont-ils été aidés ?

Le Ministre répond ce qui suit :

a) Sur les plans bilatéral et multilatéral, le Ministre a plaidé la cause du rétablissement des libertés au Chili (voir son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies).

b) Au sujet de l'évolution de notre commerce avec ce pays, des renseignements seront demandés au Ministre du Commerce extérieur. Il n'y a aucun changement dans l'attitude de notre pays en ce qui concerne la consolidation de la dette chilienne.

c) Protection contre la torture (affaire Cassidy). Le Ministre a régulièrement des contacts au niveau des Neuf de la C. E. E.; lorsque des cas se produisent, l'intervention de notre pays est automatique.

Maar moet ook Europa daar geen rol in spelen ?

Zou Europa geen initiatieven kunnen nemen ?

Welke weerslag hebben de gebeurtenissen in Angola op onze betrekkingen met Zaïre ?

De Minister antwoordt dat men de resultaten moet afwachten van de komende conferentie van de Organisatie van de Afrikaanse Eenheid te Addis-Abeba, die een algemeen akkoord zal trachten te bereiken.

Europa had wellicht een initiatief moeten nemen en had moeten trachten alle partijen ervan te overtuigen in het conflict in Angola niet tussen te komen.

Er werden pogingen in die zin aangewend, maar de Negen waren niet eensgezind. Toch mag men een interventie van de Negen na de O. E. A.-conferentie verwachten.

Een lid vraagt of het juist is dat België wapens levert aan Angola, zoals in sommige milieus wordt beweerd. De Minister verklaart dat zulks niet het geval is, maar dat het niet uitgesloten is dat wapens die voor andere regeringen bestemd waren, in Angola terechtgekomen zijn. In verband met Zaïre zal een tabel met de uitvoervergunningen voor wapens ter beschikking van de commissieleden worden gesteld.

4. Zaïre.

Een lid komt terug op een recente verklaring van president Mobutu in verband met de schadevergoeding van de slachtoffers van de Zaïrisering. Zullen de personen die slechts een bedrag ter waarde van 40 % van hun aandelen in vennootschappen terugkregen, in België op geen enkele schadevergoeding aanspraak kunnen maken ?

De Minister verklaart dat het hier gaat om een van de problemen die thans in een gemengde Belgisch-Zaïreese commissie worden besproken.

5. Chili.

Verscheidene leden stellen aan de Minister vragen in verband met de toestand in Chili :

a) Welke démarches heeft België langs diplomatieke weg ondernomen om de politieke vrijheid in dat land te herstellen ?

b) Hoe verloopt de ontwikkeling van onze handelsbetrekkingen met Chili en de consolidatie van de schuld van dat land ?

c) In verband met de bescherming van de personen tegen folteringen heeft België deelgenomen aan de U. N. O.-werkzaamheden over die praktijken.

Heeft België zich aangesloten bij de inspanningen van de Engelse regering, ten einde van de Chileense autoriteiten de vrijlating van een van haar onderdanen te verkrijgen ?

d) Hoeveel Chileense vluchtelingen kwamen in België binnen en hoe werden zij geholpen ?

De Minister verstrekt volgend antwoord :

a) Tijdens de bilaterale en de multilaterale besprekingen heeft de Minister gepleit voor het herstel van de vrijheden in Chili (zie zijn redevoering voor de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties).

b) In verband met de ontwikkeling van onze handelsbetrekkingen met dat land zullen aan de Minister van Buitenlandse Handel inlichtingen worden gevraagd. Ons land heeft zijn houding niet gewijzigd in verband met de consolidatie van de Chileense schuld.

c) Bescherming tegen de folteringen (zaak Cassidy). De Minister is regelmatig in contact met de Negen van de E. E. G.; wanneer zich gevallen van foltering voordoen, reageert ons land automatisch.

d) Nombre total de réfugiés du Chili admis en Belgique :

— 1^{er} programme gouvernemental (1973-1974) : 55 familles, soit 162 personnes;

— 2^e programme gouvernemental (1975-1976) : 31 familles, soit 83 personnes.

Dans le cadre de ce second programme, sont encore attendues 13 familles représentant 48 personnes.

— Indépendamment de ces programmes gouvernementaux, on compte que quelque 200 réfugiés du Chili sont arrivés à titre individuel, soit avec visa, soit sans visa.

CHAPITRE VIII.

Discussion des articles et votes.

Un membre dépose un amendement (Doc. n° 4-VIII/3) tendant à porter le crédit de 293 500 000 F prévu à l'article 34.03 (Contributions de la Belgique à des organismes internationaux établis en dehors du pays) à 306 499 999 F, soit une augmentation de 12 999 999 F en vue de :

1) porter de 1 000 000 de F à 2 500 000 F le crédit à l'article 34.03.14 (Contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud) (p. 73 du programme justificatif);

2) insérer à la page 74 du programme justificatif un article 34.03.23 (nouveau) libellé comme suit : « Contribution au Fonds des Nations Unies pour la Namibie (siège à New York) » et de prévoir à cet article un crédit de 1 500 000 F;

3) insérer à la page 74 du programme justificatif un article 34.03.24 (nouveau) libellé comme suit : « Contribution au Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, situé à New York » et de prévoir à cet article un crédit de 10 000 000 F;

4) ramener de 120 000 000 F à 119 999 999 F le crédit prévu à l'article 34.03.3 (quote-part dans les frais de l'Organisation des Nations Unies) (p. 73 du programme justificatif).

Le membre justifie cet amendement comme suit :

1) l'apport assez symbolique de la Belgique doit être adapté en raison de la dépréciation de l'argent intervenue depuis notre premier versement à ce Fonds et parce qu'il s'impose, même au plan de manifestations philanthropiques de portée limitée, de marquer par un geste politique la désapprobation que l'apartheid inspire à l'écrasante majorité des Belges;

2) l'occupation de la Namibie par l'Union Sud Africaine est tenue pour illégale par la communauté internationale, Belgique incluse.

Les Nations Unies ont établi une autorité légalement représentative du territoire, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

Par une résolution du 9 décembre 1970, l'Assemblée générale a créé un Fonds des Nations Unies pour la Namibie : « Sa décision était fondée sur cette considération que l'Organisation des Nations Unies, ayant mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur la Namibie et ayant elle-même assumé directement la responsabilité du territoire jusqu'à son accession à l'indépendance, avait l'obligation solennelle d'aider et de préparer la population du territoire à l'indépendance,

d) Totaal aantal Chileense vluchtelingen die in België toegelaten werden :

— eerste regeringsprogramma (1973-1974) : 55 gezinnen, d.i. 162 personen;

— tweede regeringsprogramma (1975-1976) : 31 gezinnen, d.i. 83 personen.

In het kader van dat tweede programma worden nog 13 gezinnen met in totaal 48 personen in België verwacht.

— Buiten die regeringsprogramma's wordt aangenomen dat zowat 200 Chileense vluchtelingen individueel en al dan niet met een visum ons land zijn binnengekomen.

HOOFDSTUK VIII.

Bespreking van de artikelen en stemmingen.

Een lid dient een amendement in (Stuk n° 4-VIII/3), dat ertoe strekt het krediet van 293 500 000 F, uitgetrokken op artikel 34.03 (Bijdragen van België aan buiten het land gevestigde internationale organismen), op 306 499 999 F te brengen, d.i. een vermeerdering met 12 999 999 F, ten einde :

1) het op artikel 34.03.14 (bijdrage in het Bijzonder Affectatiefonds der Verenigde Naties voor Zuid-Afrika) (blz. 73 van het verantwoordingsprogramma) uitgetrokken krediet van 1 000 000 F op 2 500 000 F te brengen;

2) op bladzijde 74 van het verantwoordingsprogramma een artikel 34.03.23 (nieuw) in te voegen, luidend als volgt : « Bijdrage in het Fonds der Verenigde Naties voor Namibië (met zetel te New York) » en op dit artikel een krediet van 1 500 000 F uit te trekken;

3) op bladzijde 74 van het verantwoordingsprogramma een artikel 34.03.24 (nieuw) in te voegen, luidend als volgt : « Bijdrage in het Centrum van de Verenigde Naties voor de transnationale vennootschappen, met zetel te New York » en op dit artikel een krediet van 10 000 000 F uit te trekken.

4) het op artikel 34.03.3 (aandeel in de kosten van de Organisatie der Verenigde Naties) (blz. 73 van het verantwoordingsprogramma) uitgetrokken krediet van 120 000 000 F tot 119 999 999 F terug te brengen.

Dit amendement wordt door de auteur ervan als volgt verantwoord :

1) de nogal symbolische inbreng van België moet worden aangepast wegens de muntontwaarding die sinds de eerste storting van ons land aan het Fonds werd genoteerd en omdat het nodig is, zelfs op het vlak van een menslievende aktie met beperkte draagwijdte, door middel van een politieke akte te onderstrepen dat de apartheidspolitiek door de verpletterende meerderheid der Belgen wordt afgekeurd;

2) de bezetting van Namibië door de Zuid-Afrikaanse Unie wordt door de hele wereld, België inbegrepen, als onwettig beschouwd.

De Verenigde Naties hebben een overheid gevestigd die wettelijk representatief is voor het gebied, met name de Raad van de Verenigde Naties voor Namibië.

Bij een resolutie van 9 december 1970 heeft de Algemene Vergadering een Verenigde Naties-Fonds voor Namibië opgericht : « De beslissing was gebaseerd op de overweging dat de Organisatie der Verenigde Naties, na aan het mandaat van Zuid-Afrika over Namibië een einde te hebben gemaakt en na zelf rechtstreeks het beheer over dat gebied tot op de datum van onafhankelijkheid in handen te hebben genomen, zedelijk verplicht was te helpen en de bevolking

et qu'à cette fin, l'Organisation des Nations Unies devait lui fournir une assistance générale ».

Le 13 novembre 1975, contrairement à d'autres gouvernements, y compris des gouvernements appartenant à la Communauté européenne, la Belgique n'a pas adopté une attitude positive à l'égard du Fonds et de son financement. Il importe de corriger cette prise de position.

En réponse à la question parlementaire n° 130 du 27 mai 1975, le Ministre des Affaires étrangères avait déclaré ceci : « Une somme de deux cent mille dollars US, destinée au Fonds des Nations Unies pour la Namibie, est prélevée sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice 1975. Dès lors, par le versement de sa contribution audit budget, la Belgique participe déjà au financement du Fonds. J'envisage, d'autre part, le versement d'une contribution volontaire au Fonds, compte tenu des possibilités budgétaires ».

Il faut encore signaler que, par une résolution du 13 décembre 1974, l'Assemblée générale a approuvé les directives préparées par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie pour le Fonds des Nations Unies pour la Namibie. Ces directives couvrent les domaines suivants : enseignement et formation, assistance sociale et soins médicaux, assistance judiciaire, affirmation sur le plan international de la souveraineté de la Namibie et de son droit à une indépendance complète.

Il est proposé que la Belgique verse une somme proche de celle fournie au Fonds par les Pays-Bas (42 553 dollars US). Il convient de remarquer que ce pays vient en outre d'annoncer une contribution spécifique d'un montant de 100 000 dollars US au bénéfice de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie, centre de formation administratif pour cadres namibiens en exil, localisé à Lusaka (Zambie), dont le fonctionnement devait débiter à la fin du dernier trimestre de 1975. Une contribution belge de 1 500 000 F au profit du seul Fonds est donc très raisonnable.

3) Un centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales a été créé conformément aux résolutions 1908 et 1913 du Conseil économique et social, au cours de la 29^e Assemblée générale : un directeur et du personnel ont été nommés et ont pris leurs fonctions. La mission du Centre consiste à soutenir les préoccupations de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et d'une commission intergouvernementale des sociétés transnationales aussi créée conformément à la résolution 1913, à recueillir et diffuser des informations, à accomplir des recherches, notamment en ce qui concerne un « code de bonne conduite », et à organiser et coordonner des programmes de coopération technique dans les matières concernées. Cinq Etats membres de la C. E. E. ont été retenus pour faire partie de la commission intergouvernementale des sociétés transnationales, organe consultatif auprès du Conseil économique et social, élue par ce dernier « sur une base géographique large et équitable ».

Le budget ordinaire de l'O. N. U. pour 1976 affectera un montant de six cent mille dollars US au financement du Centre.

Des Etats membres de l'O. N. U. ont annoncé des contributions complémentaires destinées à permettre une organisation plus sérieuse des activités du Centre. Les Pays-Bas, en particulier, ont annoncé leur intention de verser 500 000 dollars US en octroi de subsides spécifiques au Centre.

van het gebied op de onafhankelijkheid voor te bereiden, en dat de Organisatie der Verenigde Naties te dien einde aan het gebied een algemene bijstand diende te verlenen ».

Op 13 november 1975 nam België, in tegenstelling tot andere regeringen, met inbegrip van regeringen behorende tot de Europese Gemeenschap, geen positieve houding aan ten opzichte van het Fonds en de financiering ervan. Het is noodzakelijk die houding recht te zetten.

In antwoord op de parlementaire vraag n° 130 van 27 mei 1975 verklaarde de Minister van Buitenlandse Zaken het volgende : « Op de gewone begroting van de Organisatie der Verenigde Naties voor het dienstjaar 1975 is een bedrag van 200 000 U.S.-dollars uitgetrokken voor het Verenigde Naties-Fonds voor Namibië. Het feit dat België zijn bijdrage tot die begroting stort, houdt in dat ons land meteen ook het Fonds helpt financieren. Bovendien denk ik eraan het Fonds te begiftigen met een vrijwillige bijdrage die in het raam van onze begrotingsmogelijkheden past ».

Er zij nog aangestipt dat de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, in een resolutie van 13 december 1974 de richtlijnen goedgekeurd heeft die door de Raad van de Verenigde Naties voor Namibië voor het Verenigde Naties-Fonds voor Namibië waren voorbereid. Die richtlijnen hebben betrekking op : onderwijs en opleiding, maatschappelijke bijstand en gezondheidszorg, rechtskundige bijstand, bevestiging op internationaal vlak van de soevereiniteit van Namibië en van het recht van dit land op een volledige onafhankelijkheid.

Er wordt voorgesteld dat België een bedrag zal toekennen dat nagenoeg even hoog ligt als hetgeen door Nederland aan het Fonds gestort werd (42 553 U. S. dollars). Er valt tevens op te merken dat Nederland onlangs verklaard heeft een specifieke bijdrage ten bedrage van 100 000 U. S. dollars te hebben gestort ten bate van het Instituut van de Verenigde Naties voor Namibië, een centrum voor administratieve opleiding van in ballingschap levend Namibisch kaderpersoneel, waarvan de zetel gevestigd is te Lusaka (Zambia), en dat tegen het einde van het laatste kwartaal van 1975 in werking moest treden. Een Belgische bijdrage van 1 500 000 F ten gunste van het Fonds lijkt dus erg redelijk.

3) Een centrum van de Verenigde Naties m.b.t. de transnationale maatschappijen werd overeenkomstig de resoluties 1908 en 1913 van de Economische en Sociale Raad in de loop van de 29^e Algemene Vergadering opgericht : een directeur en personeel werden benoemd en hebben inmiddels hun ambt aanvaard. Het Centrum heeft tot taak de opdrachten te steunen van de Algemene Vergadering, van de Economische en Sociale Raad en van een intergouvernementele commissie voor transnationale maatschappijen, die eveneens overeenkomstig de voornoemde resolutie 1913 werd opgericht, inlichtingen in te winnen en te verspreiden, opzoekingen te verrichten met name met betrekking tot een « handleiding voor goed gedrag » en programma's voor technische samenwerking in de bedoelde materies te organiseren en te coördineren. Vijf Lid-Staten van de E. E. G. werden aangewezen om deel uit te maken van de intergouvernementele commissie voor de transnationale maatschappijen, een adviserend lichaam bij de Economische en Sociale Raad dat door deze laatste « op een ruime en billijke geografische basis » verkozen wordt.

De gewone begroting van de U. N. O. voor 1976 zal een bedrag van zeshonderdduizend U. S. dollars uittrekken voor de financiering van het Centrum.

Lid-Staten van de U. N. O. hebben aangekondigd dat zij aanvullende bijdragen zullen storten, ten einde het Centrum de mogelijkheid te bieden zijn activiteiten op een gelijkere basis te organiseren. In het bijzonder heeft Nederland verklaard voornemens te zijn 500 000 U. S. dollars te storten, bij wijze van specifieke subsidie voor het Centrum.

L'apport de dix millions de francs par la Belgique indiquerait la volonté de notre pays de concourir aux études et à l'adoption de correctifs qu'impose la puissance des sociétés transnationales.

4) Le 10 novembre 1975, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution assimilant sionisme et racisme. Le 22 décembre 1975, un groupe d'experts intergouvernementaux de l'UNESCO a admis un projet de déclaration relatif à une campagne de lutte pour la paix et contre le racisme et la discrimination raciale, le texte ayant été amendé pour inclure l'assimilation du sionisme et du racisme. Quoique le projet doive encore finalement être approuvé par la Conférence générale de l'UNESCO, qui se réunira en octobre prochain à Nairobi, il s'impose de marquer concrètement la désapprobation de la Belgique à l'encontre d'une attitude adoptée, en l'occurrence au niveau de l'UNESCO, d'autant plus que la mission culturelle assumée par cette agence spécialisée au niveau mondial est particulièrement incompatible avec toute équation sionisme = racisme.

La politique intérieure et extérieure d'Israël est hautement critiquable à maints égards, mais cette critique ne peut tolérer l'identification du sionisme et du racisme.

Il y a lieu, en guise d'avertissement envers l'UNESCO, de diminuer la contribution belge à cette Agence. Le crédit de 120 000 000 F du poste 34.03.3 ne comportant aucune somme à l'intention de l'UNESCO (les dépenses supportées par la Belgique en ce domaine relevant des affaires culturelles), le retrait proposé est d'un franc symbolique. Il sera proposé ailleurs (dans le budget des Affaires culturelles communes) de réduire plus amplement la contribution belge à l'UNESCO dans des proportions qui tiendront notamment compte des accroissements apportés au budget du Ministère des Affaires étrangères par les amendements précités.

Le Ministre estime qu'il faut faire une distinction entre les points 1, 2, 3 et le point 4 (UNESCO) de l'amendement. Selon lui, ce n'est pas une bonne méthode de proposer des amendements au budget de la Culture, les conseils culturels ayant également une compétence sur ces crédits.

En ce qui concerne la contribution de la Belgique au Fonds des Nations Unies pour la Namibie, le Gouvernement essaiera de régler ce problème dans le feuillet d'ajustement du budget de 1976 ou bien dans le budget pour l'année 1977.

Quant à une contribution de notre pays au Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, le Gouvernement hésite à faire des promesses et reste dans l'expectative. Le montant proposé dans l'amendement est de toute façon trop élevé. Un crédit pourrait être inscrit dans le budget pour l'année 1977.

Le membre dépose alors un sous-amendement au point 3 de son amendement tendant à ramener le crédit de 10 000 000 F à 1 000 000 F. En accordant au Centre des Nations Unies pour les sociétés transnationales un crédit de 1 000 000 F, notre pays poserait, à son avis, un acte politique qui annoncerait une collaboration avec ledit Centre. Si le Gouvernement a le souci d'agir dans ce sens au niveau de la C. E. E., l'octroi de ce crédit par la Belgique pourrait inciter la C. E. E. à agir « en tant que telle ».

Indien België van zijn kant tien miljoen frank zou inbrengen, zou dit erop wijzen dat ons land stellig het zijne wil bijdragen tot de studies en het aanbrengen van correctieven die de macht van de transnationale maatschappijen vereist.

4) Op 10 november 1975 heeft de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties een resolutie goedgekeurd waarin het zionisme en het racisme worden gelijkgesteld. Op 22 december 1975 heeft een groep van intergouvernementele deskundigen van de UNESCO een ontwerp-verklaring aangenomen betreffende een campagne voor de vrede en tegen het racisme en de rassendiscriminatie; de tekst van die verklaring werd geamendeerd ten einde de gelijkstelling van het zionisme en het racisme erin op te nemen. Alhoewel het ontwerp uiteindelijk nog moet worden goedgekeurd door de Algemene Conferentie van de UNESCO, die in oktober eerstkomend te Nairobi bijeenkomt, dient België zijn afkeuring te laten blijken tegenover de houding die met name op het niveau van de UNESCO is aangenomen, te meer daar de culturele taak die dit gespecialiseerd agentschap op wereldniveau op zich heeft genomen, stellig onvernegbaar is met elke gelijkstelling van zionisme met racisme.

De binnen- en buitenlandse politiek van Israël is in velerlei opzicht vatbaar voor zeer ernstige kritiek, maar in die kritiek kan er geen sprake van zijn het zionisme gelijk te stellen met het racisme.

Bij wijze van waarschuwing aan de UNESCO zou de Belgische bijdrage tot dat Agentschap moeten worden verminderd. Daar het krediet van 120 000 000 F, uitgetrokken op artikel 34.03.3, geen bedragen omvat ten behoeve van de UNESCO (de op dit gebied door ons land gedragen kosten hebben betrekking op de culturele zaken), wordt voorgesteld onze bijdrage met een symbolische frank te verminderen. Elders, namelijk in de begroting van gemeenschappelijke culturele zaken, zal worden voorgesteld onze bijdrage voor de UNESCO in sterkere mate te verminderen, met name in een mate die rekening houdt met de door de voornoemde amendementen veroorzaakte vermeerdering van de kredieten voor de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

De Minister meent dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen de punten 1, 2 en 3 en punt 4 (UNESCO). Hij meent dat het geen goede methode is amendementen voor te stellen op de begroting van Cultuur, aangezien de cultuurraden bevoegd zijn om zich uit te spreken over de bestemming van die kredieten.

Met betrekking tot de Belgische bijdrage tot het UNO-fonds voor Namibië zal de Regering trachten de zaak te regelen via de bijkredieten voor 1976 of via de begroting voor 1977.

Met betrekking tot het verlenen van een bijdrage aan het Centrum van de Verenigde Naties voor de transnationale maatschappijen neemt de Regering een afwachtende houding aan, want zij aarzelt om zich te verbinden. Het in het amendement voorgestelde bedrag is in elk geval te hoog. Er kan eventueel een krediet worden uitgetrokken op de begroting voor 1977.

Daarop stelt het lid een subamendement voor op punt 3 van zijn amendement, ten einde het krediet van 10 000 000 F te verminderen tot 1 000 000 F. Aan het Centrum van de Verenigde Naties voor de transnationale maatschappijen een krediet van 1 000 000 F verlenen zou zijns inziens een politieke daad zijn en zou samenwerking van ons land met dit centrum in het vooruitzicht stellen. Indien de Regering in die richting wil ageren op E. E. G.-niveau, zou de toekenning van dit krediet door ons land de E. E. G. er kunnen toe aanzetten als gemeenschap op te treden.

L'amendement et le sous-amendement sont alors mis aux voix, après que leur auteur en ait retiré le point relatif à la diminution de la contribution belge à l'UNESCO. Ils sont rejetés par 8 voix contre 5 et 2 abstentions.

Un autre membre constate l'inscription d'un crédit de 20 millions de F pour la Fondation Saint-Julien des Belges à Rome, dont il ignore l'utilité.

Il préférerait annuler ce poste pour permettre l'augmentation de 13 millions de F résultant des amendements proposés.

Le Ministre répond qu'il s'agit de la restauration d'un monument dans laquelle est engagée la responsabilité de l'Etat, et du transfert d'un crédit déjà inscrit en 1975.

Les crédits afférents aux Affaires étrangères, inscrits au budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement pour l'année budgétaire 1976 et le projet de loi d'ajustement du budget de 1975 sont ensuite adoptés par 8 voix contre 7.

Le Rapporteur,

C. F. NOTHOMB.

Le Président,

A. DEQUAE.

Nadat de indiener het punt betreffende de vermindering van de Belgische bijdrage tot de UNESCO heeft ingetrokken, worden het amendement en het subamendement ter stemming gebracht. Zij worden verworpen met 8 tegen 5 stemmen en 2 onthoudingen.

Een ander lid constateert dat een krediet van 20 miljoen is uitgetrokken voor de Stichting Sint-Juliaan der Belgen te Rome, waarvan hij het nu niet inziet.

Graag zou hij dit artikel zien annuleren om aldus een vermeerdering met 13 miljoen, die voortvloeit uit de voorgestelde amendementen, mogelijk te maken.

De Minister antwoordt dat het hier gaat om de herstelling van een gebouw waarbij de verantwoordelijkheid van de Staat betrokken is en om de overheveling van een reeds op de begroting voor 1975 uitgetrokken krediet.

De kredieten betreffende de Buitenlandse Zaken, uitgetrokken op de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking voor het begrotingsjaar 1976 en het wetsontwerp tot aanpassing van de begroting voor 1975 worden vervolgens aangenomen met 8 tegen 7 stemmen.

De Verslaggever,

C. F. NOTHOMB.

De Voorzitter,

A. DEQUAE.